

L'UE MALGRÉ TOUT ?

LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)

Daniel Debomy

Préface d'Yves Bertoncini

ÉTUDES & RAPPORTS  JUIN 2016
IIII

L'UE MALGRÉ TOUT ?
LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES
FACE AUX CRISES (2005-2015)

Daniel Debomy

Préface d'Yves Bertoncini

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE - DES EUROSCEPTICISMES, PAS D'« EUROPHOBIE » <i>par Yves Bertoncini</i>	5
RÉSUMÉ	8
INTRODUCTION	10
1. Évolution générale des indicateurs d'opinion : état des lieux globalement moins positif en 2015 qu'en 2005, confiance et image dégradés	11
1.1. Les jugements sur l'appartenance à l'UE et le bénéfice de l'appartenance : une situation globalement rétablie en 2015, après un affaissement au cours de la décennie	11
1.2. L'évolution de l'image de l'UE : un affaissement sensible	15
1.3. L'évolution de la confiance dans l'UE : une chute substantielle	16
1.4. La bonne ou mauvaise direction de l'UE : une évolution négative	18
1.5. Les opinions sur le futur de l'UE : un moindre optimisme	19
1.6. Des évolutions contrastées	20
2. L'impact des crises sur les opinions publiques de l'UE (2005-2015)	22
2.1. L'échec du projet de Constitution : un impact limité et sans lendemain	22
2.1.1. L'impact de l'échec du projet de Constitution sur l'opinion européenne	22
2.1.2. L'impact de l'échec du projet de Constitution dans les pays à référendum	23
2.2. L'opinion publique européenne et la crise économique et financière : après l'affaissement lié à la crise, un redressement laborieux, partiel et incertain	34
2.2.1. Attitudes générales à l'égard de l'UE et perceptions de la situation économique : un lien manifeste	35
2.2.2. Observations suscitées par ces résultats : une corrélation cependant pas totale	39

2.2.3. Les attitudes relatives à l'euro : une consolidation du soutien à la monnaie unique après la crise	41
2.3. L'opinion européenne et la crise migratoire : une montée très rapide des préoccupations	42
2.3.1. L'émergence récente de l'immigration comme « problème important » pour l'UE	42
2.3.2. L'immigration également citée comme problème important pour son pays, moins pour soi-même	44
2.3.3. Une préoccupation plus ou moins accentuée selon les États membres	46
3. L'état de l'opinion à l'égard de l'UE : de grandes disparités entre États membres	49
3.1. Les « Euroconfiants »	52
3.2. Les « adhérents réservés »	53
3.3. Les « Européens circonspects »	58
3.4. Les « Europhiles eurodéprimés »	62
3.5. Les « Eurodéfiants »	63
CONCLUSION	70
ANNEXES	72
ANNEXE 1 - L'ÉVOLUTION DES OPINIONS PUBLIQUES VIS-À-VIS DE L'UE (2005/2007-2015)	74
ANNEXE 2 - LA PERCEPTION DE L'UE PAR LES OPINIONS PUBLIQUES DES 28 ÉTATS MEMBRES	81
LISTE DES ENCADRÉS, GRAPHIQUES ET TABLEAUX	111
SUR LES MÊMES THÈMES...	114
AUTEUR	115

PRÉFACE

DES EUROSCEPTICISMES, PAS D'« EUROPHOBIE »

par Yves Bertoncini

L'Union européenne est confrontée depuis près d'une décennie à une série de crises, aussi bien internes qu'externes, qui ont eu un profond impact sur la manière dont elle est perçue par ses citoyens et les États membres qui la composent.

Controverses relatives au projet de « Traité constitutionnel européen », conflits liés à la « crise de la zone euro », puis tensions découlant de la crise des réfugiés n'ont pas seulement nourri un intense débat public dans la plupart des pays de l'UE : ils ont aussi suscité nombre de commentaires plus ou moins impressionnistes et alarmistes, qu'il est salutaire de mettre en perspective sur la base de données solides et d'analyses étayées et circonstanciées.

Tel est le grand mérite de l'Étude réalisée par Daniel Debomy, spécialiste reconnu de l'analyse des évolutions des opinions publiques européennes qui, sur la base des précieuses enquêtes « Eurobaromètre », souligne avec minutie autour de quels enjeux et dans quelle mesure les peuples de l'UE ont pu ou non modifier leur jugement sur elle au cours d'une « décennie de crises ».

Au moins trois grands enseignements politiques très éclairants se dégagent de l'ensemble des chiffres et analyses exposés par l'Étude de Daniel Debomy.

Le premier enseignement politique de cette Étude est que la perception citoyenne de l'appartenance de son pays à l'UE et des bénéfices qu'il retire de cette appartenance est demeurée positive tout au long de la période, et qu'elle s'avère même plus positive en 2015 qu'en 2005 dans une fraction significative des pays membres.

Cette réalité chiffrée apparaîtra contre-intuitive aux seuls observateurs succombant un peu vite à la confusion entre « euroscepticisme » et « europhobie »¹. Ce que souligne cette Étude est que la volonté de continuer à faire partie de l'UE apparaît solidement ancrée pour une majorité de citoyens de l'ensemble des États membres, au-delà du cas d'espèce britannique, même si elle n'exclue naturellement pas l'expression de vives critiques quant à la manière dont l'UE fonctionne ou décide.

En ce sens, cette Étude ne fait que confirmer le constat déjà dressé par le Policy Paper que Daniel Debomy avait consacré à la zone euro². Celui-ci avait en effet mis évidence un attachement populaire à l'appartenance à l'union monétaire, qui explique en grande partie pourquoi la zone euro n'a pas subi l'éclatement funeste que nombre de mauvais augures lui avaient prédit.

Le deuxième enseignement politique de l'Étude de Daniel Debomy est que l'image de l'UE et le degré de confiance que ses citoyens éprouvent à son égard ont en revanche subi un déclin marqué entre 2005 et 2015 - de l'ordre de 10 points en moyenne pour la première et de plus de 10 points en moyenne pour le second.

Cette baisse prononcée est la traduction directe des crises qui ont frappé l'UE au cours de la dernière décennie, mais aussi des divisions et atermoiements qui ont caractérisé la réaction de l'UE face à ces crises. Elle traduit un « euroscepticisme » qui a d'autant plus progressé qu'il s'est nourri de motivations diamétralement opposées - donc en réalité la progression de plusieurs euroscepticisms. À titre d'exemple, l'UE a été perçue comme vecteur d'un excès d'austérité dans les pays sous assistance financière comme la Grèce ou l'Irlande, mais aussi et dans le même temps comme l'organisateur d'un excès de solidarité dans des pays comme la Finlande ou la Slovaquie.

L'UE y a perdu sur les deux tableaux et mettra naturellement du temps pour redorer son blason et regagner la confiance perdue auprès de ses citoyens,

1. Yves Bertoncini et Nicole Koenig, « Euroscepticisme ou europhobie : protester ou sortir ? », *Policy paper n° 121*, Institut Jacques Delors, novembre 2014.

2. Voir Daniel Debomy, « L'UE non, l'euro oui ? Les opinions publiques européennes face à la crise (2007-2012) », *Policy paper n° 90*, Institut Jacques Delors, mars 2013.

alors même qu'une logique politique comparable semble être à nouveau à l'œuvre face à la crise des réfugiés.

Dans ce contexte, le troisième enseignement politique de l'Étude de Daniel Debomy découle de sa classification des 28 États membres au regard de la sensibilité européenne majoritairement exprimée par leurs citoyens.

Cette classification-là n'a pas seulement pour objectif de rappeler que les Européens sont plus que jamais « unis dans la diversité », et que chaque peuple continue d'évoluer de manière spécifique au sein de la « Fédération européenne d'États-nations » évoquée par Jacques Delors, y compris sur la base de considérations plus domestiques que communes.

Une telle classification souligne aussi que ce qui caractérise le débat public sur l'UE de cette dernière décennie n'est pas tant son « déficit démocratique » ou la classique fracture entre « Bruxelles et les peuples », dénoncés de manière souvent pavlovienne. C'est bien davantage une fracture entre les peuples de l'UE qui est mise en évidence à l'issue de cette Étude, dont il faut par nature tenir compte puisque les autorités européennes et nationales agissent dans un cadre démocratique. Cette fracture politique là constitue un défi non moins considérable pour les partisans et praticiens de la construction européenne.

Il est donc d'autant plus souhaitable que pareil défi puisse être relevé sur la base d'un diagnostic éclairé et précis de l'évolution et de l'état actuel des opinions publiques de l'ensemble des États membres.

Voilà une raison supplémentaire de former le vœu que les autorités européennes et nationales et, au-delà, l'ensemble des citoyens s'impliquant dans le débat public sur l'UE, puissent méditer et mettre en débat cette Étude de Daniel Debomy, afin de formuler des analyses et des initiatives s'appuyant sur de solides fondements politiques et démocratiques.

Yves Bertoncini
directeur de l'Institut Jacques Delors

RÉSUMÉ

Cette Étude analyse les évolutions des attitudes des citoyens à l'égard de l'UE au cours de la décennie écoulée où elle a connu trois crises : crise politique avec l'échec du projet de Constitution en 2005 ; crise économique à partir de 2007 ; et développement maintenant d'une crise migratoire de grande ampleur.

Elle s'appuie pour cela principalement sur les données des enquêtes Eurobaromètre de la Commission, complétées sur certains points par celles d'enquêtes commanditées par le Parlement européen.

L'« eurofaveur », mesurée par les indicateurs ici pris en compte, poursuivait au début de la période une difficile remontée engagée depuis un creux historique enregistré en 1997. Cette tendance s'est renversée après 2007 vers un point bas atteint autour de 2011, avant que s'amorce un redressement cependant incomplet : si la reconnaissance du bien-fondé de l'appartenance à l'UE et des bénéfices induits se retrouvent au même niveau au début qu'à la fin de la période, les indicateurs liés à la confiance inspirée par l'UE et son devenir, ainsi que son image, restent nettement dégradés (*voir Partie 1, pages 11 à 21 et Annexe 1, pages 77 à 80*).

En outre, on observe que ces indicateurs ont subi un recul entre le printemps et l'automne de 2015 - sans qu'on puisse dire à ce stade s'il s'agit d'un phénomène passager ou de l'annonce d'une nouvelle décrue.

En ce qui concerne l'impact des crises successives, on constate d'abord que l'échec du projet constitutionnel n'a pas eu d'effet sensible et durable sur les attitudes à l'égard de l'UE - y compris dans les pays à référendum.

L'affaissement observé après de 2007 coïncide manifestement en ce qui le concerne avec la crise économique, et le redressement amorcé avec une

difficile sortie de crise (bien que la corrélation entre degré d'optimisme économique et opinions favorables à l'UE ne soit pas totale).

La question de l'immigration, quant à elle, est devenue à la fin de 2015 source de préoccupation majeure en Europe, même si les citoyens des différents pays y réagissent plus ou moins vivement ; peut-être est-elle une cause de la rechute des six derniers mois (*voir Partie 2, pages 22 à 48*).

L'examen plus détaillé de l'état des lieux dans les États membres montre des évolutions très contrastées, amenant à les classer en cinq groupes qui forment un paysage européen inédit : figurent notamment maintenant dans le groupe le plus eurodéfiant à la fois des pays traditionnellement marqués par de sérieuses réserves à l'égard de l'UE et d'autres au contraire naguère tout à fait favorables qui ont évolué de manière particulièrement négative (*voir Partie 3, pages 49 à 69 et Annexe 2, pages 81 à 113*).

INTRODUCTION

« L'UE non, l'euro oui? - les opinions publiques européennes face à la crise », publié par l'Institut Jacques Delors en mars 2013, examinait les évolutions de l'opinion publique au cours des cinq années qui venaient de s'écouler depuis les prémices de la crise financière et économique.

La présente Étude analyse ces évolutions sur la période plus longue de 2005 à 2015, où l'Union européenne s'est trouvée face à trois crises de natures différentes : crise politique avec l'échec du projet de Constitution en 2005 ; crise économique à partir de 2007 ; et développement maintenant d'une crise migratoire de grande ampleur.

Elle s'appuie pour ce faire principalement sur les séries de données des enquêtes Eurobaromètre Standard de la Commission européenne - complétées sur certains points par les résultats des enquêtes Parlemeter mises en œuvre depuis quelques années par le Parlement européen (les éléments présentés étant issus des premières sauf indication contraire)³.

Elle présente l'évolution générale de plusieurs indicateurs entre 2005 et 2015, puis l'impact sur l'opinion européenne des crises qui ont ponctué cette période, avant d'examiner les regroupements des vingt-huit États membres qui se dégagent de la comparaison des données pays par pays.

3. Les résultats des enquêtes sur l'Union européenne dans son ensemble ont naturellement porté sur un nombre croissant d'États membres à mesure qu'elle s'ouvrait à de nouveaux pays ; on a cependant pu constater à chaque élargissement que cette extension du champ pris en compte dans les enquêtes était sans effet sensible sur les scores moyens de réponses ; les séries auxquelles on fera référence permettent donc pleinement d'effectuer les comparaisons présentées ici. Quelle que soit la période, les « moyennes UE » sont calculées sur l'ensemble des pays membres de l'Union lors de chaque vague d'enquête (soit vingt-cinq États-membres après 2004, vingt-sept à partir de 2007, et vingt-huit depuis l'adhésion de la Croatie en 2013).

1. Évolution générale des indicateurs d'opinion : état des lieux globalement moins positif en 2015 qu'en 2005, confiance et image dégradés

Plusieurs indicateurs ont été pris en compte dans la présente analyse pour apprécier les évolutions de l'opinion dans l'Union européenne.

1.1. Les jugements sur l'appartenance à l'UE et le bénéfice de l'appartenance : une situation globalement rétablie en 2015, après un affaissement au cours de la décennie

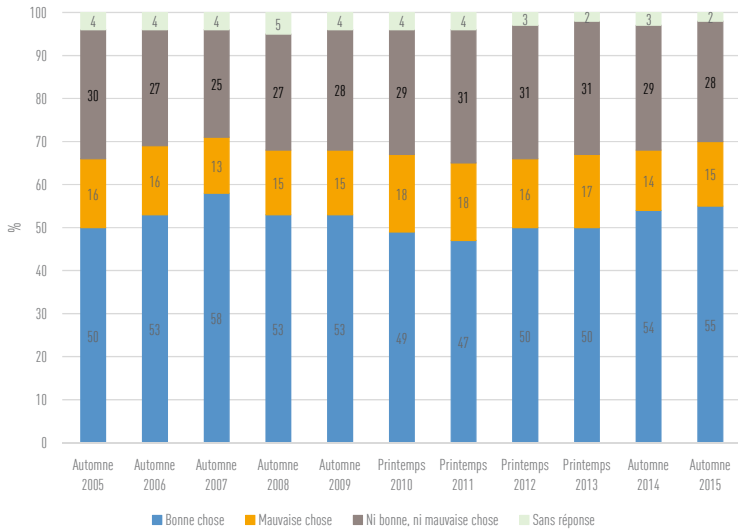
Il s'agit d'indicateurs qui avaient été suivis systématiquement de six mois en six mois dans les enquêtes Eurobaromètre jusqu'en 2010-2011⁴, et dont nous avons dans un Policy paper précédent⁵ examiné les évolutions depuis 1985 jusqu'à la fin de leur inclusion dans les questionnaires de la Commission.

Ils ont été repris depuis lors dans ceux du Parlement, de manière irrégulière toutefois.

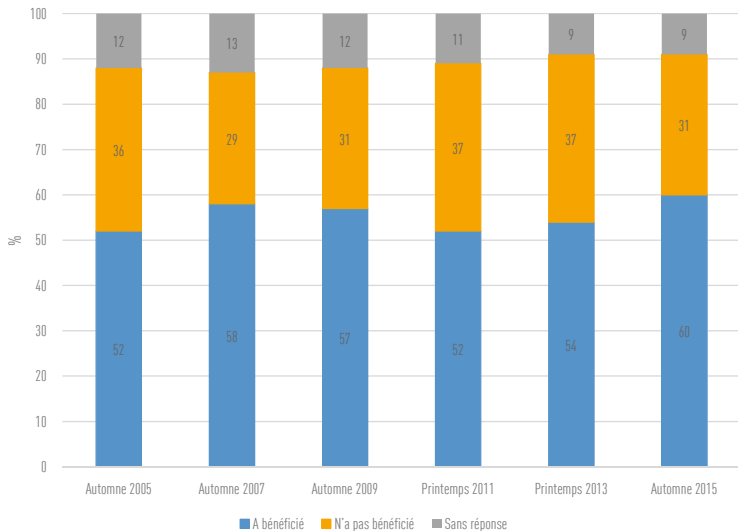
4. Intitulé des questions : « D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'Union européenne est : une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise ? » (Question posée dans l'Eurobaromètre jusqu'au printemps de 2010). « Tout bien considéré, estimez-vous que (notre pays) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ? » (Question posée dans l'Eurobaromètre jusqu'au printemps de 2011).

5. Daniel Debomy, « Les Européens croient-ils encore en l'UE ? », *Policy paper n° 91*, Notre Europe - Institut Jacques Delors, juin 2012.

GRAPHIQUE 1 ➤ L'appartenance à l'UE



GRAPHIQUE 2 ➤ Le bénéfice de l'appartenance à l'UE



Pour ces deux indicateurs (*voir graphiques 1 et 2*), le début de la période étudiée ici est marqué par une tendance ascendante (exception faite d'un repli entre le printemps et l'automne de 2005 sur lequel nous reviendrons), qu'on peut replacer dans le contexte plus large des évolutions analysées depuis 1985.

Entre 1985 et 2015, cinq grandes périodes peuvent être observées :

- **Une première période d'eurofaveur croissante entre le printemps de 1985 et celui de 1991**- période de conception et de mise en œuvre du projet de relance de la construction européenne par Jacques Delors.

Entre ces deux dates le fait de considérer l'adhésion à l'Union européenne comme une bonne chose avait progressé de 14 points pour atteindre le niveau record de 71 % (contre 7 % une mauvaise chose et 17 % une chose ni bonne ni mauvaise); celui de reconnaître un effet bénéfique pour le pays de 9 points pour se situer à 59 % (contre 25 %).

- **Une deuxième période de très forte chute ensuite, jusqu'à un niveau historiquement bas au printemps de 1997** : baisse de 25 points du score positif d'adhésion qui passait de 71 % à 46 % (contre 15 % de citoyens répondant qu'ils y trouvaient une mauvaise chose, et 30 % une chose ni bonne ni mauvaise); baisse de 18 points du score de bénéfique pour son pays, passant de 59 % à 41 % (contre 36 % d'avis négatifs).

On remarquait que le début de cette période coïncidait avec les débats confus et les controverses autour du Traité de Maastricht, et qu'elle avait été marquée par des événements propres à faire douter de la capacité de l'Union à agir de façon unie et efficace (crise de la vache folle, conflits de l'ex-Yougoslavie, etc.), avec en outre un fléchissement sur le plan économique dans les premières années.

- **Une troisième période de difficile remontée en dents de scie** des deux indicateurs, **jusqu'en 2007**. Le premier regagnait 12 points à l'automne de cette année-là à partir du très bas niveau de 1997 : l'indicateur d'appartenance de 46 % à 58 % d'opinions favorables (contre 13 % défavorables et 25 % mitigées) - en restant loin toutefois du sommet de 1991 ; l'indicateur de bénéfique

remontait de 18 points entre les printemps de 1997 et de 2007, retrouvant un niveau de 59 % (contre 30 %).

Le point de départ de 2005 des analyses de la présente Étude se situe dans les dernières années de cette remontée.

- Une quatrième période marquée par un nouvel affaissement des deux indicateurs dans les enquêtes Eurobaromètre, **coïncidant avec la crise économique et financière.**

Le premier baissait de 9 points entre son pic relatif de l'automne de 2007 et le printemps de 2010 - de 58 % à 49 % (contre 18 % d'opinions négatives et 29 % mitigées) dans la dernière mesure de l'Eurobaromètre - et encore de 2 points un an plus tard (47 % positives, contre 18 % négatives et 31 % mitigées au printemps de 2011) dans une enquête Parlemeter.

Le second perdait 7 points entre le printemps de 2007 et celui de 2011 : de 59 % à 52 % (contre 37 %) - en passant par un score un peu plus bas encore (à 50 %) à l'automne de 2010.

(L'absence d'autres mesures de l'indicateur de bénéfice en 2011 et 2012 ne permet pas de déterminer si c'était là les points les plus bas atteints dans son évolution récente).

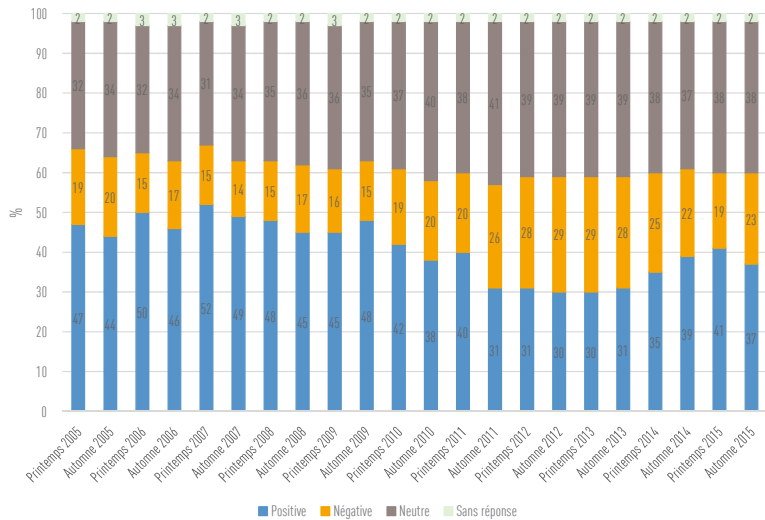
- Une cinquième période peut être définie en s'appuyant sur les apports des enquêtes du Parlement européen, **avec une embellie depuis 2010-2011.**

Les jugements favorables sur l'adhésion à l'UE se situent à l'automne de 2015 à 55 % (contre 15 % défavorables et 28 % mitigés), à la suite d'une remontée ponctuelle par plusieurs mesures intermédiaires : ils retrouvent là presque exactement leur niveau de 2005, quelques points en dessous du point haut de 2007.

Le nombre de ceux qui considèrent positivement le bénéfice de l'appartenance à l'UE est même à l'automne de 2015 supérieur à celui du printemps de 2005, et comparable à celui de 2007 : 60 % contre 31 %.

1.2. L'évolution de l'image de l'UE : un affaissement sensible

GRAPHIQUE 3 ➤ L'évolution de l'image de l'UE : un affaissement sensible⁶



De 47 % d'images positives au printemps de 2005 cet indicateur évoluait en fluctuant jusqu'à 52 % (contre 15 %) à celui de 2007, puis baissait assez régulièrement et très fortement jusqu'à l'automne de 2012 et au printemps de 2013 où les opinions positives étaient pratiquement égalées par les opinions inverses, à 30 % contre 29 %.

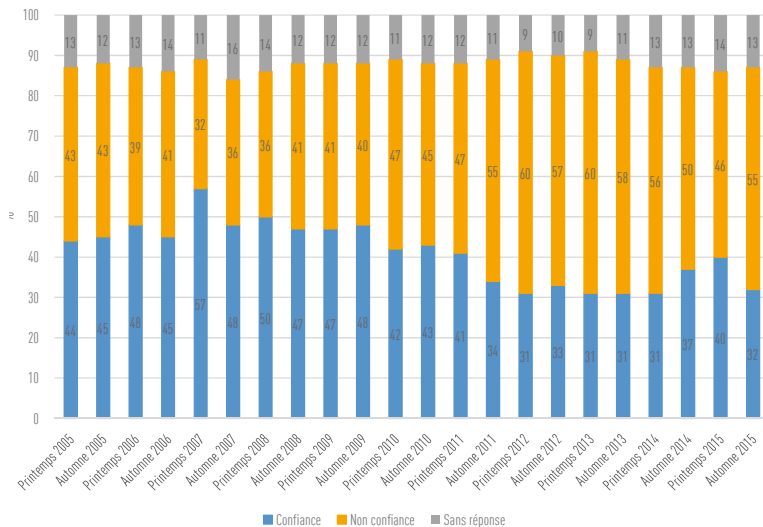
Il se rétablissait partiellement dans les vagues d'enquête suivantes pour atteindre 41 % (contre 19 %) au printemps de 2015 - avant de reperdre 4 points au cours des six derniers mois, et se situer à un niveau 10 points inférieur à celui du début de la période étudiée.

6. Intitulé de la question : « En général, l'image que vous avez de l'Union européenne est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative, ou très négative ? ».

1.3. L'évolution de la confiance dans l'UE : une chute substantielle

Il s'agit d'un autre indicateur⁷ pour lequel on dispose de données pour l'ensemble de la période considérée.

GRAPHIQUE 4 ▶ Le degré de confiance dans l'UE : une chute substantielle



Entre 2005 et 2015 (voir Graphique 4), on peut observer initialement une montée irrégulière de la confiance exprimée qui, de 44 % au printemps de 2005, atteignait 57 % à celui de 2007, **avant de chuter de près de 10 points** dans les huit années qui ont suivi : au printemps de 2013, 31 % seulement disaient avoir confiance, contre une forte majorité inverse de 60 %.

7. Intitulé de la question : « Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certains médias et certaines institutions. Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle ? » (Question posée, entre autres, sur l'Union européenne).

Un redressement s'est amorcé ensuite et s'est poursuivi **jusqu'au printemps de 2015** (solde toujours négatif mais réduit, à 40 % contre 46 %) - avant une nette rechute de 8 points à l'automne 2015 (32 % contre 55 %).

Des fluctuations du même ordre ont affecté par ailleurs le degré de confiance qu'ont les citoyens européens dans leur gouvernement national (*voir Encadré 1*).

Cette confiance est en moyenne plus faible encore qu'envers l'UE (27 % à l'automne de 2015) - phénomène récurrent constaté dans les enquêtes Eurobaromètre - bien que l'écart entre les deux tende à s'amenuiser au fil des années (15 points en moyenne entre 2005 et 2010, 7 points depuis), et que les situations soient contrastées d'un État membre à l'autre.

ENCADRÉ 1 ► **Faire plus confiance à son gouvernement national ou à l'UE ?**

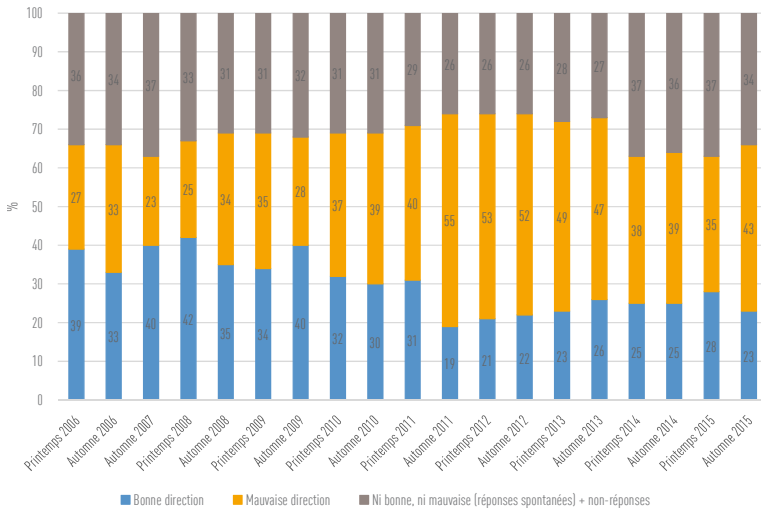
Quatorze États membres sont caractérisés à la fin de 2015 par une confiance plus grande dans l'UE que dans le gouvernement national, dont neuf dans lesquels l'écart est particulièrement net - Roumanie, Lituanie, Bulgarie, Croatie, Pologne, Portugal, Italie, Lettonie, Slovaquie. Parmi ces pays figure la France, marquée globalement par une confiance particulièrement faible : 26 % envers l'UE (contre 63 %, et 11 % de non-réponses) ; 19 % envers le gouvernement national (contre 76 %, et 5 % de non-réponses).

Les autorités nationales inspirent au contraire une plus grande confiance, ou une moins grande défiance, dans huit d'entre eux - Luxembourg, Allemagne, Pays-Bas, Suède, Royaume-Uni, Autriche, Finlande et Malte.

Les scores de confiance sont du même ordre dans les deux cas dans six pays : Belgique, Danemark, Grèce, Chypre, Estonie, République tchèque.

1.4. La bonne ou mauvaise direction de l'UE : une évolution négative

GRAPHIQUE 5 ► La perception de la direction dans laquelle va l'UE⁸



On note ici, pour l'idée de bonne direction des choses dans l'UE (mesurée depuis 2006) (voir Graphique 5) :

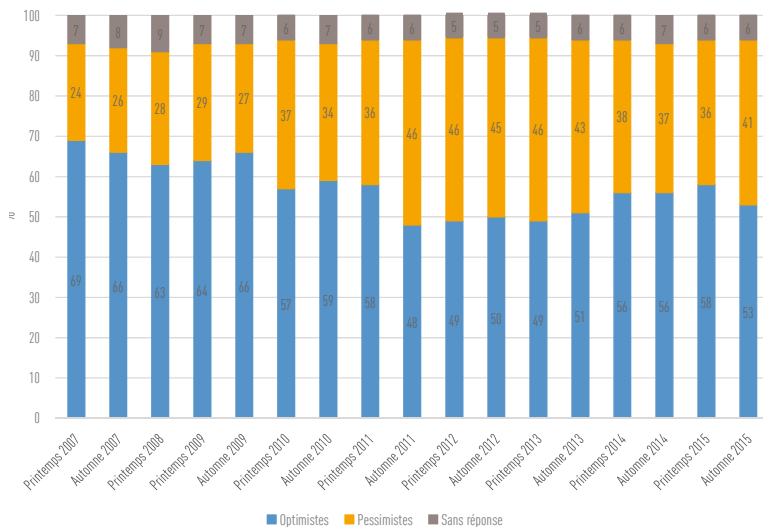
- une tendance initiale de légère hausse – le score le plus élevé étant atteint au printemps de 2008.
- une forte dégradation (malgré un sursaut à l'automne de 2009) jusqu'à l'automne de 2011 où on relève un pessimisme très majoritaire à cet égard : bonne direction pour 19 %, mauvaise pour 55 %.
- un lent redressement jusqu'au printemps de 2015 – les optimistes restant moins nombreux que les pessimistes avec 28 % contre 35 % ;
- une rechute dans la dernière vague d'enquête (4 points de moins pour les impressions de bonne direction, 8 points de plus pour les impressions inverses).
- **au total, un état des lieux moins positif en 2015 qu'en 2006.**

8. Intitulé de la question : « En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne ou dans la mauvaise direction dans l'Union européenne ? ».

1.5. Les opinions sur le futur de l'UE : un moindre optimisme

Les enquêtes Eurobaromètre ont inclus à partir de 2007 une question⁹ visant à mesurer le degré d'optimisme ou de pessimisme pour le futur de l'UE (excepté dans la vague de l'automne de 2008).

GRAPHIQUE 6 ▶ La perception du futur de l'UE



L'optimisme déclaré (*voir Graphique 6*), très fortement majoritaire au printemps de 2007 (69 % contre 24 %), a baissé par paliers jusqu'à un stade où le nombre des optimistes s'est trouvé pendant cinq semestres d'enquête presque égalé par celui des pessimistes à partir de l'automne de 2011 (48 % contre 46 % à cette vague-là) ; il s'est ensuite redressé partiellement pour se situer à 58 %, contre 36 % au printemps de 2015 - avant un fléchissement de 5 points dans la vague d'automne.

9. Intitulé de la question : « Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ? ».

À la fin de la période, malgré la forte baisse subie globalement depuis 2007, l'optimisme reste modérément majoritaire.

Ce résultat fait contraste avec les scores beaucoup plus sombres enregistrés pour les indicateurs précédents ; cela peut refléter, au-delà de la morosité actuelle, une volonté de continuer à croire à un futur meilleur pour l'Union à plus long terme.

1.6. Des évolutions contrastées

Les sens d'évolution de ces six indicateurs présentent de fortes similitudes.

En ce qui concerne les quatre premiers, pour lesquels on dispose de données à partir du printemps de 2005, **on observe d'abord une amélioration jusqu'au printemps ou à l'automne de 2007, avant un renversement du sens de l'évolution.**

Pour ce qui est des avis sur la direction prise par les choses dans l'UE, la première mesure du début de 2006 est suivie d'une légère montée vers un point haut atteint au printemps de 2008, avant une évolution inverse.

Pour l'optimisme quant au futur de l'UE, la première indication du printemps de 2007 est suivie d'une baisse.

Dans une deuxième phase, tous les indicateurs ont connu une tendance à la baisse pendant plusieurs années : points bas atteints au printemps de 2011 pour les jugements sur l'appartenance à l'UE et dès l'automne de 2010 pour l'indicateur de bénéfice ; à l'automne de 2011 pour les avis sur l'orientation des choses dans l'UE et l'optimisme pour son avenir ; au printemps de 2012 pour la confiance qu'elle inspire ; à l'automne de 2012 pour l'image qu'en ont les citoyens.

À partir de ces étiages, tous les indicateurs se sont ensuite redressés jusqu'en 2015, mais (au moins pour les quatre derniers pour lesquels on

dispose d'une série continue de mesures) **seulement jusqu'au printemps, avant un nouvel affaissement à l'automne.**

Le bilan global n'apparaît cependant pas égal pour tous lorsqu'on compare les niveaux respectifs de début et de fin de période.

- Pour le fait de juger bon le fait que son pays fasse partie de l'UE, le redressement des dernières années ramène cet indicateur au niveau qui était le sien au printemps de 2005, peu en dessous du pic relatif de 2007 ; pour l'idée que le pays en a tiré bénéfice, on se situe même en fin de période à un niveau équivalent à ce pic, plusieurs points au-dessus du point de départ de 2005.
- Pour les autres indicateurs étudiés, au contraire, l'amélioration globale des dernières années ne suffit pas - et de loin - à retrouver un niveau similaire : score d'image déficitaire de 10 points par rapport à 2005 et de 15 points par rapport à 2007 ; déficit de confiance respectivement de 12 et de 25 points ; par rapport à 2006, perte de 16 points quant aux jugements sur l'orientation des choses dans l'UE, et de 19 points par rapport au pic du début de 2008 ; optimisme sur le futur de l'UE 16 points plus bas à la fin de la période qu'au début de 2007.

En résumé :

- le bien-fondé de l'appartenance à l'UE (y compris l'admission qu'elle a eu des effets bénéfiques) **n'est pas davantage mis en cause à la fin de 2015 qu'une dizaine d'années auparavant.**

- Mais l'image que les citoyens ont de l'UE et la confiance qu'elle leur inspire (en soi, en ce qui concerne l'orientation actuelle des choses, ou en songeant à son avenir) **sont nettement dégradées en 2015 par rapport au début de la période.**

2. L'impact des crises sur les opinions publiques de l'UE (2005-2015)

2.1. L'échec du projet de Constitution : un impact limité et sans lendemain

2.1.1. L'impact de l'échec du projet de Constitution sur l'opinion européenne

Quatre des indicateurs permettent d'apprécier dans quelle mesure l'échec du projet constitutionnel après les votes de rejet aux référendums français et néerlandais en 2005 avait eu à l'époque un impact sur les attitudes des citoyens européens à l'égard de l'UE (questions pour lesquelles on dispose de mesures effectuées dans la vague d'enquête du printemps - réalisée sur le terrain pour l'essentiel avant ces scrutins - et celle de l'automne).

Entre le printemps et l'automne de 2005, la proportion des citoyens qui jugeaient comme une bonne chose l'appartenance de leur pays à l'UE a baissé de 4 points : de 54 % (contre 15 % une mauvaise chose et 27 % une chose ni bonne ni mauvaise - le solde de 4 % provenant de non-réponses) à 50 % (contre 16 % et 30 %).

Mais cette proportion remontait dès le printemps suivant à 55 %, et poursuivait cette montée pour atteindre 57 % au printemps de 2007 et 58 % à l'automne (contre des jugements négatifs pour 13 % et neutres pour 25 %).

Entre le printemps et l'automne de 2005 le score positif de reconnaissance de bénéfice pour le pays a baissé de 3 points, de 55 % (contre 33 % d'avis négatifs - les non-réponses étant de 12 %) à 52 % (contre 36 %). **Mais il est remonté dès la vague suivante à 54 % (contre 33 %), vers le pic atteint en 2007** : 59 % (contre 30 %) au printemps et 58 % (contre 29 %) à l'automne.

Au printemps de 2005 les images (très ou assez) positives de l'UE s'élevaient à 47 %, contre 19 % négatives et 32 % neutres (avec 2 % de non-réponses).

Certes **elles s'affaissaient légèrement six mois plus tard**, à 44 % (contre 20 %, et 34 % neutres), **mais pour regagner plus que le terrain perdu dès le printemps de 2006**, avec 50 % d'images positives (contre 15 % négatives, et 32 % neutres).

Le niveau de cet indicateur fluctuait dans les vagues suivantes d'enquête pour atteindre 52 % (contre 15 % d'images négatives et 31 % neutres) au printemps de 2007 (avant de décliner).

Le score de la confiance en l'UE s'élevait à 44 % au printemps de 2005 - en baisse de 6 points par rapport à six mois plus tôt - contre 43 % de non-confiance (et 13 % de non réponses), **et restait pratiquement inchangé à 45 % (contre 43 %) à l'automne de cette année-là. Il devait ensuite croître vers un pic à 57 % (contre 32 %) au printemps de 2007** (puis décliner fortement par la suite).

On voit que les attitudes favorables à l'UE, mesurées par ces indicateurs, ont marqué en 2005 une baisse, mais que celle-ci a été d'une part limitée et d'autre part non durable; la poursuite du redressement observé (pour les deux premiers depuis le creux de 1997) n'a pas été alors réellement affectée. **Les « non » aux référendums français et néerlandais n'ont donc pas eu pour conséquence, en eux-mêmes, une dégradation de la vision moyenne des citoyens européens concernant l'UE.**

2.1.2. L'impact de l'échec du projet de Constitution dans les pays à référendum

L'examen des fluctuations de ces indicateurs autour de l'événement du « non » au projet de Constitution en France et aux Pays-Bas n'infirme pas les constats généraux précédents.

En France, les avis positifs sur l'appartenance (*voir Graphique 7*) qui s'élevaient à 51 % au printemps de 2005 (retrouvant approximativement le niveau proche de 50 % qu'ils avaient eu pendant plusieurs années, avant un repli à 44 % et 43 % à la fin de 2003 et au début de 2004, puis un sursaut à 56 % à l'automne)

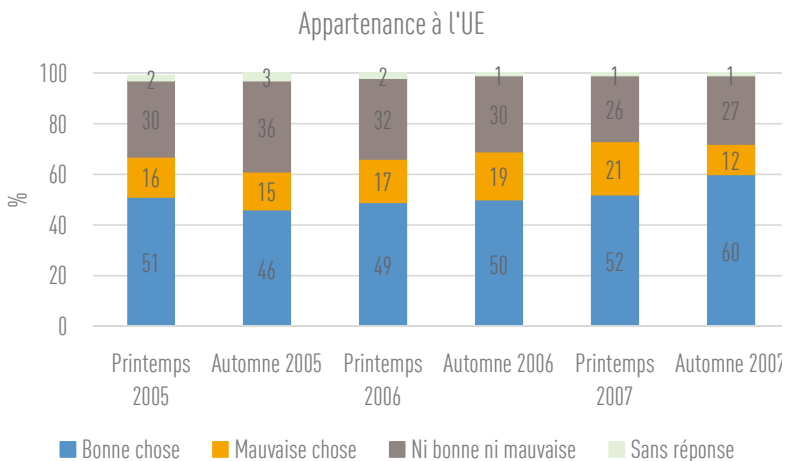
perdaient 5 points dans la première vague d'enquête postérieure au vote « non », mais c'était pour en regagner 3 dès la vague suivante et poursuivre une remontée qui devait les amener à 60 % à l'automne de 2007.

Le score positif de l'indicateur de bénéfice, quant à lui, ne baissait que de 2 points entre le printemps et l'automne de 2005, de 53 % à 51 %, se situant alors toujours à un niveau plus élevé que son niveau moyen (de l'ordre de 45 % à 50 %) des années précédentes ; il restait ensuite stable à 50 % en 2006 avant de progresser sensiblement dans les douze mois suivants (57 % à l'automne de 2007).

Le score d'image positive de l'UE perdait 4 points entre le printemps de 2005 (49 %, contre 23 %, et 27 % d'image neutre) et l'automne, mais en regagnait 3 dès la vague suivante, pour fluctuer ensuite à la hausse vers 53 % (contre 15 %, et 31 % d'image neutre) à l'automne de 2007.

La confiance en l'UE, de 39 % (contre 50 %) au printemps de 2005, se situait 1 ou 2 points plus haut dans les trois vagues d'enquête suivantes, puis progressait nettement pour atteindre 51 % (contre 34 %) à l'automne de 2007.

GRAPHIQUE 7 ➤ Les indicateurs en France (2005-2007)



LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)

Bénéfice de l'appartenance

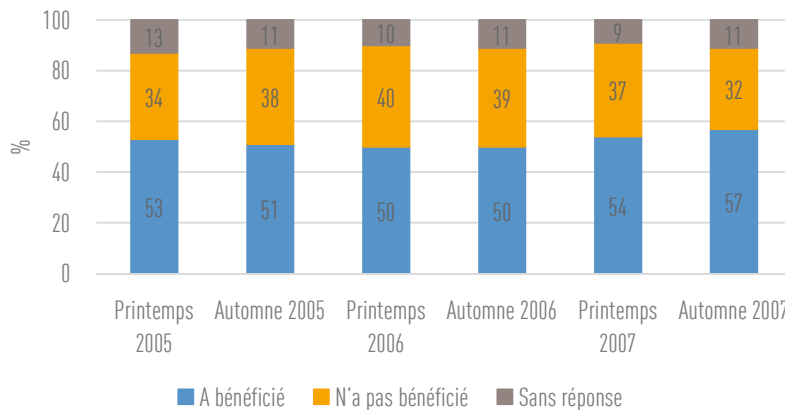
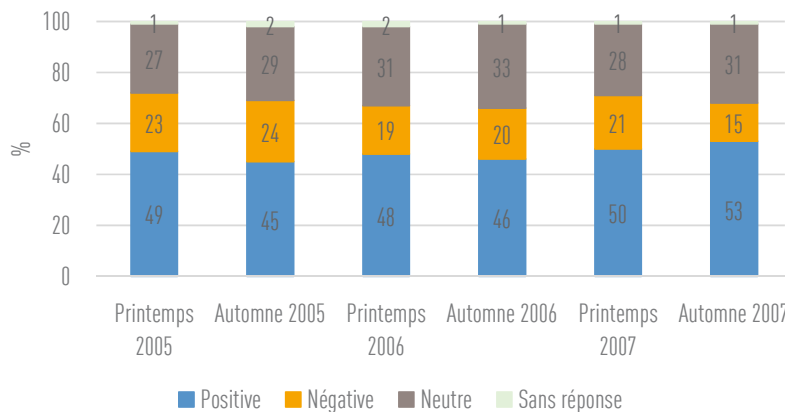
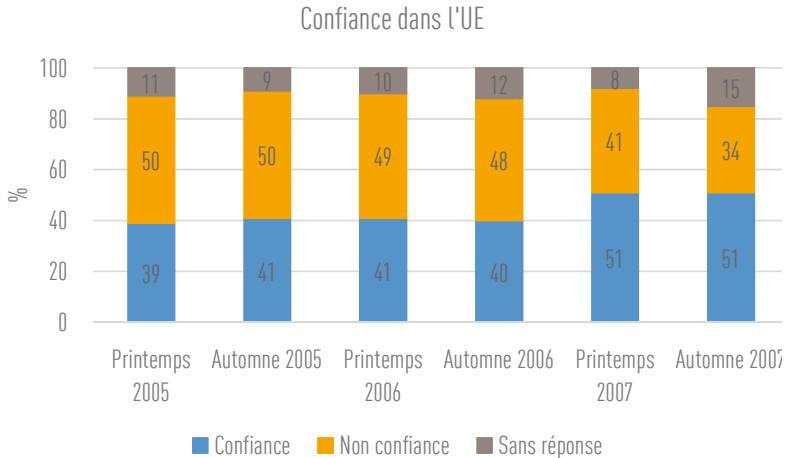


Image de l'UE





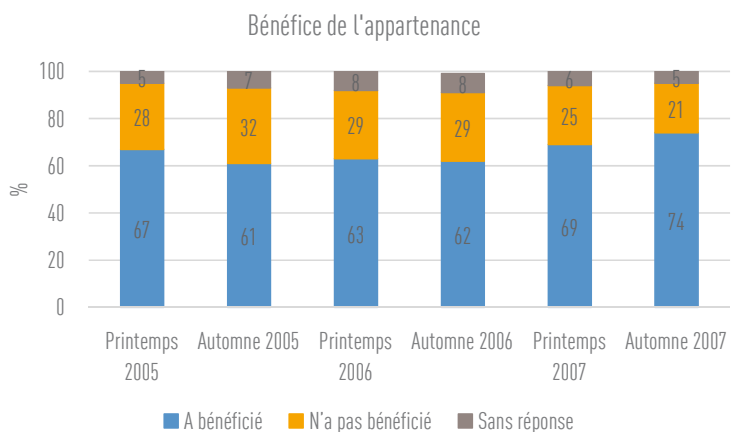
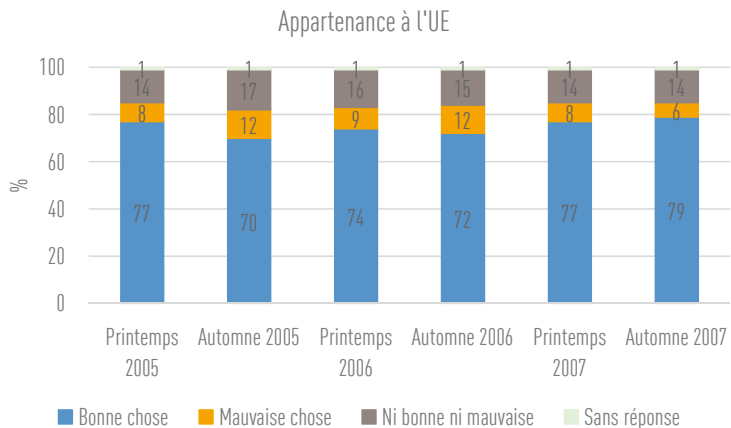
Aux Pays-Bas, les opinions positives sur l'appartenance à l'UE (*voir Graphique 8*) ont marqué sensiblement le pas entre le printemps et l'automne de 2005 (de 77 % à 70 %), tout en restant à un niveau élevé tout à fait comparable à celui des quelques années précédentes. Une remontée observée dès la vague suivante (74 %) se poursuivait jusqu'à l'automne de 2007 (79 %).

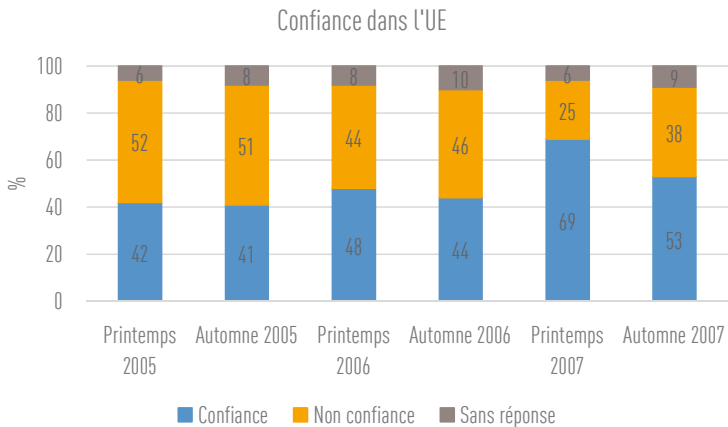
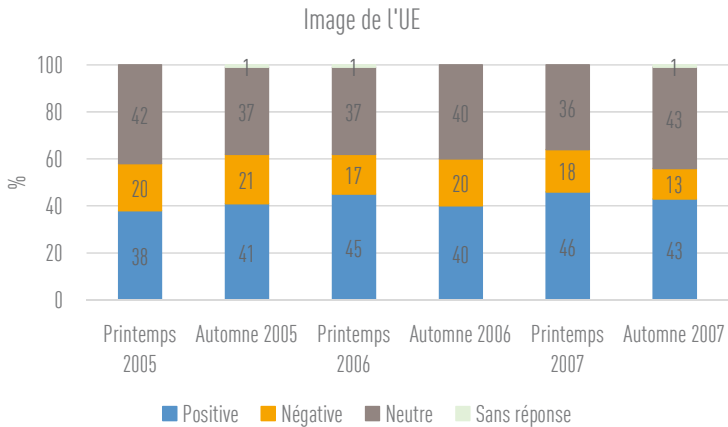
La même baisse temporaire affectait l'indicateur de bénéfice qui perdait 6 points du printemps à l'automne de 2005 (67 % à 61 %), avant une nette remontée jusqu'à 74 % à l'automne de 2007. Et, même après le bref affaïssement de 2005, le pourcentage d'attitudes favorables restait d'ailleurs proche de son niveau du début des années 2000 (qui était de l'ordre de 60 % à 65 % - excepté un bref étiage, pour cet indicateur comme pour le premier d'ailleurs, à la fin de 2003 et au début de 2004).

Les images positives de l'UE, de 38 % (contre 20 % négatives et 42 % neutres) au printemps de 2005, progressaient de 3 points à l'automne, et fluctuaient ensuite (sans être jamais inférieures à 40 %) pour se situer à 43 % (contre 13 % négatives et 43 % neutres) à la fin de 2007.

La confiance exprimée en l'UE, de 42 % (contre 52 %) au printemps de 2005, fléchissait de 1 point six mois plus tard, et progressait ensuite fortement (pic à 69 % au printemps de 2007, et encore 53 %, contre 38 % à l'automne).

GRAPHIQUE 8 ➤ Les indicateurs aux Pays-Bas (2005-2007)





Dans ces deux pays, comme dans l'UE en général le résultat négatif des référendums n'a guère affecté le degré d'eurofaveur ou d'eurodéfaveur.

Il peut apparaître paradoxal que les attitudes favorables à l'Union aient été en train de remonter quand ces « non » se sont exprimés, mais ce serait oublier les conséquences durables de la très forte régression de la période précédente, les attitudes à l'égard de l'Union ayant en fait commencé à fléchir à l'époque du Traité de Maastricht.

Quant aux deux États membres qui avaient soumis le projet constitutionnel à référendum avec un résultat favorable, on peut y faire des constats similaires.

En Espagne (voir Graphique 9), l'appartenance à l'UE, jugée au printemps de 2005 comme une bonne chose par 66 % des citoyens (score en baisse de 6 points par rapport à la vague précédente, qui avait marqué une hausse temporaire un peu plus forte) l'était encore au même degré à l'automne, avant d'évoluer de manière irrégulière vers 73 % au printemps de 2007.

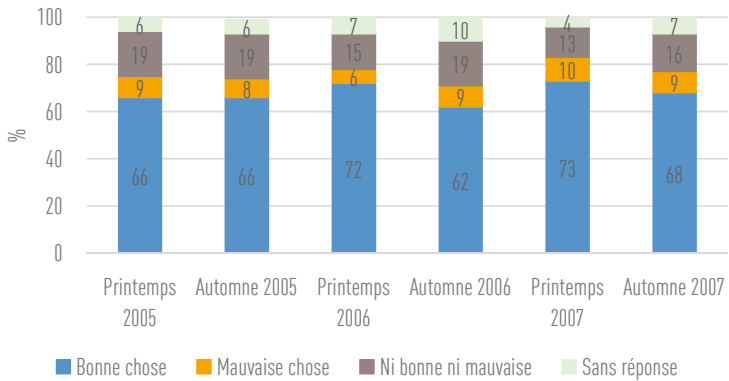
Le score positif de l'indicateur de bénéfice restait également stable, à 69 %, entre le printemps et l'automne, avant de connaître une évolution du même type l'amenant à 75 % au printemps de 2007.

L'image de l'UE, positive pour 57 % (contre 8 % négative et 29 % neutre) au printemps de 2005, s'affaissait de 2 points à l'automne, mais en regagnait 7 six mois plus tard, avant d'évoluer de manière irrégulière ; à l'automne de 2007, on se situait à un niveau proche du niveau initial (58 %, contre 6 %, et 30 % d'images neutres).

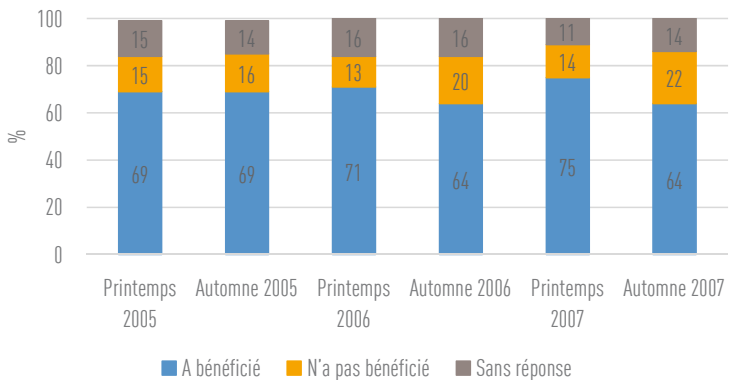
La confiance exprimée en l'UE, quant à elle, gagnait à l'automne de 2005 5 points par rapport au score (46 %, contre 40 %) enregistré au printemps, restait proche de ce niveau pendant trois vagues, progressait fortement au printemps de 2007 (65 %), puis s'affaissait à l'automne - tout en restant nettement au-dessus du point de départ (à 58 %, contre 26 %).

GRAPHIQUE 9 ➤ Les indicateurs en Espagne (2005-2007)

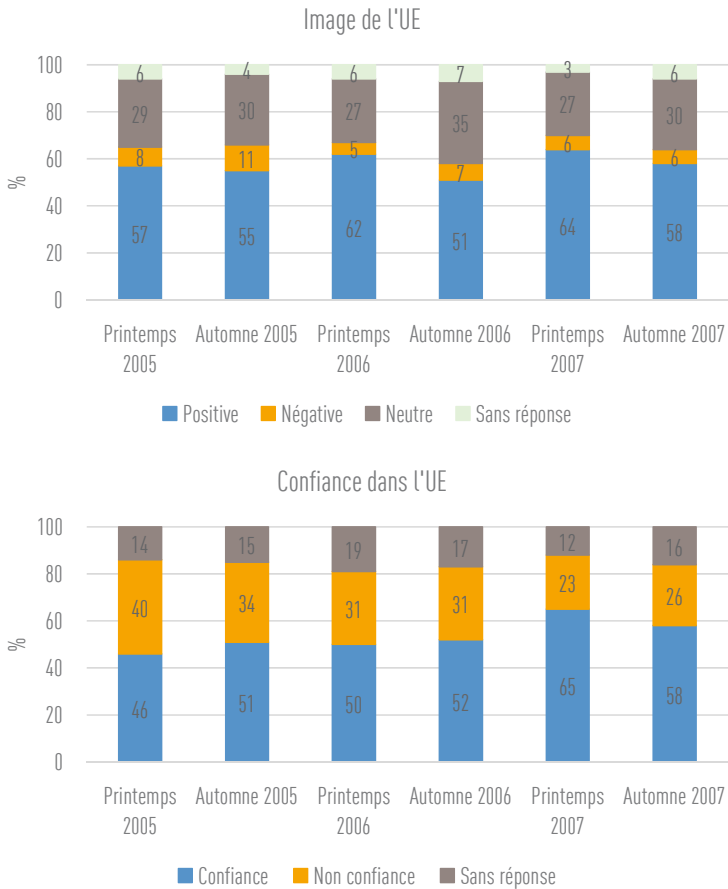
Appartenance à l'UE



Bénéfice de l'appartenance



LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)



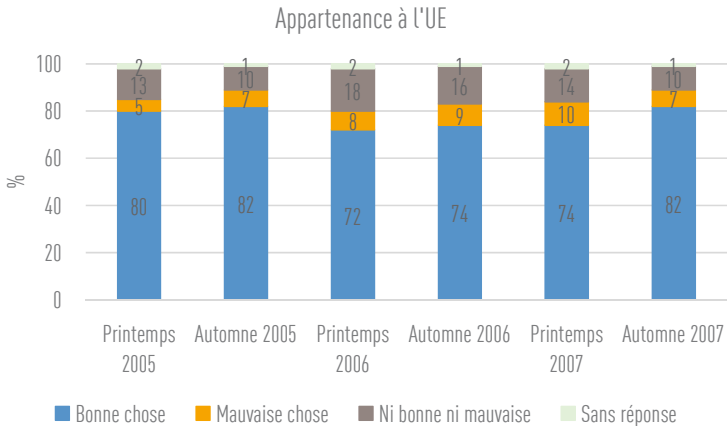
Au Luxembourg, 80% jugeaient favorablement l'appartenance de leur pays à l'UE au printemps de 2005 (comme en Espagne, score en baisse depuis une pointe temporaire à la vague précédente, mais plus élevé qu'un an plus tôt), et 82% à l'automne; dans les trois vagues d'enquête suivantes cet indicateur accusait une baisse sensible (de 8 à 10 points) avant de retrouver le même niveau à l'automne de 2007.

L'existence de bénéfice pour le pays, reconnu par 72 % au printemps de 2005, l'était par 75 % six mois plus tard (puis par des pourcentages de l'ordre de 70 % dans les quatre vagues suivantes).

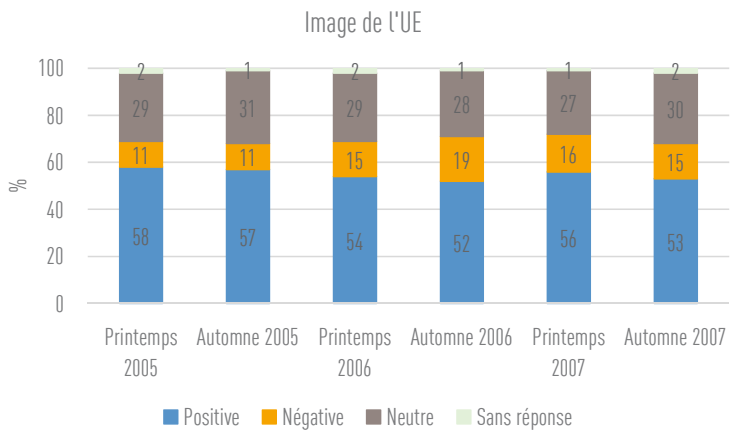
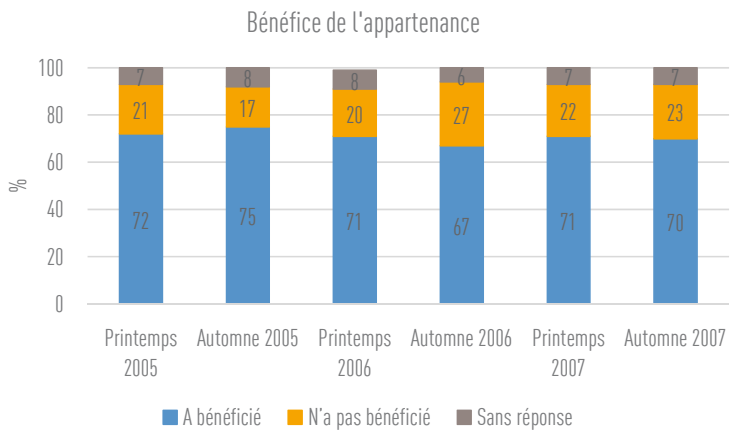
L'image de l'UE, positive pour 58 % (contre 11 %, et 29 % d'images neutres) au printemps de 2005, perdait 1 point à l'automne, puis encore 5 dans les deux vagues d'enquête suivantes, en regagnait ensuite 4, puis s'affaissait à nouveau de 3 : 53 % (contre 15 %, et 30 % d'images neutres) à l'automne de 2007.

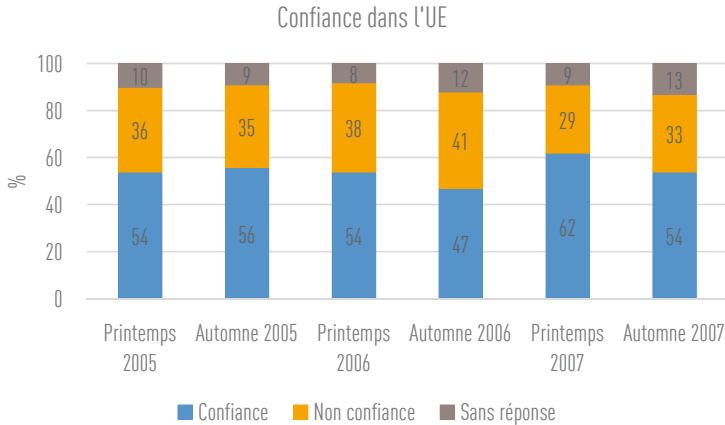
La confiance en l'UE, qui était le fait de 54 % (contre 36 %) des citoyens au printemps de 2005, se renforçait de 2 points à l'automne, et fluctuait ensuite pour se situer à l'automne de 2007 près de son niveau initial (54 %, contre 33 %).

GRAPHIQUE 10 ➤ Les indicateurs au Luxembourg (2005-2007)



LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)





Dans ces deux pays, on ne peut pas non plus mettre en évidence un impact négatif sur l'opinion des échecs référendaire français et néerlandais ou de la non prise en compte du vote positif exprimé lors de leur propre référendum.

2.2. L'opinion publique européenne et la crise économique et financière : après l'affaissement lié à la crise, un redressement laborieux, partiel et incertain

Les indicateurs d'opinion relatifs à l'UE avaient connu un pic positif vers 2007 (au printemps de cette année-là pour le bénéfice de l'appartenance à l'UE, l'image de celle-ci et la confiance qu'elle inspire ; à l'automne pour le fait de juger cette appartenance comme une bonne plutôt qu'une mauvaise chose ; et au printemps de 2008 pour les jugements sur les orientations actuelles dans l'Union).

Tous ont décliné à partir de là (ainsi que l'optimisme pour le futur de l'UE, mesuré à partir de 2007) : au moins jusqu'au printemps de 2011 pour l'appartenance à l'UE ou à l'automne de 2010 pour le bénéfice induit (indicateurs pour lesquels les mesures ultérieures sont irrégulières, ne permettant pas de situer à coup sûr la date du creux) ; jusqu'à l'automne de 2011 pour les orientations

à l'œuvre dans l'UE et l'optimisme pour son avenir ; jusqu'à l'automne de 2012 ou au printemps de 2013 pour l'image de l'Union et la confiance qu'on y place.

Tous se sont redressés à partir de ce creux de 2011-2012 (quoique partiellement seulement pour ceux qui reflètent plus directement un sentiment de confiance dans l'UE, ses orientations et son avenir) **jusqu'en 2015 - les données disponibles (pour quatre d'entre eux) indiquant toutefois un nouveau repli à l'automne 2015.**

Les époques de début du déclin et d'amorce de redressement correspondent bien à l'émergence de la crise et à la sortie graduelle de celle-ci.

2.2.1. Attitudes générales à l'égard de l'UE et perceptions de la situation économique : un lien manifeste

Une question sur les attentes d'amélioration ou de détérioration de la situation économique dans le pays est posée dans les enquêtes Eurobaromètre, fournissant des données sur l'ensemble de la période étudiée. Cette question est posée dans les mêmes termes aux interviewés d'une part pour leur propre pays, d'autre part pour l'UE¹⁰ (voir Tableau 1).

10. Intitulé de la question : « Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois ? Les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement en ce qui concerne la situation économique dans (notre pays) ? ». Même question pour : « la situation économique dans l'Union européenne ».

TABLEAU 1 ▶ Attentes pour la situation économique et impact de la crise

AUTOMNE 2015	ATTENTES À DOUZE MOIS POUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DANS L'UE (%)				ATTENTES À DOUZE MOIS POUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DANS LE PAYS (%)				IMPACT DE LA CRISE SUR L'EMPLOI (%)		
	MEILLEURE	MOINS BONNE	SANS CHANGEMENT	SANS RÉPONSE	MEILLEURE	MOINS BONNE	SANS CHANGEMENT	SANS RÉPONSE	A ATTEINT SON APOGÉE	LE PIRE RESTE À VENIR	SANS RÉPONSE
Irlande	34	12	41	13	51	8	38	3	75	21	4
Lituanie	26	11	53	10	25	17	55	3	40	52	8
Roumanie	41	12	35	12	32	24	39	5	48	42	10
Malte	24	12	38	26	43	5	40	12	57	29	14
Pologne	16	17	50	17	24	20	45	11	46	29	25
Luxembourg	20	44	29	7	23	23	50	4	31	64	5
Belgique	11	39	43	7	18	29	49	4	38	58	4
Pays-Bas	20	24	39	7	40	16	42	2	70	28	2
Danemark	16	32	42	10	25	18	54	3	70	25	5
Estonie	18	27	33	22	23	21	46	10	37	48	15
Suède	10	48	31	11	9	48	40	3	41	53	6
Finlande	21	24	47	8	26	25	45	4	41	56	3
Portugal	18	19	49	14	16	30	43	11	54	37	9
Espagne	28	8	52	12	32	13	47	8	55	40	5
Slovaquie	20	24	48	8	21	24	50	5	43	47	10
Lettonie	17	23	46	14	17	20	58	5	33	56	11
Hongrie	18	25	49	8	19	22	56	3	49	45	6

LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)

Bulgarie	26	10	40	24	17	22	50	11	37	39	24
Croatie	30	23	39	8	30	24	44	2	59	36	5
Allemagne	9	46	39	6	10	39	48	3	33	51	16
Royaume-Uni	18	30	38	14	31	23	41	5	40	51	9
République tchèque	12	34	44	10	21	22	53	4	54	40	6
Autriche	14	51	30	5	18	39	40	3	42	54	4
France	21	20	45	14	23	23	48	6	30	63	7
Italie	32	16	39	13	31	24	38	7	57	35	8
Slovénie	16	27	51	6	16	33	48	3	38	57	5
Grèce	10	39	47	4	9	70	21	0	28	70	2
Chypre	16	19	46	19	27	24	45	4	38	57	5
MOYENNE UE	20	26	42	12	24	26	44	6	44	46	10

Pour ce qui est de leur propre pays :

- **2007 avait marqué un recul du pessimisme qui prévalait les années précédentes**, ceux qui imaginaient respectivement une amélioration ou une détérioration se trouvant au printemps de 2007 en nombres sensiblement égaux - 28 % contre 27 %, 38 % choisissant l'option « sans changement » (et 7 % ne donnant pas de réponse).
- **cet indicateur se dégradait brusquement en 2008** (à l'automne, 15 % d'optimistes contre 51 % de pessimistes), **s'améliorait ensuite** pour se situer jusqu'au printemps de 2011 à un niveau où les optimistes étaient un peu moins nombreux que les pessimistes (23 % contre 28 %), **avant une nette rechute** à l'automne (16 % contre 44 %).
- **ensuite on assistait à une remontée irrégulière** pour arriver au printemps de 2015 à une situation où les optimistes l'emportaient légèrement sur les pessimistes (26 % contre 21 %).
- **à l'automne de 2015, cette remontée était stoppée**, l'optimisme perdant 2 points (24 %) et le pessimisme en gagnant 5 (26 %).

L'examen des réponses à la même question appliquée à l'Union européenne met en évidence des constats en partie similaires.

A partir d'une situation où les optimistes étaient sensiblement plus nombreux que les pessimistes au printemps de 2007 (28 % contre 16 %, 38 % choisissant l'option « sans changement » - et 18 % ne répondant pas), **une forte dégradation se produisait jusqu'à l'automne de 2008** (16 % contre 41 %), **suivie d'un redressement pendant les douze mois suivants** (30 % contre 21 % à l'automne de 2009), **d'une nouvelle baisse jusqu'à l'automne de 2012** (16 % contre 39 %), puis **d'une amélioration jusqu'au printemps de 2014** (24 % contre 18 %), **et enfin de résultats en dents de scie dans les trois dernières vagues d'enquête - la dernière, à l'automne de 2015, marquant par rapport à la précédente un recul de 4 points de l'optimisme** (20 %) et une croissance de 7 points du pessimisme (26 %).

Une question plus directement liée à la crise (posée depuis 2009) peut utilement compléter ces observations¹¹.

Du printemps de 2009 à celui de 2011, le nombre de ceux qui pensaient que la situation de l'emploi allait continuer à se dégrader (« le pire reste à venir ») **avait baissé régulièrement**, de 61 % (contre 28 % d'optimistes) à 47 % (contre 43 %) (le solde étant constitué de non-réponses de la part d'un dixième environ des interviewés).

Mais à l'automne de 2011 la proportion de pessimistes bondissait de plus de 20 points (68 % contre 23 %). **Elle baissait ensuite** régulièrement et fortement **jusqu'au printemps de 2014**, où ils étaient, pour la première fois depuis l'introduction de cette question (légèrement) moins nombreux que les optimistes (44 % pour les premiers, 47 % pour les seconds)

Dans les dernières vagues d'enquête on relevait des fluctuations limitées ; mais celle de l'automne de 2015 marquait une dégradation de 4 points par rapport à celle du printemps (46 % de pessimistes pour 42 % d'optimistes).

2.2.2. Observations suscitées par ces résultats : une corrélation cependant pas totale

Comme les indicateurs reflétant les attitudes générales vis-à-vis de l'UE, **ces indicateurs d'optimisme ou de pessimisme sur le plan économique, qui s'étaient globalement redressés (partiellement) entre leur niveau bas de 2011-2012 et le printemps de 2015, ont enregistré un certain recul au cours des six derniers mois.**

Qu'il y ait un lien entre eurofaveur ou euromorosité et optimisme ou pessimisme économique est manifeste - le contraire serait à vrai dire surprenant.

11. Intitulé de la question : « Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? ».

Cependant, on observe que les courbes d'évolution des uns et des autres ne sont pas strictement parallèles ; les indicateurs de nature économique apparaissent comme ayant évolué avec moins de continuité au fil des années étudiées et connu davantage de fluctuations au fur et à mesure des rebondissements de la crise et des tentatives successives de recherche de solutions.

On peut d'ailleurs ajouter à cette remarque **quelques observations issues de la comparaison des écarts respectifs des deux types d'indicateurs entre le printemps et l'automne de 2015 dans les différents États membres.**

Si, dans la majorité des cas, les pays où la dégradation de l'optimisme économique a été particulièrement vive sont aussi de ceux où on observe une détérioration marquée des attitudes générales à l'égard de l'UE, il existe des exceptions.

Par exemple, un recul assez marqué de l'optimisme économique en Belgique ne se traduit pas par une montée aussi forte de l'euro-morosité, et de même notamment au Portugal ou en Suède. A l'inverse la forte montée des attitudes euro-réticentes en République tchèque ne s'accompagne pas d'une dégradation particulièrement grande des anticipations de nature économique.

Et on relève par ailleurs le cas de quelques pays où les indicateurs économiques ne se dégradent pas ou pratiquement pas au cours de ces six derniers mois, mais où la baisse des attitudes favorables à l'UE est cependant proche de la moyenne européenne, tels l'Irlande, Malte ou la Roumanie - alors que c'est plutôt l'inverse pour l'Italie, etc.

La corrélation entre les deux types de phénomènes n'est donc pas absolue. Si le nouveau recul de l'euro-faveur à l'automne de 2015 peut sans doute avoir en partie pour cause des craintes de détérioration sur le plan économique, d'autres facteurs peuvent évidemment jouer.

Parmi les facteurs possibles figurent les préoccupations croissantes relatives à l'immigration et les disparités entre États membres à cet égard (phénomène qu'il sera souhaitable de suivre dans les vagues d'enquêtes à venir).

2.2.3. Les attitudes relatives à l'euro : une consolidation du soutien à la monnaie unique après la crise

Nous avons, dans la publication de 2013 « L'UE non, l'euro oui? »¹² constaté que la monnaie unique restait l'objet d'un soutien majoritaire dans l'UE, et même très majoritaire dans la zone euro, en dépit du contexte d'euromorosité d'alors. Si ce soutien avait diminué depuis son point d'avant le début de la crise au printemps de 2007, c'était dans une proportion moindre que celle des indicateurs d'opinion examinés par ailleurs.

La faveur à l'euro, mesurée par une question portant sur l'UEM et la monnaie unique¹³, s'est renforcée depuis 2013.

De 63 % (contre 31 %, les non-réponses étant de 6 %) au printemps de 2007, le soutien à l'euro dans l'UE dans son ensemble s'était légèrement affaibli (à 60 % ou 61 %) dans les cinq vagues d'enquête suivantes, puis plus nettement à partir du printemps de 2010 pour descendre jusqu'à 51 % (contre 42 %) au printemps de 2013.

Ce score s'est progressivement amélioré jusqu'au printemps de 2015 où il a atteint 57 % (contre 36 %), et est resté pratiquement inchangé à l'automne : 56 % (contre 37 %)

Dans la seule zone euro, le score de soutien à la monnaie unique à la fin de 2015 s'élève à 68 % - très proche de son niveau d'avant crise du printemps de 2007, qui était de 70 %.

12. Daniel Debomy, « L'UE non, l'euro oui ? Les opinions publiques européennes face à la crise (2007-2012) », *Policy paper n° 90*, Institut Jacques Delors, mars 2013.

13. Intitulé de la question : « Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre ? (Parmi les propositions testées : Une Union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro) ».

2.3. L'opinion européenne et la crise migratoire : une montée très rapide des préoccupations

2.3.1. L'émergence récente de l'immigration comme « problème important » pour l'UE

Les enquêtes Eurobaromètre comportent une question dans laquelle les personnes interrogées sont invitées à dire quels sont **les deux principaux problèmes**, parmi une liste de treize qui leur est soumise, **auxquels l'Union européenne doit faire face** selon eux¹⁴.

TABLEAU 2 ► Problèmes cités parmi les deux plus importants auxquels doit actuellement faire face l'UE/le pays (automne 2015, en %)

PROBLÈME CITÉ	L'UE	LE PAYS
L'immigration	58	36
Le terrorisme	25	11
La situation économique	21	19
Le chômage	17	36
L'état des finances publiques des États membres	17	n.d.
L'insécurité	8	10
La hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie	7	14
L'influence de l'UE dans le monde	6	n.d.
Le changement climatique	6	n.d.
L'environnement	5	n.d.
Sans réponse	4	1
Les impôts	3	8
Les retraites/les pensions	3	10
L'approvisionnement en énergie	3	n.d.
Autre	2	3
Aucun	1	0

14. Intitulé de la question : « À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire l'UE/le pays actuellement? ».

Le logement	n.d.	8
La dette publique	n.d.	10
Le système de santé et de sécurité sociale	n.d.	14
Le système éducatif	n.d.	8
Les questions d'environnement, de climat et d'énergie	n.d.	6

L'immigration est, à l'automne de 2015, de loin le premier problème cité (par 58 % des répondants), devant le terrorisme (25 %), puis la situation économique (21 %), le chômage (17 %) et l'état des finances publiques des États membres (17 %).

Les autres problèmes proposés dans la liste sont cités chacun par moins de 10 % des interviewés : l'insécurité (8 %), la hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie (7 %), le changement climatique (6 %), l'influence de l'UE dans le monde (6 %), l'environnement (5 %), les impôts (3 %), les retraites/les pensions (3 %), l'approvisionnement en énergie (3 %).

La montée des préoccupations relatives à l'immigration ces dernières années est spectaculaire : entre 8 % et 10 % de l'automne de 2011 au printemps de 2013 (deux mesures précédentes avaient donné des scores plus élevés : 14 % à l'automne de 2010 et 20 % six mois plus tard), 16 % à l'automne de 2013, 21 % au printemps de 2014, 24 % à l'automne, 38 % au printemps de 2015, puis 58 % dans la dernière vague d'enquête.

Il en va de même, à un niveau moins haut, pour le terrorisme : 4 % dans les deux vagues de 2012 (suivant une baisse graduelle depuis un niveau plus élevé de 15 % à l'automne de 2010), entre 6 % et 7 % dans les trois vagues suivantes, puis 11 % à la fin de 2014, 17 % au début de 2015, et 25 % à l'automne.

(Il est à noter que la dernière vague d'enquête a été réalisée sur le terrain pour plus des trois quarts avant les attentats terroristes qui ont frappé Paris).

Les scores de choix des autres réponses baissent dans le même temps pour la plupart d'entre elles entre le printemps de 2012 et l'automne de 2015 : la situation économique de 54 % à 21 % ; le chômage de 32 % à 17 % ; l'état des finances publiques des États membres de 34 % à 17 % ; la hausse des

prix de 15 % (puis 16 %) à 7 %. Seule parmi les réponses les plus fréquentes l'insécurité échappe à cette règle (évolution faible de 6 % à 8 %).

Bien entendu, **cela ne signifie pas que les préoccupations de nature économique qui dominaient aient diminué** (ou pas autant que ces pourcentages sembleraient l'indiquer) : eu égard à la limitation du nombre de réponses possibles à deux, dès lors que des préoccupations nouvelles croissent, les autres sont vouées à diminuer mécaniquement dans cette question.

2.3.2. L'immigration également citée comme problème important pour son pays, moins pour soi-même

La même question est posée en ce qui concerne **les problèmes les plus importants auxquels leur pays doit faire face selon les interviewés** - parmi une liste en partie différente.

L'immigration est là aussi l'item le plus choisi (36 %), mais à égalité avec le chômage ; suivent la situation économique (19 %), le système de santé et de sécurité sociale (14 %), la hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie (14 %), le terrorisme (11 %), les retraites/les pensions (10 %), la dette publique (10 %), l'insécurité (10 %), puis le logement, les impôts et le système éducatif (tous trois à 8 %), et les questions d'environnement, de climat et d'énergie (6 %).

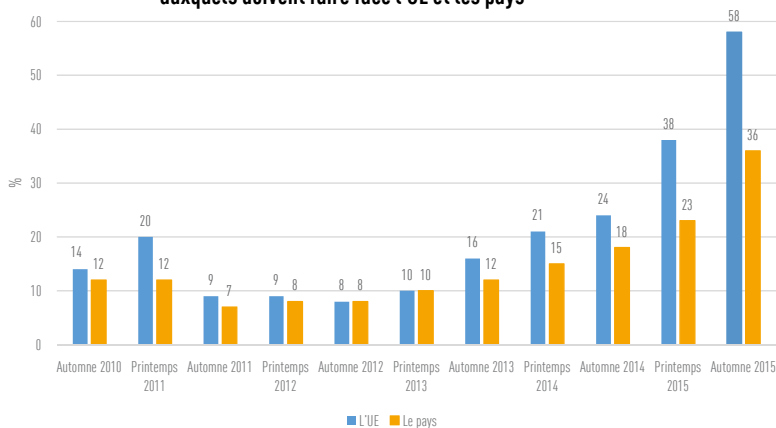
La moindre fréquence des réponses concernant l'immigration (et le terrorisme) provient du fait que, selon le pays dont on est citoyen, on ressent plus ou moins directement l'impact de ces problèmes, alors qu'on pense qu'ils peuvent affecter (davantage) (d'autres États membres de) l'UE.

La progression des réponses sur l'immigration au cours de la même période (voir *Graphique 11*) est cependant de même nature que celle qu'on observait pour la question relative à l'UE : après deux mesures à 12 % à l'automne de 2010 et au printemps de 2011, elles se situaient à 7 % à l'automne de 2011, à 8 % au printemps et à l'automne de 2012, et passaient successivement à 10 %, 12 %, 15 %, 18 %, 23 %, et enfin 36 %.

(Notons, pour les préoccupations pour le pays, qu'on dispose dans l'Eurobaromètre de données pour l'ensemble de la décennie ; de l'ordre de 15 % en 2005,

la mention de l'immigration était montée à 21 % à l'automne de 2006, pour redescendre ensuite jusqu'à 9 % de la fin de 2008 au début de 2010).

GRAPHIQUE 11 ► Évolution des citations de l'immigration parmi les problèmes auxquels doivent faire face l'UE et les pays



La mention du terrorisme montait aussi - elle était de 2 % au début de 2012 - pour arriver à 11 % (antérieurement, elle s'était située entre 10 % et 15 % de 2005 à 2007, puis au maximum à un niveau de 7 % jusqu'en 2011).

Là aussi la fréquence de citation des autres problèmes baissait, au moins en partie sous le même effet mécanique - notamment pour le chômage (de 46 % à 36 %), la situation économique (de 35 % à 19 %), la hausse des prix (de 24 % à 14 %), et la dette publique (de 19 % à 10 %) - ou fluctuait en se situant peu ou prou au même niveau à la fin qu'au début de la période.

Notons que **quand on pose aux interviewés une question de même nature sur les principaux problèmes qu'ils rencontrent actuellement à titre personnel, ce sont des préoccupations de nature socio-économique affectant directement le foyer qui dominent**: hausse des prix/inflation/coût de la vie en premier lieu (27 %), puis situation financière du foyer (16 %), santé et sécurité sociale (15 %), chômage (14 %), retraites/pensions (14 %), impôts (13 %), situation économique du pays (10 %), etc.

L'immigration, bien qu'en hausse (partant de 3 % au début de 2012) **n'est citée que par 9 %** (et le terrorisme par 4 %) : **on peut ne pas s'y sentir exposé soi-même dans le lieu où l'on vit tout en la considérant comme un problème majeur au plan national, et au plan européen.**

Le Parlement européen a inclus dans son enquête Parlemeter une question voisine, mais non directement comparable car demandant aux personnes interrogées de citer jusqu'à trois défis principaux parmi une liste un peu différente, et en parlant de défis à relever pour faire face au futur « par l'UE et ses États membres »¹⁵. **Cette question a été posée à l'automne de 2015**, mais à une date antérieure (septembre) à celle de la vague d'automne de l'Eurobaromètre ; **elle l'avait été déjà en juin de 2013.**

On y observe de la même manière la montée extrêmement forte, depuis cette date, de la question de l'immigration, passant de 14 % de citations à 47 % - ce qui la situe juste derrière le chômage (49 %) et devant les inégalités sociales (29 %), la dette publique des États membres (29 %), l'accès des jeunes à l'emploi (27 %), le vieillissement de la population (23 %), une croissance insuffisante (14 %), etc.

Le terrorisme est aussi bien plus mentionné : 26 % au lieu de 11 %.

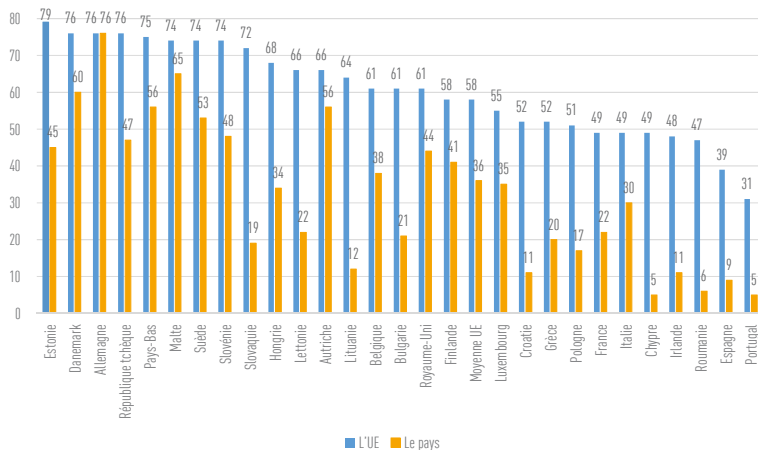
La fréquence de citation de la plupart des autres défis fléchit au contraire, mais tout en restant à un niveau proche du niveau antérieur - signe que ces problèmes sont toujours bien présents.

2.3.3. Une préoccupation plus ou moins accentuée selon les États membres

On peut trouver une indication de **l'importance perçue, dans les différents États membres, du problème de l'immigration**, dans les réponses données aux questions (mentionnées ci-dessus) de l'Eurobaromètre relatives à l'UE d'une part et à son pays d'autre part, que l'on peut résumer en classant les pays selon que les scores de ces réponses y sont plus ou moins élevés que la moyenne communautaire.

¹⁵. Intitulé de la question : « À votre avis, pour faire face au futur, quels sont les principaux défis à relever par l'UE et ses États-membres ? En premier ? En deuxième ? Et en troisième ? ».

GRAPHIQUE 12 ▶ Citations de l'immigration parmi les problèmes auxquels doivent faire face l'UE et les pays (automne 2015)



- Une importance supérieure (ou au moins égale) à la moyenne pour l'UE et pour le pays

Sont d'abord dans ce cas des pays où le score concernant l'UE est très supérieur à la moyenne (plus de 70 % ou non loin de ce pourcentage) : pays directement exposés à l'afflux de migrants à leurs frontières ou bien pays étant ou craignant sans doute particulièrement d'être appelés à devenir pays d'accueil.

Il s'agit de Malte, très sensible au problème posé au plan national (65 %), et de la Slovénie aussi bien que de l'Allemagne (degré très élevé de préoccupation au plan national, 76 %), de l'Autriche, de la Suède, du Danemark, des Pays-Bas, et aussi de la République tchèque et de l'Estonie.

Au Royaume-Uni, le score relatif à l'UE est un peu supérieur à la moyenne, celui qui concerne le pays nettement plus ; en Belgique les deux dépassent légèrement cette moyenne.

En Finlande le score relatif à l'UE est égal à la moyenne, celui qui concerne le pays supérieur.

En Hongrie le premier est très supérieur à la moyenne, le second proche de celle-ci.

On peut s'étonner de ne pas voir figurer dans cette catégorie la Grèce - vraisemblablement parce que le poids des angoisses économiques y «écrase» le score relatif à l'immigration dans des questions où seules deux réponses étaient possibles.

- Une importance supérieure à la moyenne pour l'UE, mais pas pour le pays.

C'est le cas de la Slovaquie (score très élevé, supérieur à 70 % pour l'UE, mais plus faible pour le pays), de la Lettonie et de la Lituanie et de la Bulgarie.

- Une importance inférieure à la moyenne pour l'UE comme pour le pays.

C'est le cas des autres États membres.

Les scores pour l'UE (et aussi pour le pays) sont particulièrement peu élevés au Portugal (31 %) et en Espagne (39 %).

Ils sont proches de la moyenne au Luxembourg.

Ailleurs le degré de préoccupation exprimé pour l'UE se situe aux alentours de 50 %, celui qui concerne le pays allant de moins de 10 % (Roumanie, Chypre) à un pourcentage de l'ordre de 10 % (Irlande, Croatie), de 20 % (Pologne, Grèce, France) ou de 30 % (Italie).

Les préoccupations des citoyens concernant les problèmes migratoires, globalement en forte hausse, diffèrent cependant largement selon les États membres ; il conviendra, dans un autre cadre, d'analyser de manière plus approfondie les attitudes à ce sujet et de suivre l'évolution d'un phénomène susceptible d'ajouter aux facteurs d'hétérogénéité existants au sein de l'UE (objets de la dernière partie de la présente Étude).

3. L'état de l'opinion à l'égard de l'UE : de grandes disparités entre États membres

Les moyennes européennes analysées précédemment recouvrent des réalités très contrastées entre les États membres.

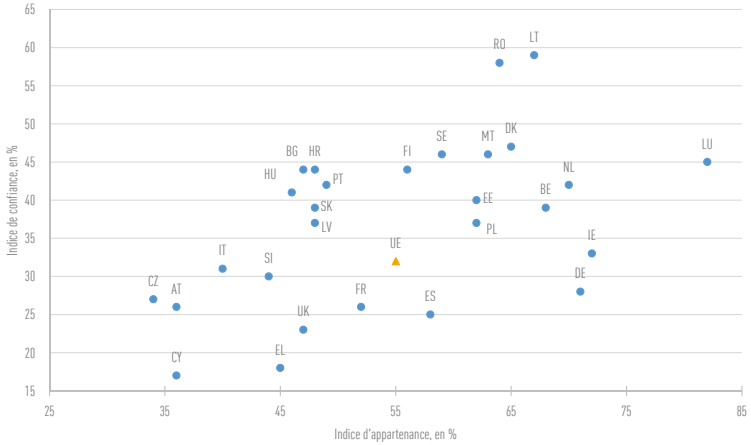
Le graphique 13 donne une indication de la position des différents pays en fonction de leurs scores positifs d'appartenance (en abscisse) et de confiance en l'UE (en ordonnée) en 2015.

Selon ces indicateurs, on peut distinguer sommairement cinq groupes de pays.

Pour chacun d'eux, les commentaires qui suivent prennent en compte les scores de réponse à ces deux questions de base ainsi que les autres indicateurs d'opinion analysés précédemment, puis quelques indicateurs d'optimisme économique.

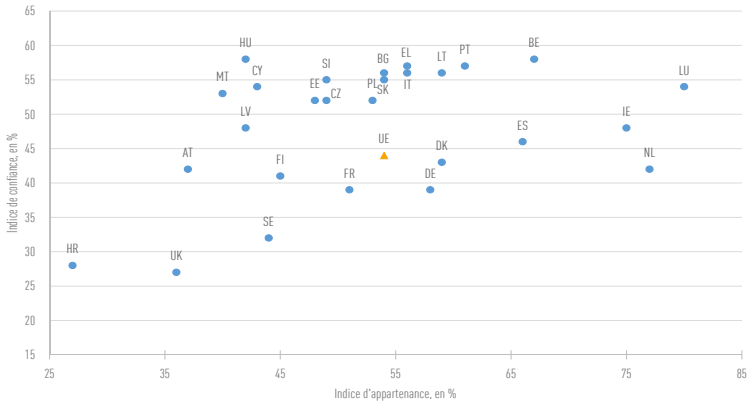
Sauf indication contraire, les observations présentées sur leurs évolutions se réfèrent ici à 2005 et 2015. 2007 ayant marqué, dans l'UE en général, un pic d'attitudes favorables, certaines comparaisons sont faites par rapport à cette date.

GRAPHIQUE 13 ► L'appartenance à l'UE et la confiance en l'UE dans les États membres en 2015



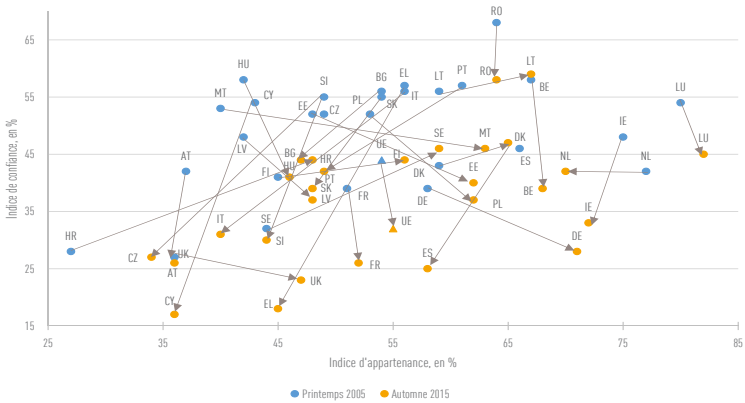
On trouvera ci-dessous le graphique équivalent établi pour 2005

GRAPHIQUE 14 ► L'appartenance à l'UE et la confiance en l'UE dans les États membres en 2005



La comparaison des deux cartes permet de constater notamment une dérive dans les attitudes générales à l'égard de l'UE, l'affaissement très marqué de celles-ci dans certains pays, et la reconfiguration du « paysage » européen qui s'ensuit.

GRAPHIQUE 15 ► L'appartenance à l'UE et la confiance en l'UE dans les États membres : évolution 2005-2015



3.1. Les « Euroconfiants »

Deux pays peuvent être qualifiés ainsi. Il s'agit de deux des nouveaux États membres où on relève traditionnellement des attitudes particulièrement favorables : la Lituanie et la Roumanie.

Les scores d'appartenance à l'UE y sont élevés, et ce sont les seuls pays où la confiance exprimée est (nettement) majoritaire.

- **La Lituanie** (voir *Graphique XVIII dans l'Annexe 2*), avec un score d'appartenance de 67 % (contre 7 %) et de bénéfice de 85 % (contre 11 %), d'ailleurs en légère hausse par rapport à 2007, une image positive à 53 % (contre 6 %), et un degré de confiance particulièrement élevé : optimisme pour le futur de l'UE chez 67 % des citoyens (contre 28 %), nette majorité relative pour juger bonne la direction actuelle de choses (42 % contre 19 %), et confiance très affirmée (à 59 % contre 25 %).

L'optimisme économique est toutefois modéré (et aussi en repli) : 26 %, contre 11 %, croient à une amélioration dans les douze mois pour l'UE, le pourcentage correspondant pour le pays étant de 25 %, contre 17 %, ; et l'idée de l'amélioration de la situation de l'emploi n'est partagée que par 40 %, contre 52 %.

- **La Roumanie** (voir *Graphique XXV dans l'Annexe 2*), traditionnellement très europhile dès avant son entrée dans l'Union, se caractérise par une adhésion toujours très forte, à un niveau voisin de celui de 2005 (avec 64 %, contre 8 %, jugeant positif le fait pour leur pays de faire partie de l'UE, et 72 %, contre 20 %, estimant qu'il en a tiré bénéfice) et une image positive à 57 % (contre 9 %).

Le niveau de l'indice de confiance, bien que moins fortement affirmé que huit ans plus tôt, est le plus élevé de tous les pays : optimisme pour le futur de l'UE chez 73 % (contre 21 %) ; jugements sur la direction actuellement prise favorables à 52 % (contre 14 %) ; et forte confiance exprimée (58 %, contre 29 %).

L'optimisme économique, en légère progression par rapport à 2007, est réel, pour l'UE (41 %, contre 12 %) d'ailleurs plus que pour le pays (32 % contre 24 %) ; et les Roumains sont un peu plus nombreux à croire que la situation de l'emploi va maintenant s'améliorer que l'inverse (48 % contre 42 %).

3.2. Les « adhérents réservés »

On peut inclure dans ce groupe dix autres pays caractérisés par un score d'adhésion supérieur à la moyenne européenne (de 55%) et un score de confiance également au-dessus de cette (faible) moyenne (32%) mais minoritaire : les trois pays du Benelux, le Danemark, Malte, l'Estonie, la Pologne, la Suède et la Finlande, ainsi que l'Irlande.

- **Le Luxembourg** (voir Graphique XIX dans l'Annexe 2), avec les scores les plus hauts (et d'ailleurs en progression sensible) d'opinions favorables sur l'appartenance à l'UE (82 % contre 5 %) et le bénéfice qu'en a retiré le pays (85 % contre 11 %), mais un niveau des indicateurs de confiance seulement un peu supérieur à la moyenne (et plutôt en baisse) : optimisme pour le futur de l'Union, certes, de 60 % contre 38 % ; mais impression qu'elle va actuellement dans une bonne direction très minoritaire, à 15 % contre 50 % ; confiance déclarée en l'UE réservée (45 % contre 46 %) ; en outre image positive pour une minorité relative de 45 % contre 20 %.

De fait, pour ce qui est des perspectives économiques à douze mois, ceux qui pensent que la situation sera meilleure dans l'UE ne sont que 20 %, contre 44 %, en léger recul par rapport aux réponses (déjà médiocres) à la même question en 2007 ; pour les perspectives du pays, l'optimisme (ici au contraire en hausse) et le pessimisme sont à égalité à 23 % (ceux qui imaginent une situation sans changement voyant leur nombre croître) ; enfin pour ce qui est de l'emploi, 64 % pensent que « le pire est encore à venir » (contre 31 %).

- **La Belgique** (voir Graphique IV dans l'Annexe 2), avec des scores positifs élevés aussi pour les indicateurs d'appartenance (68 % contre 13 %) et de bénéfice (69 % contre 25 %), assez semblables à ceux de 2005.

L'optimisme déclaré pour le futur de l'Union y est majoritaire mais plus tièdement (56 %, contre 41 %) ; la direction actuelle suivie par l'UE n'est jugée bonne que par 22 %, contre 48 % ; la confiance est minoritaire à 39 % contre 54 %. La Belgique est des États membres où le recul sur ces indicateurs est le plus net par rapport à 2007.

L'image de l'UE est positive pour une assez médiocre majorité relative de 39 % contre 23 % (avec un nombre croissant d'opinions neutres).

Les visions des Belges sur le plan économique sont également assez sombres : 11 %, contre 39 %, croient à une situation améliorée pour l'UE dans douze mois, et 18 %, contre 29 %, pour leur propre pays - là aussi il y a reculé par rapport à une année 2007 où les opinions étaient partagées à peu près à égalité sur ces deux questions ; enfin 58 % pensent que la situation de l'emploi va encore se détériorer, contre 38 % d'opinions dans l'autre sens - manifestant un état de l'opinion aussi sur ce plan sensiblement plus morose que l'opinion européenne moyenne.

- **Les Pays-Bas** (voir *Graphique XXI dans l'Annexe 2*), où on enregistre traditionnellement des scores positifs élevés sur les indicateurs d'appartenance et de bénéfice : à la fin de 2015, 70 % contre 9 % pour le premier, et 66 % contre 27 % pour le second - en repli modéré par rapport à 2005.

L'optimisme pour le futur de l'UE y est comme en Belgique légèrement plus grand que dans la moyenne des États membres (58 % contre 40 %) ; la direction actuellement suivie n'est jugée bonne que par 23 %, contre 52 % ; le degré de confiance est de 42 % contre 46 %, un peu plus haut qu'en Belgique.

Les opinions relatives à l'image de l'UE sont un peu plus tièdes encore que la moyenne européenne (34 % positives contre 25 % négatives).

Sur le plan économique, les Néerlandais sont plutôt pessimistes pour les perspectives à douze mois dans l'UE (20 % d'optimisme, 34 % de pessimisme - détérioration ici par rapport à 2007) - au contraire de leur vision nettement moins sombre pour leur pays (40 % contre 16 % - proportions relativement stables) ; et ils se disent majoritairement optimistes en ce qui concerne l'emploi : amélioration envisagée par 70 % contre 28 %.

- **Le Danemark** (voir *Graphique VIII dans l'Annexe 2*), autre pays dans lequel on enregistre généralement des scores élevés de réponses positives à des questions sur l'Union européenne (mais où, derrière cela, peuvent exister, comme d'ailleurs aux Pays-Bas, des réserves sérieuses sur nombre d'aspects) : réponses positives sur l'appartenance à l'UE par 65 %, contre 12 %, des citoyens ; sur le

bénéfice pour le pays de 75 % contre 17 % - pourcentages supérieurs à ce qu'ils étaient en 2005.

Les réponses sur l'image de l'UE sont tièdement favorables (36 % contre 18 %).

Si, comme dans d'autres pays, une nette majorité dit croire à un futur positif pour l'Union (65 % contre 30 %), la direction dans laquelle va l'UE actuellement n'est jugée bonne que par une faible minorité (21 % contre 48 %), et la confiance en elle n'est le fait que d'une majorité relative (47 % contre 41 %). Globalement ces indicateurs de confiance sont un peu plus élevés qu'en 2005 (mais ont notamment connu une baisse sensible au cours des six derniers mois).

Proches en cela des Néerlandais, les Danois n'anticipent guère des jours économiques meilleurs pour l'UE dans les douze mois à venir (16 % contre 32 %, avec une dégradation depuis 2007) mais ont une vision plus positive en ce qui concerne leur propre pays (25 % contre 18 %, en légère amélioration), et 70 % (contre 25 %) d'entre eux pensent voir la situation de l'emploi s'améliorer.

- **Malte** (voir *Graphique XX dans l'Annexe 2*), dont 63 % (contre 8 %) des citoyens estiment que faire partie de l'UE est une bonne chose, et 84 % (contre 8 %) y reconnaissent un bénéfice pour leur pays - ces scores étant en forte progression depuis 2005, alors que ceux des indicateurs de confiance ont fléchi - tout en restant élevés : optimisme pour l'avenir partagé par 69 % (contre 21 %), impression de bonne orientation actuelle dans l'UE pour une majorité relative (36 % contre 14 %), comme la confiance en l'UE (exprimée par 46 % contre 31 % - en l'occurrence en baisse par rapport à 2005) ; image positive en outre pour 43 %, contre 10 %.

24 % des Maltais, contre 12 % croient à une amélioration de la situation économique pour l'UE dans les douze prochains mois, et l'optimisme à cet égard est net pour leur propre pays : 43 % contre 5 % - chiffre en hausse par rapport à 2007 (et notamment depuis six mois). 57 % contre 29 % disent croire à un mieux en matière d'emploi.

- **L'Estonie** (voir *Graphique X dans l'Annexe 2*), où 62 % (contre 7 %) ont une perception positive (en hausse par rapport à 2005) de l'appartenance de leur pays à l'Union, et où 79 % (contre 13 %) pensent qu'il en a profité.

L'optimisme pour l'avenir de l'UE (avec 56 % contre 37 %) y est le fait d'une proportion majoritaire des citoyens, dont seuls 18 %, contre 30 %, voient cependant dans l'orientation actuelle de l'UE une « bonne direction » - plus de la moitié ne prenant pas position. Les déclarations sur la confiance qu'elle inspire sont modérément positives (40 % contre 29 %), ainsi d'ailleurs que sur l'image qu'on en a (36 % contre 12 %).

Sur ces questions liées au degré de confiance on constate un recul par rapport à 2005 (dont pour une part substantielle entre les deux dernières vagues d'enquête de 2015).

Les Estoniens sont assez maussades quant aux perspectives d'amélioration de la situation économique dans l'UE dans les douze prochains mois (optimistes à 18 %, pessimistes à 27 %), incertains quant à celle de leur pays (23 % contre 21 %), et dubitatifs sur le redressement de la situation de l'emploi (48 %, contre 37 %, pensent que « le pire est encore à venir »).

La détérioration de leurs impressions sur le plan économique est plus forte que celle de la moyenne européenne.

- **La Pologne** (voir *Graphique XXII dans l'Annexe 2*), dont 62 % des citoyens (contre 8 %) jugent positive l'appartenance de leur pays à l'UE, et 82 % (contre 11 %) reconnaissent qu'il en a bénéficié, est donc marquée aujourd'hui par un degré d'adhésion élevé, avec respectivement 9 et 20 points de plus qu'en 2005 (alors qu'elle était entrée dans l'Union, rappelons-le, avec de grandes appréhensions).

L'image de l'UE y est clairement positive (55 % contre 7 %).

L'optimisme pour son futur y est fort (70 % contre 21 %), l'accord avec l'idée qu'elle évolue actuellement dans une bonne direction est plus tiède (31 % contre 23 %), et la confiance qu'elle inspire - bien que nettement plus grande que dans la moyenne européenne - controversée (37 % contre 39 %). Globalement le degré de confiance a fléchi depuis dix ans mais reste assez élevé.

Sur le plan économique, la proportion des visions positives a décliné pour ce qui est de l'UE (maintenant 16 % d'optimistes, 17 % de pessimistes, et un

pourcentage d'indécis élevé - et en hausse), et a fléchi plus modérément pour ce qui est du pays ; une nette majorité relative croit à un redressement de la situation de l'emploi (46 %, contre 29 %).

- **La Suède** (voir Graphique XXIX dans l'Annexe 2), avec 59 % (contre 17 %) de personnes jugeant comme une bonne chose l'appartenance à l'UE, et 58 % (contre 35 %) reconnaissant que le pays en a tiré avantage.

Ces pourcentages marquent un progrès par rapport à 2005 - tout comme ceux relatifs à l'image de l'UE (positive pour 39 % contre 25 %) tandis que les indicateurs liés à la confiance connaissent une forte hausse (46% contre 42%) par rapport à 2005.

L'optimisme pour le futur de l'UE est déclaré par 58 % (contre 40 %) mais les jugements sont beaucoup plus sévères sur la direction qu'y prend actuellement le cours des choses (bonne pour 20 %, mauvaise pour 55 %) et la confiance exprimé est mitigée (46 % contre 42 %).

Sur le plan économique, les perspectives à douze mois telles que les voient les Suédois sont parmi les moins souriantes au sein de l'Union (et en recul), qu'il s'agisse de celle-ci (10 % d'optimistes, 48 % de pessimistes) ou de leur pays (9 % contre 48 %) ; l'optimisme pour la situation de l'emploi est minoritaire (à 41 % contre 53 %).

- **La Finlande** (voir Graphique XI dans l'Annexe 2), avec un score positif d'appartenance de 56 % (contre 15 %) et de bénéfice de 63 % (contre 30 %) - les deux en hausse par rapport à 2005.

L'image de l'UE est évaluée positivement par 32 % contre 20 %.

Les indicateurs reflétant le degré de confiance sont en revanche en repli. Les opinions sur le futur de l'UE y sont réparties entre optimisme (pour 57 % - pourcentage légèrement supérieur à la moyenne) et pessimisme (pour 40 %) ; les avis sur la direction actuellement suivie sont un peu moins négatifs qu'en Suède (bonne direction pour 26 %, mauvaise pour 47 %) ; la confiance exprimée est du même ordre (44 % contre 39 %).

On note sur ces points une forte baisse dans les six derniers mois.

Les perspectives économiques à douze mois sont évaluées sans enthousiasme : pour l'UE, optimisme de la part de 21 %, pessimisme de 24 % ; pour le pays respectivement de 26 % et 25 %, avec là comme ailleurs une forte proportion d'incertitude. L'évaluation des perspectives de l'emploi sont du même ordre que dans le pays voisin : optimisme pour 41 %, pessimisme pour 56 %.

• **L'Irlande** (voir Graphique XV dans l'Annexe 2) connaît des scores très élevés d'appartenance et de bénéfice (72 % contre 9 % ; 82 % contre 13 % - en baisse toutefois de quelques points par rapport à 2005) et une image positive à 54 % contre 14 % (en nette baisse par rapport à 2005, mais quand même 17 points au-dessus de la moyenne européenne). Bien que l'optimisme déclaré soit fort pour l'avenir (76 % contre 20 %, au même niveau qu'en 2007) et que l'impression quant à la direction prise actuellement dans l'UE soit nettement plus favorable que la moyenne (42 %, malgré une légère baisse, contre 22 %), le degré de confiance exprimé envers l'UE est médiocre (33 % contre 52 %), à l'instar de la moyenne européenne, après avoir subi comme elle un recul très sensible (d'une vingtaine de points).

Sur le plan économique, les Irlandais se montrent plutôt optimistes quant aux perspectives à douze mois pour l'UE (à 34 %, contre 12 %) - et beaucoup plus encore pour leur pays (à 51 %, contre 8 %) - ainsi que pour l'amélioration de la situation de l'emploi (75 % y croient, contre 21 %) ; pour la première, et surtout la deuxième il y a, à l'inverse de la situation européenne moyenne, forte progression par rapport à 2007 ; globalement, les Irlandais sont de ceux qui voient le plus l'avenir économique en rose.

3.3. Les « Européens circonspects »

Six pays figurent dans ce groupe. Le score positif de jugement sur l'appartenance à l'UE (entre 45% et 50% - ce qui constitue cependant une majorité relative) y est inférieur à la moyenne européenne ; celui de la confiance est en revanche supérieur à cette moyenne (quoique minoritaire comme dans la plupart des États membres).

Il s'agit du Portugal et de cinq des nouveaux États membres, la Slovaquie, la Lettonie, la Bulgarie, la Croatie et la Hongrie.

- **Le Portugal** (voir *Graphique XXIII dans l'Annexe 2*), pays naguère très pro-européen, a été très affecté par la crise. Sans nier qu'il a bénéficié de son appartenance (65 % contre 27 % disent qu'il en a tiré profit), ses citoyens n'ont aujourd'hui qu'une appréciation modérément favorable de celle-ci : 49 % positive (en repli depuis 2005) contre 14 % négative.

42 %, contre 15 %, disent avoir une image positive de l'Union.

57 %, contre 39 %, se déclarent optimistes pour son avenir ; 26 %, contre 35 %, pensent que les choses y vont actuellement dans la bonne direction - proportions d'avis favorables quelque peu en baisse depuis 2007 ; et le recul est beaucoup plus marqué pour la confiance inspirée par l'UE, qui se situe dans la dernière enquête Eurobaromètre à 42 % contre 48 %.

Les Portugais sont partagés, et très incertains, en ce qui concerne les perspectives économiques à douze mois pour l'UE (18 % d'optimistes et 19 % de pessimistes, opinions relativement stables), plus sombres pour celles de leur pays (16 % contre 30 %) malgré une baisse depuis 2007 de ceux qui craignent une détérioration. Leurs espoirs concernant la situation de l'emploi sont plus affirmés (54 % contre 37 %).

- **La Slovaquie** (voir *Graphique XXVII dans l'Annexe 2*), où les opinions favorables à l'appartenance à l'UE sont moins affirmées que dans la moyenne européenne (48 %, contre 13 % - niveau inférieur à celui de 2005), contrairement à ce que l'on constate pour la reconnaissance de bénéfices (73 % contre 24 % - en nette hausse).

L'image de l'Union, considérée un peu plus positivement que négativement (35 % contre 24 %), est en forte baisse, tout comme les indicateurs qui reflètent le degré de confiance : optimisme pour l'avenir de l'UE à 51 % contre 46 % (score un peu inférieur à la moyenne européenne) ; direction actuelle vue favorablement par 22 % seulement, contre 45 % ; confiance exprimée elle-même minoritaire, à 39 % contre 51 %.

Les Slovaques se montrent proches de la maussade moyenne européenne (et en retrait par rapport à leurs opinions de 2005) dans leurs appréhensions de l'évolution à venir de la situation économique : pour l'UE, meilleure dans douze mois selon 20 % d'entre eux, contre 24 % ; pour leur pays, meilleure selon 21 %, contre 24 % ; et 43 %, contre 47 %, envisagent une amélioration sur le plan de l'emploi.

- **La Lettonie** (voir Graphique XVII dans l'Annexe 2), quelque peu en dessous de la moyenne quant aux jugements sur l'appartenance à l'Union (favorables à 48 % contre 12 %) mais au-dessus pour la reconnaissance de bénéfices pour le pays (66 % contre 26 %). Les scores positifs de ces indicateurs sont meilleurs qu'en 2005.

32 % déclarent avoir de l'UE une image positive, contre 17 %.

Les opinions traduisant le degré de confiance sont, comme ailleurs, en baisse par rapport à 2005, mais plutôt moins que dans la moyenne des États membres : optimisme globalement majoritaire pour le futur de l'UE (51 % contre 45 %) bien que la direction actuellement prise soit moins jugée bonne que mauvaise (24 % contre 34 %) ; confiance exprimée par 37 % contre 47 %.

Les Lettons se montrent, à peu près comme la moyenne des Européens (mais avec plus d'incertitude), un peu moins optimistes que pessimistes en pensant à la situation économique dans douze mois, qu'il s'agisse de l'UE (17 % contre 23 %) ou de leur pays (17 % contre 20 %) ; et leurs visions sont plus sombres en ce qui concerne l'évolution future de la situation de l'emploi, dont ils escomptent à 33 % qu'elle sera meilleure, contre une majorité de 56 % qui craignent l'inverse.

- **La Bulgarie** (voir Graphique V dans l'Annexe 2), État membre aux attitudes réservées, mais non opposées, avec 47 % de jugements favorables sur l'appartenance contre 15 %, et 47 % sur le bénéfice induit pour le pays contre 36 % (et une proportion plus élevée que dans la moyenne européenne de non-prises de position) - scores quelque peu en baisse par rapport à 2005.

48 % contre 17 % ont une image positive de l'UE.

57 % contre 33 % se disent optimistes pour son avenir, et ceux qui jugent en bien la direction suivie actuellement sont nettement plus nombreux que ceux qui professent l'opinion inverse (41 % contre 15 %) ; 44 % contre 35 % déclarent lui faire confiance. Sur ces aspects les visions positives ont perdu un peu de terrain par rapport à 2005, mais beaucoup moins que dans la moyenne européenne (qu'elles dépassent nettement aujourd'hui).

Les Bulgares se montrent réservés sur le plan économique : 26 % contre 10 % pensent que la situation va s'améliorer dans les douze mois à venir dans l'UE, et 17 % contre 22 % dans leur propre pays ; 37 % estiment qu'on a passé le moment le plus dur en matière d'emploi, les opinions inverses étant du même ordre (39 %).

• **La Croatie** (voir *Graphique XVII dans l'Annexe 2*), où l'appartenance à l'UE est jugée positivement par 48 % contre 16 % - moins que la moyenne européenne - et le bénéfice que le pays en a tiré par 64 % contre 29 % - un peu plus.

L'image de l'Union y est nettement positive : 51 % contre 12 %.

Son avenir est évalué avec espoir beaucoup plus que dans la moyenne des pays européens (69 % contre 29 %) ; son orientation actuelle l'est plus favorablement que défavorablement (40 % contre 30 %) ; ceux qui disent leur confiance sont pratiquement aussi nombreux que ceux qui ont la position inverse (44 % contre 46 %).

Par rapport à 2005 (alors que le pays n'en faisait pas encore partie) l'amélioration des perceptions de l'UE est notable.

Sur les perspectives économiques à douze mois les Croates, sans être enthousiastes, sont plus optimistes que la moyenne européenne, pour l'UE (30 % contre 23 %) comme pour leur pays (30 % contre 24 %) - ces résultats marquant un progrès depuis 2007 ; et 59 % contre 36 % croient à une amélioration de la situation de l'emploi.

• **La Hongrie** (voir *Graphique XIV dans l'Annexe 2*), pays où les attitudes à l'égard de l'Union avaient fluctué au fil des ans ; on y relève à la fin de 2015 une amélioration sensible des attitudes à l'égard de l'UE par rapport à 2005

(où elles étaient, il est vrai, défiantes) pour ce qui est de l'appartenance à l'UE (positive pour 46 % des interviewés, contre 15 %) et du bénéfice pour le pays (maintenant reconnu par 61 %, contre 32 %).

La question sur l'image de l'UE donne 39 % de réponses positives contre 20 %.

Les avis sur son futur sont partagés entre 50 % d'optimistes et 47 % de pessimistes, alors que l'orientation actuelle des choses n'est jugée bonne que par 25 % contre 38 %, et que la confiance exprimée est de 41 % contre 51 %. Dans l'ensemble, sur ces questions les Hongrois ne se différencient pas fortement de la moyenne européenne même s'ils se montrent plus positifs ou moins positifs sur telle ou telle d'entre elles. Par rapport à 2007, 2015 marque une baisse plutôt moins accentuée que pour cette moyenne - en dépit d'un fléchissement substantiel au cours de six derniers mois.

Sur le plan économique aussi ils ont une position moyenne : espoir pour une amélioration dans les douze prochains mois dans l'UE chez 18 % contre 25 % (en baisse), dans le pays chez 19 % contre 22 % (en hausse) ; et avis partagés sur l'amélioration (49 %) ou la détérioration (45 %) en matière d'emploi.

3.4. Les « Europhiles eurodéprimés »

On relève dans le graphique 15 la position singulière de l'Allemagne, dont le score d'appartenance est l'un des plus élevés, mais où celui de la confiance se situe à un bas niveau, sensiblement en dessous de la moyenne communautaire.

- **En Allemagne** (voir *Graphique II dans l'Annexe 2*), les citoyens manifestent clairement (et bien plus encore qu'en 2005) leur attachement européen : score positif d'appartenance de 71 % (contre 9 %), et de bénéfice de 62 % (contre 29 %). Les images positives l'emportent légèrement sur les images négatives : 34 % contre 27 %.

En revanche, on relève une grande incertitude quant à un futur positif pour l'UE (46 % - l'un des scores les plus bas de tous les États membres - contre 48 %), des considérations très pessimistes sur la direction actuelle qu'y prennent les

choses (bonne direction selon 18 %, mauvaise selon 56 %), et une confiance exprimée très minoritaire (28 % contre 63 %).

Ces indicateurs reflétant le degré de confiance ont connu une des chutes les plus fortes de tous les pays étudiés depuis 2005 et 2007 ; pour une bonne part la baisse est imputable à la seule période des six derniers mois.

Sur le plan économique, les Allemands se montrent résolument pessimistes tant pour l'Union (9 % seulement croient à une amélioration dans les douze prochains mois, contre 46 %) que pour leur pays (10 % contre 39 %) ; et 51 % pensent que « le pire est encore à venir » en matière d'emploi (contre 33 %).

3.5. Les « Eurodéfiants »

Neuf pays peuvent être rattachés à ce groupe marqué par un score de l'indicateur d'appartenance inférieur (ou dans un cas, à peine supérieur) à la moyenne européenne et une confiance en l'UE également inférieure.

On y trouve à la fois des États membres où les réserves à l'égard de l'Union sont depuis longtemps chose courante et d'autres, naguère positifs, où l'eurofaveur a fortement décliné au cours des dernières années : Royaume-Uni, République tchèque, Autriche, mais aussi Espagne, France, Italie, Slovénie, Grèce et Chypre.

- **Le Royaume-Uni** (voir Graphique XXVI dans l'Annexe 2), pays traditionnellement très eurosceptique, apparaît toujours nettement plus réservé que la moyenne (quoique moins, apparemment, à la fin de 2015 qu'en 2005) ; 47 % contre 21 % disent juger bon le fait de faire partie de l'UE, et 51 % contre 36 % pensent que le pays en a retiré des bénéfices.

L'image de l'UE y est très mitigée : pour 30 % positive, pour 31 % négative.

Les avis sur son avenir sont partagés (46 % optimistes, 44 % pessimistes) ; ceux qui portent sur ses orientations actuelles nettement défavorables (17 % positifs, contre 44 %) ; la confiance qu'elle inspire est très minoritaire (23 % contre 63 %).

Les visions de l'avenir économique à douze mois y sont plus sombres que roses pour l'UE (18 % contre 30 %), au contraire de celles qui concernent le pays (31 % contre 23 %) ; et sur le plan de l'emploi 51 % craignent que « le pire ne soit encore à venir » (contre 40 %).

• **La République tchèque** (voir Graphique XXIV dans l'Annexe 2) est également caractérisée par de grandes réticences. C'est à la fin de 2015 l'État membre où le nombre de ceux qui jugent bonne l'appartenance de leur pays à l'UE est le moins grand, même si le solde reste plutôt positif du fait de la faiblesse aussi des réponses défavorables (34 % contre 24 %), beaucoup ne prenant pas position ; mais la reconnaissance d'effets bénéfiques n'y est guère moindre que dans la moyenne des États membres (60 % contre 34 %). Le premier de ces indicateurs est en recul par rapport à 2005, le second légèrement en hausse.

Les réponses favorables à la question sur l'image de l'Union (27 % contre 31 %) sont par ailleurs en forte baisse, ainsi que celles qui traduisent le degré de confiance des interviewés : moins de la moitié (47 % contre 51 %) voient son avenir en positif ; 20 % seulement pensent que les choses vont actuellement dans la bonne direction, contre 52 % ; et seuls 27 %, contre 63 %, disent avoir confiance en elle.

Cette baisse provient pour une partie notable d'un recul dans les six derniers mois.

Sur le plan économique 12 %, contre 34 %, prévoient une amélioration de la situation économique dans les douze prochains mois pour l'UE (proportion en baisse) et 21 %, contre 22 %, pour leur pays (proportion au contraire moins pessimiste qu'elle ne l'était) ; 54 % contre 40 % espèrent voir s'améliorer la situation de l'emploi.

• **L'Autriche** (voir Graphique III dans l'Annexe 2), où l'état de l'opinion apparaît bien maussade à la fin de 2015.

L'appartenance à l'UE n'est considérée comme une bonne chose que par la très faible majorité relative de 36 % des personnes interrogées, contre 29 % ; et ceux qui reconnaissent des bénéfices pour leur pays ne sont guère plus

nombreux que ceux qui pensent l'inverse : 47 % contre 45 % - ces résultats étant sans grand changement par rapport à 2005.

L'image de l'UE, en repli, n'est positive qu'aux yeux de 23 %, contre 41 %.

Également en recul notable (y compris du fait d'une baisse depuis six mois) sont les indicateurs traduisant le degré de confiance : optimisme pour l'avenir de l'UE minoritaire (40 % contre 56 %) ; direction actuelle des choses bonne seulement selon 13 %, contre 56 % ; confiance exprimée en elle-même très médiocre, à 26 % contre 65 %.

Les opinions positives sur l'évolution à venir en matière économique sont également en recul, et sombres : 14 % seulement, contre 51 %, croient à une amélioration dans les douze mois à venir au plan européen, et 18 %, contre 39 %, au plan national ; le pessimisme pour l'emploi est majoritaire (amélioration imaginée par 42 % contre 54 %).

• **En Espagne** (voir *Graphique IX dans l'Annexe 2*), malgré une chute notable des attitudes favorables, les scores positifs relatifs à l'appartenance à l'Union et son bénéfice pour le pays restent un peu plus élevés que la moyenne : 58 % (contre 13 %) pour l'appartenance, 63 % (contre 29 %) pour le bénéfice.

C'est le cas aussi pour la vision par les Espagnols du futur de l'UE (60 % se disent optimistes, 33 % pessimistes) et pour la direction actuelle de l'évolution (27 % contre 37 %), en dépit là aussi d'une forte baisse. Mais ils se situent en dessous de cette moyenne pour la confiance qu'ils expriment envers l'UE (25 % de confiance, contre 61 %), la chute étant là considérable par rapport à 2005 - comme d'ailleurs pour l'image qu'ils en ont (33 % positive contre 18 %).

À la fin de 2015, les Espagnols se veulent moins pessimistes qu'optimistes sur le plan économique, tout en restant incertains : leurs réponses se situent à un niveau relativement comparable à celui de 2007 pour ce qui est de l'évolution possible à douze mois dans l'UE (meilleure pour 28 % d'entre eux, contre 8 %) et dans leur pays (32 % contre 13 %) ; et une majorité se dessine pour espérer voir s'améliorer la situation de l'emploi (55 % contre 40 %).

- **La France** (voir *Graphique XII dans l'Annexe 2*), dont on sait par maintes études qu'elle connaît actuellement une période de grande morosité et d'interrogation sur elle-même.

Les indicateurs relatifs à l'adhésion à l'UE sont assez stables par rapport à 2005 (avec un léger mieux, mais ils avaient beaucoup décliné auparavant depuis une époque où les Français exprimaient largement leur foi en l'Europe) ; ils situent le pays un peu en dessous de la moyenne sur ces plans : 52 % contre 16 % d'opinions favorables sur l'appartenance, 57 % contre 34 % sur ce que le pays en a retiré.

Il en va de même pour la question sur l'image de l'UE (35 % d'avis favorables, 25 % défavorables).

Surtout, l'écart par rapport à la moyenne européenne et la baisse par rapport à 2007 sont très marqués pour les indicateurs davantage tournés vers l'avenir : optimisme minoritaire pour le futur de l'UE (44 % contre 52 %) ; score des avis favorables sur la direction actuellement suivie parmi les plus faibles (14 % contre 57 %) ; effondrement de la confiance exprimée, désormais parmi les plus basses à 26 % contre 63 %.

Sur le plan économique, les Français se montrent moroses à peu près à l'égal de la moyenne communautaire, et légèrement plus qu'en 2007 (où leur moral était déjà bas) : 21 % pensent voir une amélioration dans les douze mois à venir pour l'UE, contre 20 % ; pour leur pays les pourcentages correspondants sont 23 % et 23 % ; et en matière d'emploi ils sont parmi les plus pessimistes de tous (30 % croient à une amélioration, contre 63 % qui estiment que « le pire est encore à venir »).

- **L'Italie** (voir *Graphique XVI dans l'Annexe 2*), pays europhile par excellence naguère, dont le moral a sombré (dès avant l'émergence de la crise) : les attitudes concernant l'appartenance à l'UE (bonne chose pour 40 %, mauvaise pour 23 %) et le bénéfice pour le pays (reconnu par 44 %, contre 47 %) sont parmi les plus négatives de tous les États membres - deux indicateurs dont la baisse amorcée antérieurement s'est poursuivie entre 2005 et 2015.

L'image qu'ont les Italiens de l'UE, très dégradée, est médiocre : positive pour 38 %, négative pour 23 %.

Toutefois leur vision du futur de l'UE, bien qu'ayant elle aussi régressé, n'est pas pire que la moyenne européenne (52 % optimiste, 41 % pessimiste) ; l'orientation actuelle des choses, tout en étant vue moins en positif (24 %) qu'en négatif (32 %), est un peu moins mal jugée que dans cette moyenne ; la confiance qu'elle inspire aussi (31 % contre 52 %).

Leur anticipation de la situation économique dans douze mois montre une Italie plutôt moins sombre que la moyenne des États membres, avec une légère amélioration depuis 2007 (peut-être annonciatrice d'un redressement plus général ?) : 32 % contre 16 % pensent que la situation sera meilleure dans l'UE et 31 % contre 24 % dans le pays ; en ce qui concerne l'emploi une nette majorité de 57 % contre 35 % espère un mieux.

- **La Slovaquie** (voir Graphique XXVIII dans l'Annexe 2), autre pays atteint par le désenchantement par rapport aux années qui avaient suivi son entrée confiante dans l'Union.

L'appartenance à l'Union y est considérée favorablement par 44 % contre 18 % (léger recul par rapport à 2005, proportion importante de non-prises de position) ; l'appréciation de bénéfiques pour le pays, à 59 % contre 35 %, est proche de la moyenne communautaire alors qu'elle était légèrement supérieur en 2005.

L'image qu'ont aujourd'hui les Slovaques de l'UE, très dégradée, n'est positive que pour 33 % contre 21 %.

Dégradées sont également les appréciations portées sur l'avenir de l'Union (encore majoritairement positives toutefois à 53 % contre 45 %), sur l'orientation actuelle des choses dans l'UE (bonne pour 20 %, mauvaise pour 42 %), et sur la confiance qu'elle inspire (très minoritaire à 30 % de confiants contre 61 %). Sur ces points on note une baisse marquée au cours de six derniers mois.

En ce qui concerne les indicateurs de nature économique, en baisse eux aussi par rapport à 2007 (dont notamment entre les deux dernières vagues d'enquête), tous sont en berne : espoir d'amélioration dans les douze prochains

mois chez 16 % des citoyens (contre 27 %) pour l'UE ; chez 16 % aussi (contre 33 %) pour la Slovénie ; pessimisme marqué pour la situation de l'emploi : amélioration imaginée par 38 %, détérioration par 57 %.

• **La Grèce** (voir Graphique XIII dans l'Annexe 2), très durement frappée par la crise (en outre exposée en première ligne au flux migratoire) et vivant avec amertume sa situation.

Naguère très europhiles eux aussi, les Grecs ne sont plus qu'une majorité relative à juger en bien l'appartenance de leur pays (45 % contre 23 %), même si 56 % (contre 41 %) reconnaissent les effets positifs qu'elle a eus.

Ces scores sont en baisse par rapport à 2005, très nettement notamment pour le second.

C'est vrai, plus encore, pour les réponses à la question sur l'image de l'UE (maintenant positive pour 22 % seulement contre 38 %), comme pour les indicateurs reflétant le degré de confiance. Ils ne sont que 34 % à se dire optimistes pour le futur de l'UE, contre 63 % ; que 11 % à trouver qu'elle va actuellement dans une bonne direction, contre 69 % ; et seuls 18 % déclarent qu'elle leur inspire confiance, contre 81 % ;

La Grèce est des États membres où le recul des attitudes favorables a été le plus grand au cours des six derniers mois.

Un grand pessimisme prévaut en matière économique (avec là aussi une dégradation par rapport à une année 2007 où la morosité était déjà de mise) : 10 %, contre 39 %, croient à une amélioration dans les douze prochains mois pour l'UE, et 9 %, contre 70 %, dans leur pays ; 28 % seulement espèrent une embellie en matière d'emploi, contre 70 %.

• **Chypre** (voir Graphique VI dans l'Annexe 2), où tout est plus noir encore dans les opinions émises sur l'Union.

Ceux qui jugent positive l'appartenance de leur pays sont 36 % (contre 30 %) ; et seuls 34 %, contre 62 %, estiment qu'il en a tiré bénéfice - indicateurs en baisse

par rapport à 2005, tout comme l'image de l'UE (positive pour 22 %, négative pour 41 %).

En repli marqué aussi sont l'optimisme pour le futur de l'UE (37 % contre 58 %), le sentiment qu'elle va actuellement dans une bonne direction (16 % contre 44 %) et la confiance qu'elle inspire (17 % contre 72 %).

Les Chypriotes se montrent incertains et circonspects sur les perspectives économiques : 16 % contre 19 % se disent optimistes pour l'UE dans les douze mois à venir, et 27 % contre 24 %, pour le pays (cela résultant d'un recul des visions les plus noires) ; et l'optimisme est clairement minoritaire en ce qui concerne l'emploi (à 38 % contre 57 %).

On peut faire le constat d'une grande disparité au sein de l'Union européenne, entre des États membres très divers à la fois dans les opinions que leurs citoyens ont de l'UE, dans leur degré d'optimisme ou de pessimisme, et dans le sens de l'évolution sur ces sujets. En outre, on observe que figurent dans un même groupe des États membres a priori bien différents, qu'il s'agisse de leur situation géographique, de leur ancienneté d'appartenance, de leur niveau de développement économique ou d'autres critères habituellement utilisés.

CONCLUSION

Les indicateurs par lesquels on peut évaluer l'état de l'opinion vis-à-vis de l'Union européenne n'avaient été troublés que fugitivement par l'échec politique du projet de Constitution dans la phase ascendante dans laquelle ils se trouvaient en 2005.

Fortement affectés en revanche par la crise économique et financière à partir de 2007, ils ont amorcé à partir de 2011-2012 un redressement, qui vient de connaître à l'automne de 2015 un coup d'arrêt, dont on ne peut aujourd'hui présumer du caractère temporaire ou durable.

On observe toutefois que ce redressement n'était que partiel. Si les indicateurs d'« appartenance », que sont le fait de trouver bon que son pays fasse partie de l'UE et de reconnaître qu'il en a tiré bénéfice, ont retrouvé peu ou prou leur niveau d'avant la crise économique et financière, ce n'est pas le cas d'indicateurs plus « dynamiques » de « confiance » qui n'ont regagné qu'une partie du terrain perdu : par rapport à l'avant-crise, opinions sur son avenir en baisse, jugements pessimistes sur la direction qu'y prennent actuellement les choses, confiance en l'UE dégradée, ainsi que son image.

Les regroupements que l'on peut faire des vingt-huit États membres, en fonction de la position de leur opinion publique à l'égard de l'UE selon ces deux types d'indicateurs, conduisent au constat d'une grande disparité prévalant aujourd'hui entre des groupes de pays très divers sur ce plan comme dans leur degré d'optimisme ou de pessimisme économique.

En outre, on observe au sein d'un même groupe la présence d'États membres a priori bien différents, qu'il s'agisse de leur situation géographique, de leur niveau économique ou de l'ancienneté de leur adhésion : les critères usuels par lesquels on les considérerait paraissent devenir moins opérants, dans une UE plus hétérogène et plus complexe.

Si les visions de la situation et des perspectives économiques sont un facteur important du degré d'eurofaveur ou d'eurodéfaveur, d'autres peuvent naturellement jouer.

On peut ainsi s'interroger sur l'impact de la nouvelle crise à laquelle l'UE doit faire face : crise migratoire qui est devenue source majeure de préoccupation (le terrorisme suscitant en outre des craintes croissantes) ; peut-être est-elle une cause du repli des attitudes favorables observé depuis le printemps de 2015, en même temps que facteur d'accentuation des différences.

ANNEXES

Les graphiques ci-après représentent, pour la moyenne de l'UE et les 28 États membres, l'évolution des six indicateurs analysés dans cette Étude entre le printemps 2005 et l'automne 2015 ; les données relatives au futur et à la direction de l'UE n'existant pas au printemps 2005, elles sont données pour le printemps 2007.

Les questions posées sont les suivantes :

- **Appartenance à l'UE :**
 « D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'Union européenne est : une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise ? »
 Pour les pays candidats en 2005 (Bulgarie, Croatie et Roumanie), la question est : « D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'Union européenne sera : une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise ? »
- **Bénéfice de l'appartenance :**
 « Tout bien considéré, estimez-vous que (notre pays) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ? »
 Pour les pays candidats en 2005 (Bulgarie, Croatie et Roumanie), la question est : « Tout bien considéré, estimez-vous que (notre pays) bénéficiera ou non de son appartenance à l'Union européenne ? »
- **Image de l'UE :**
 « En général, l'image que vous avez de l'Union européenne est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative, ou très négative ? ».
- **Confiance dans l'UE :**
 « Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certains médias et certaines institutions. Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle ? » (Question posée, entre autres, sur l'Union européenne).
- **Futur de l'UE :**
 « Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ? »
- **Direction de l'UE :**
 « En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne ou dans la mauvaise direction dans l'Union européenne ? »

ANNEXE 1 :
L'ÉVOLUTION DES OPINIONS PUBLIQUES VIS-
À-VIS DE L'UE (2005/2007-2015)

TABEAU I ► L'appartenance à l'UE : perception dans les 28 États membres (2005-2015)

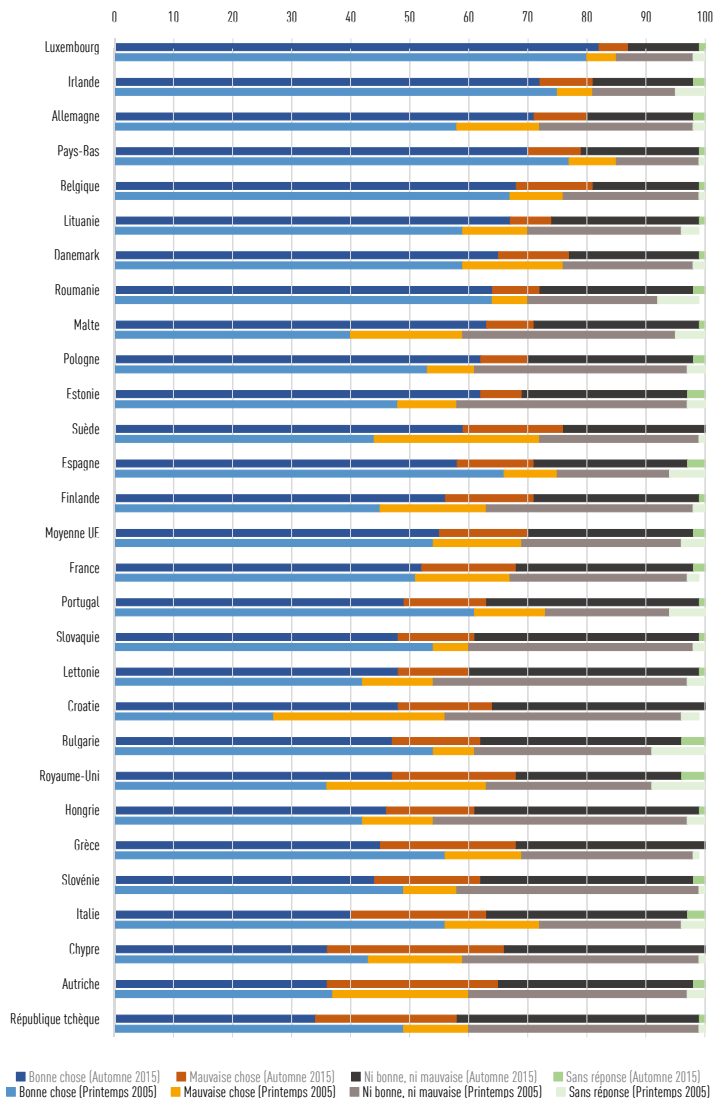


TABLEAU II ▶ Les bénéfices de l'appartenance à l'UE : perception dans les 28 États membres (2005-2015)

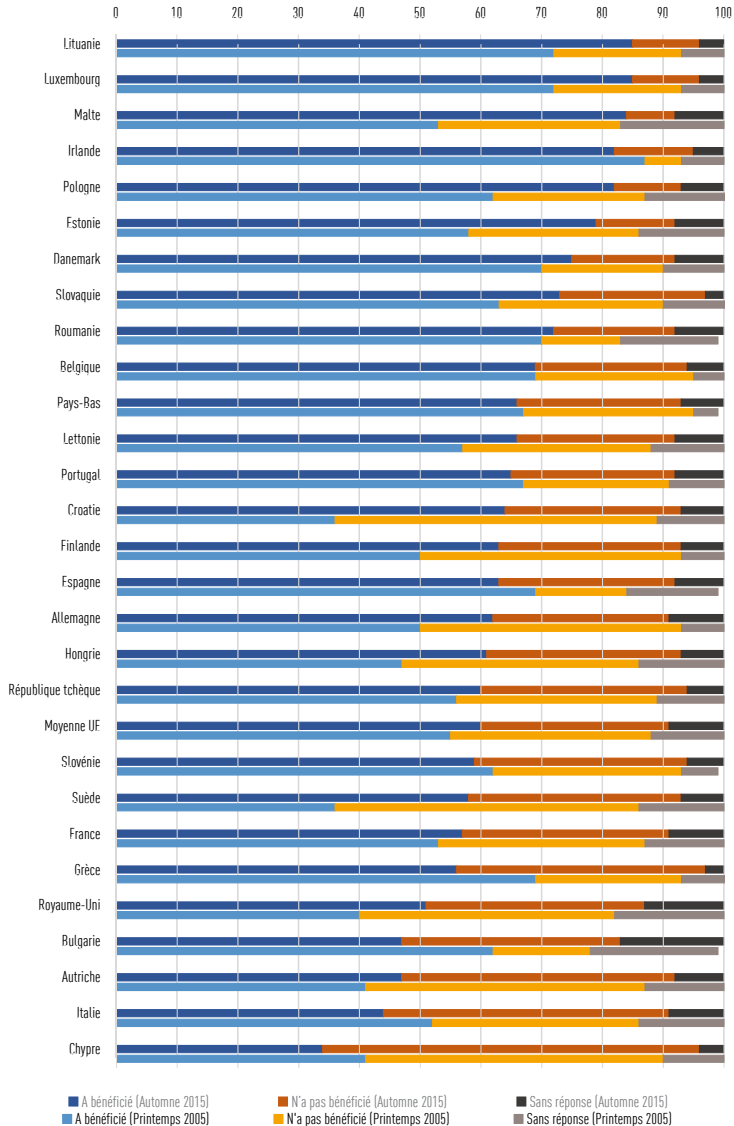


TABLEAU III ► L'image de l'UE : perception dans les 28 États membres (2005-2015)

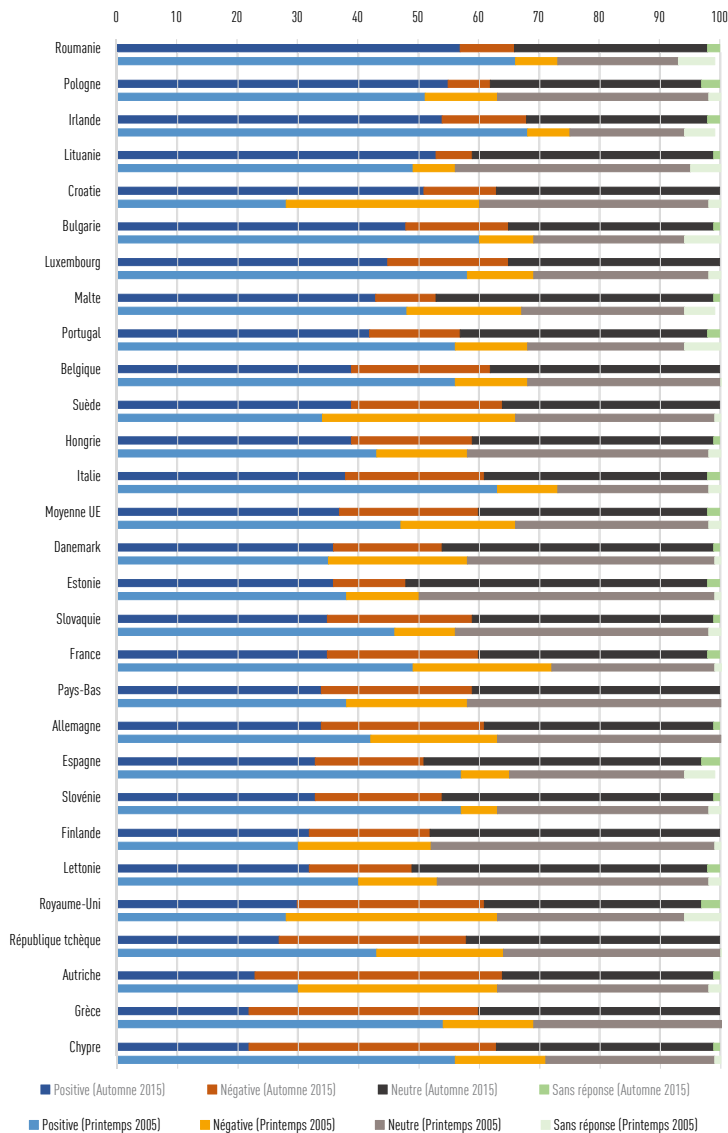


TABLEAU IV ➤ La confiance en l'UE : perception dans les 28 États membres (2005-2015)

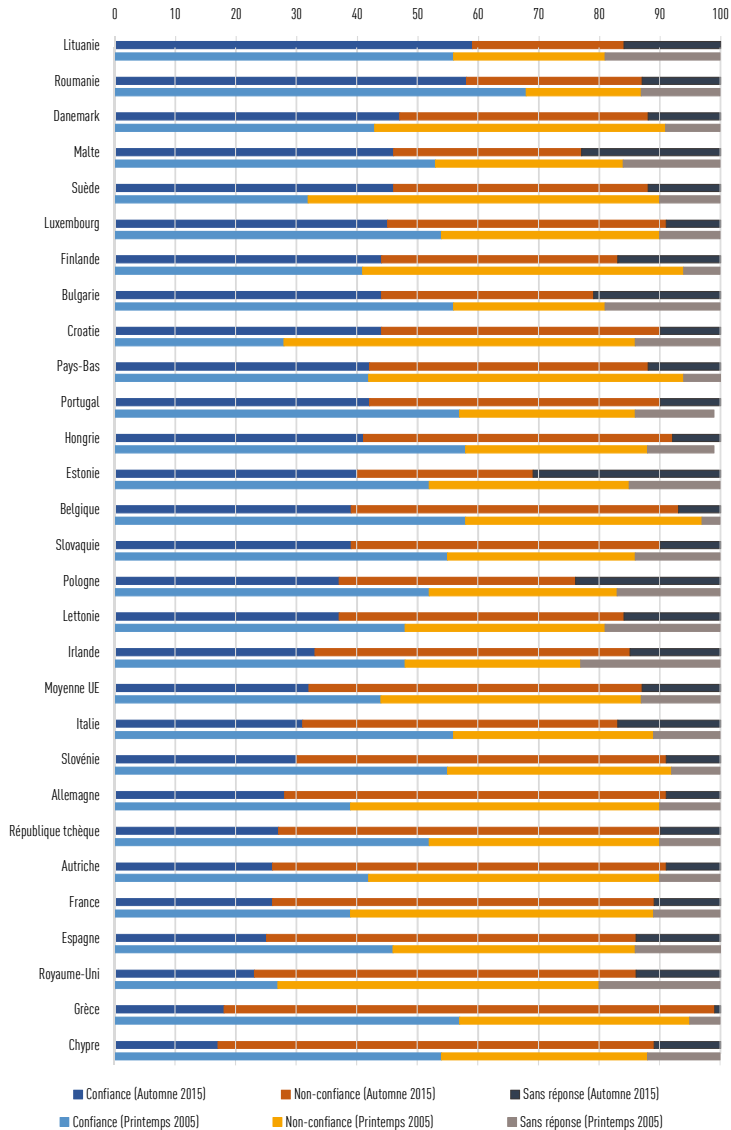


TABLEAU V ▶ Le futur de l'UE : perception dans les 28 États membres (2007-2015)

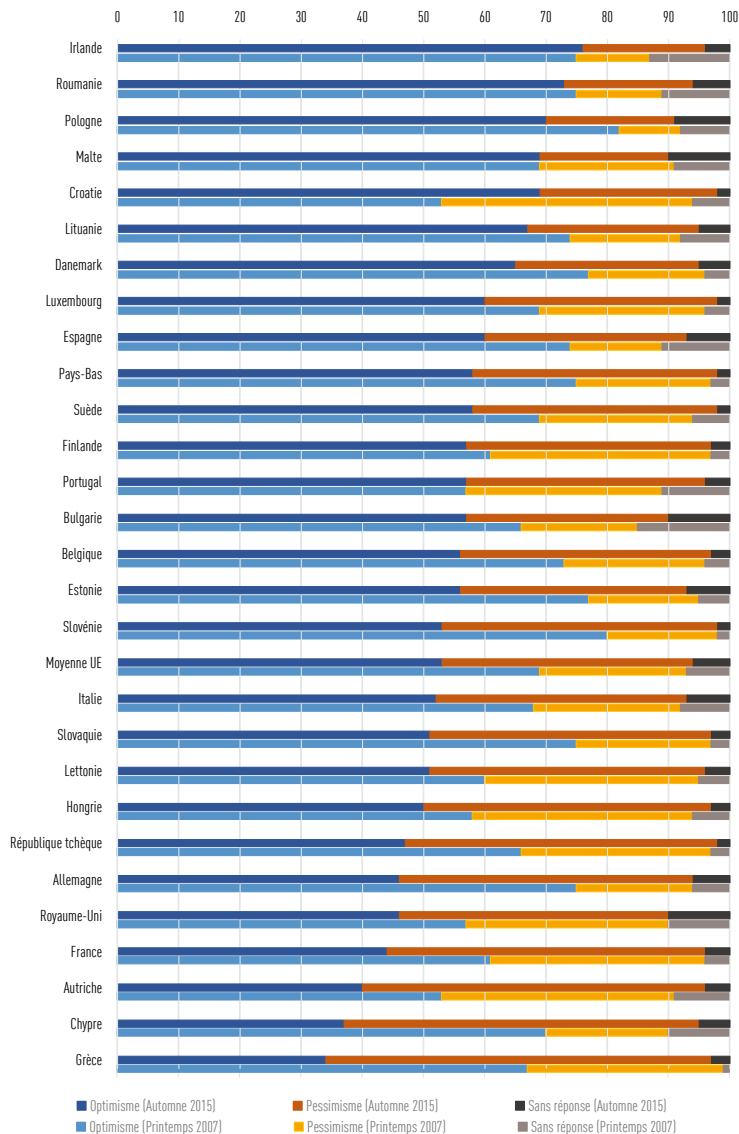
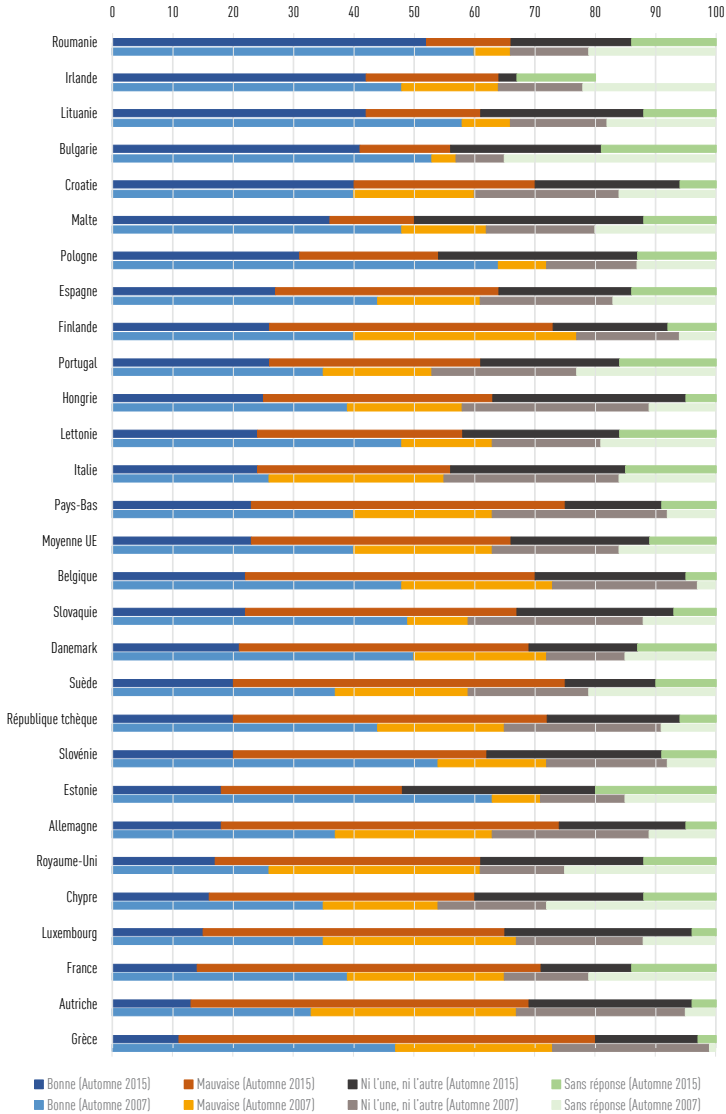
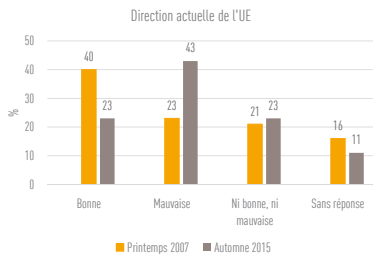
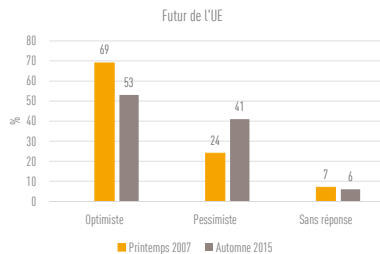
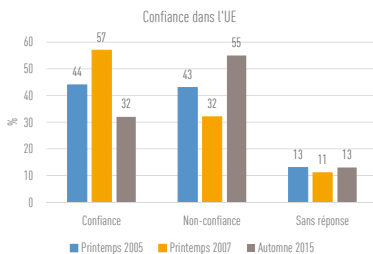
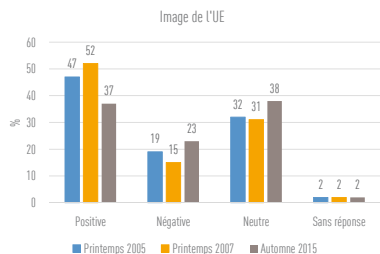
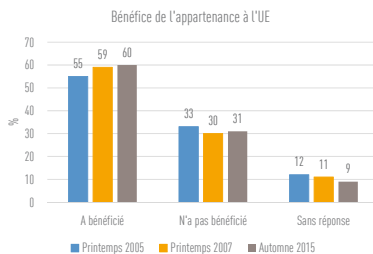
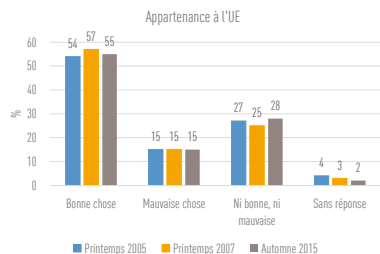


TABLEAU VI ➤ La direction actuelle de l'UE : perception dans les 28 États membres (2007-2015)

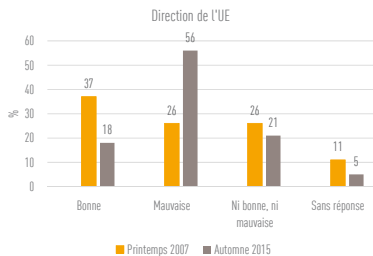
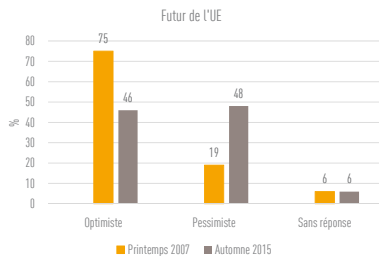
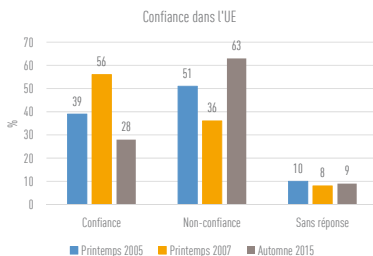
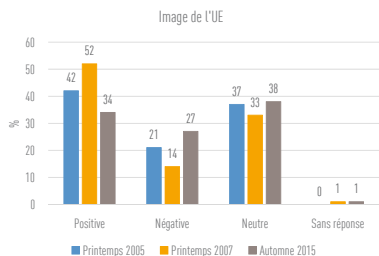
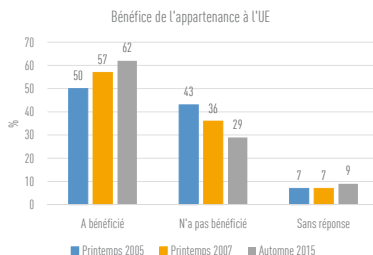
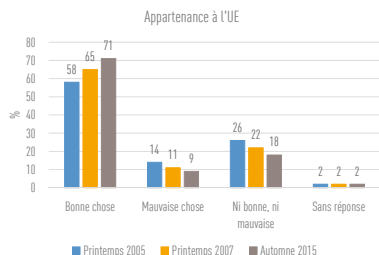


ANNEXE 2 :
LA PERCEPTION DE L'UE PAR LES OPINIONS
PUBLIQUES DES 28 ÉTATS MEMBRES

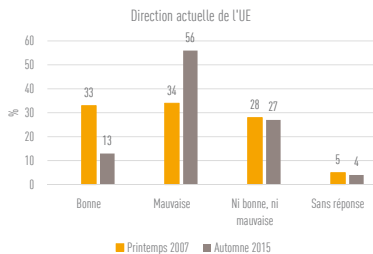
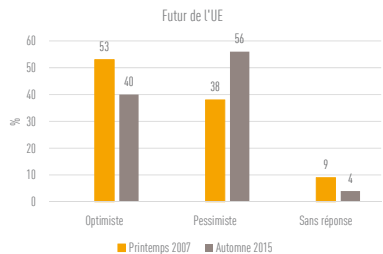
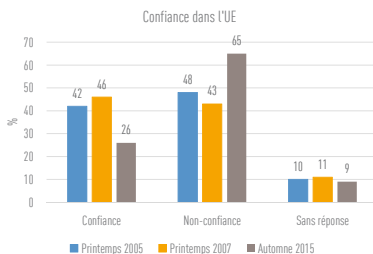
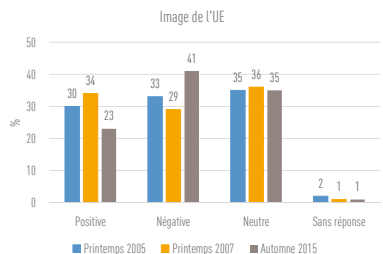
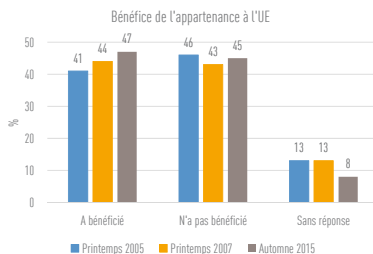
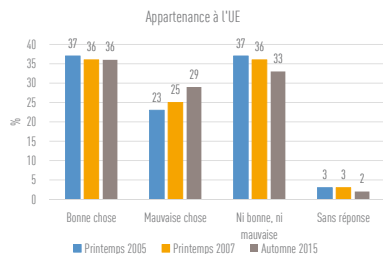
GRAPHIQUE I ► LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES ET L'UE (2005-2015)



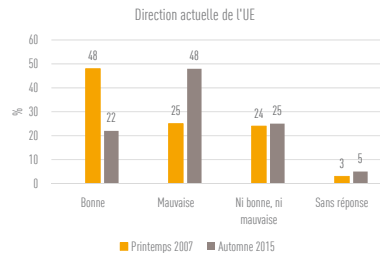
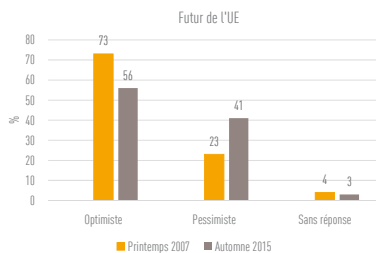
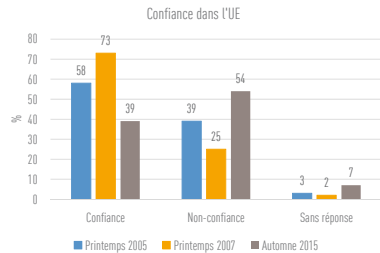
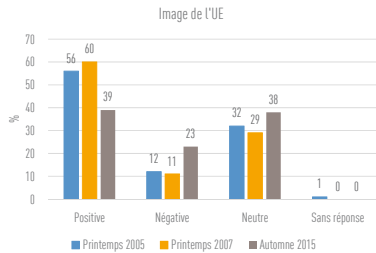
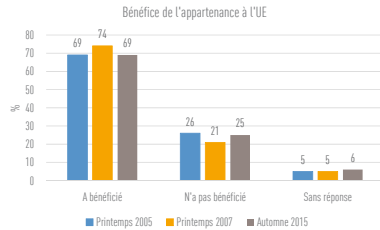
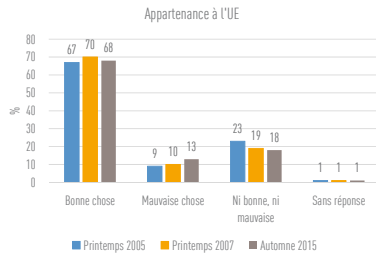
GRAPHIQUE II ➤ L'OPINION PUBLIQUE ALLEMANDE ET L'UE (2005-2015)



GRAPHIQUE III ➤ L'OPINION PUBLIQUE AUTRICHIENNE ET L'UE (2005-2015)



GRAPHIQUE IV ► L'OPINION PUBLIQUE BELGE ET L'UE (2005-2015)



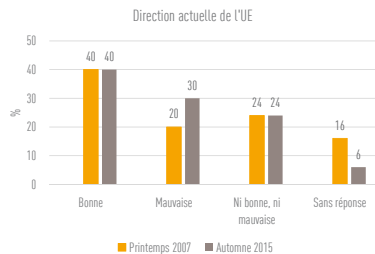
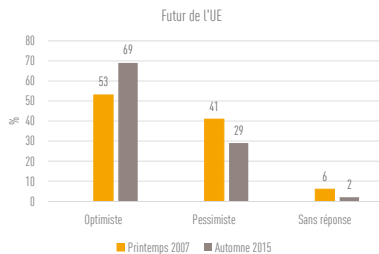
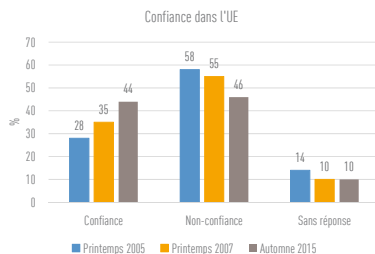
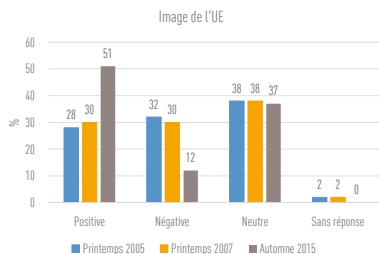
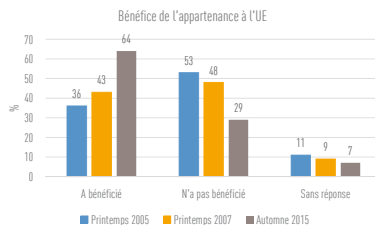
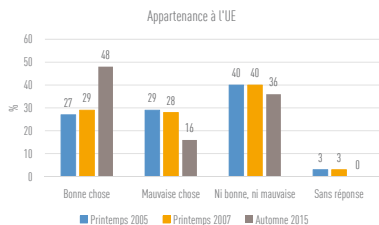
GRAPHIQUE V ► L'OPINION PUBLIQUE BULGARE ET L'UE (2005-2015)



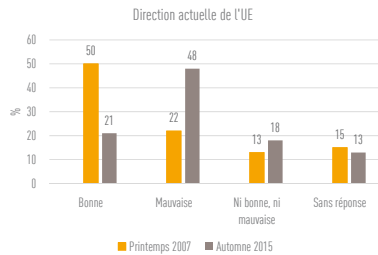
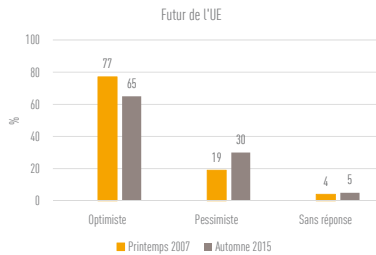
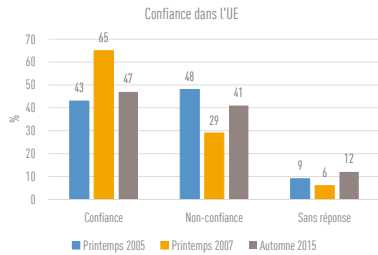
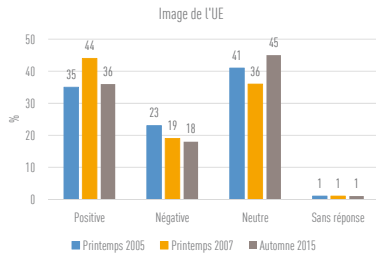
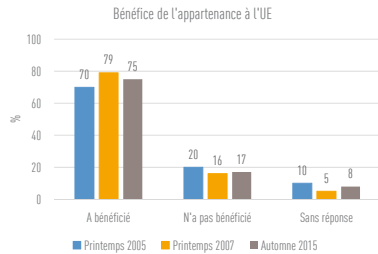
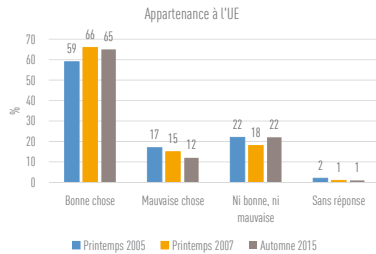
GRAPHIQUE VI ➤ L'OPINION PUBLIQUE CHYPRIOTE ET L'UE (2005-2015)



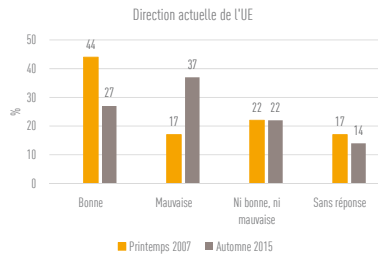
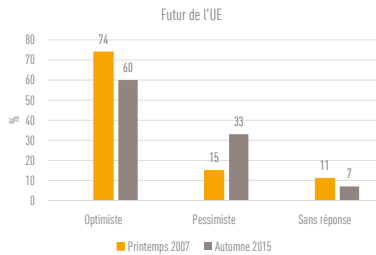
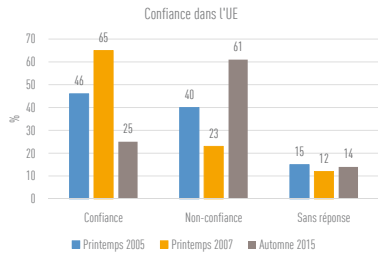
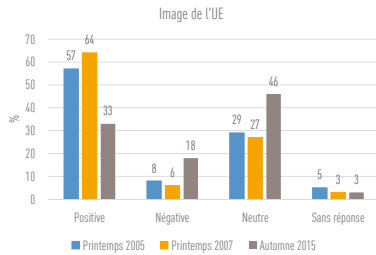
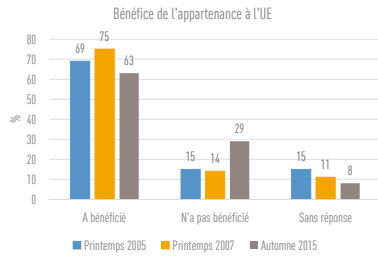
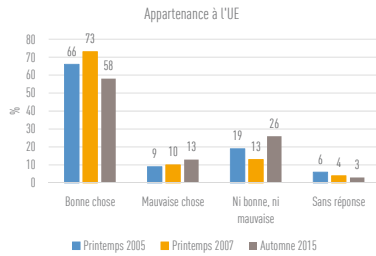
GRAPHIQUE VII ► L'OPINION PUBLIQUE CROATE ET L'UE (2005-2015)



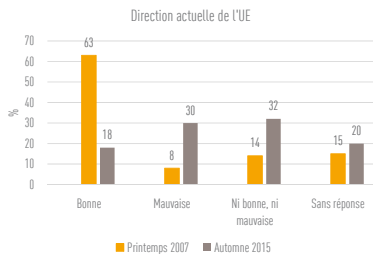
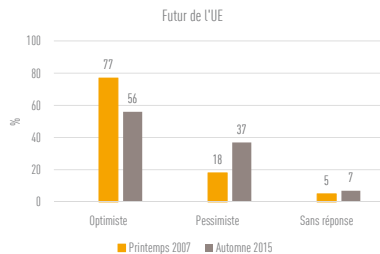
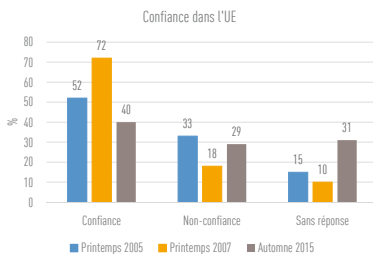
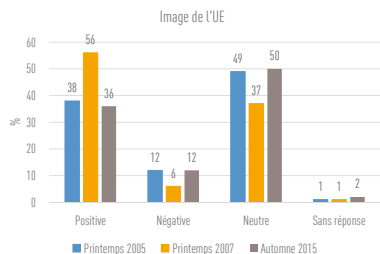
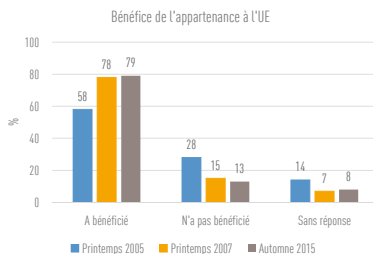
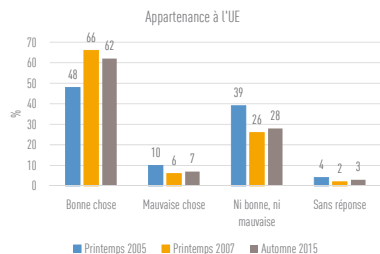
GRAPHIQUE VIII ➤ L'OPINION PUBLIQUE DANOISE ET L'UE (2005-2015)



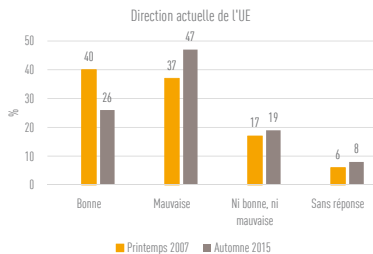
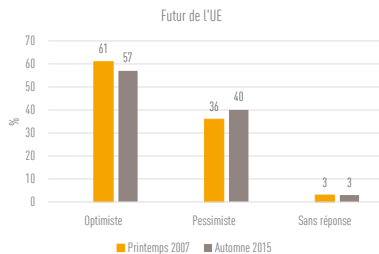
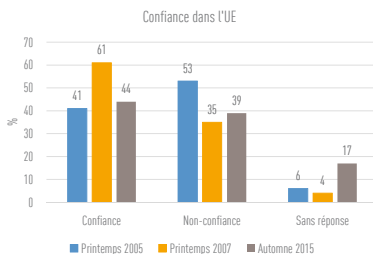
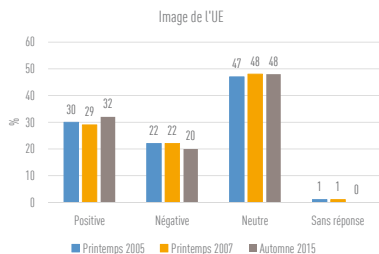
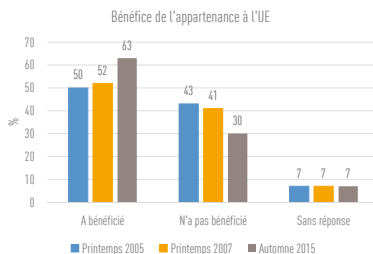
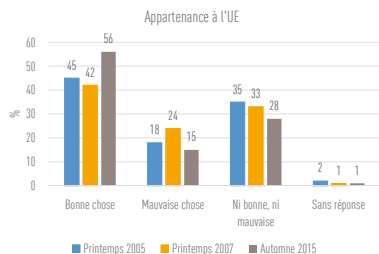
GRAPHIQUE IX ➤ L'OPINION PUBLIQUE ESPAGNOLE ET L'UE (2005-2015)



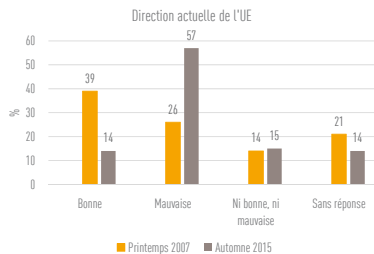
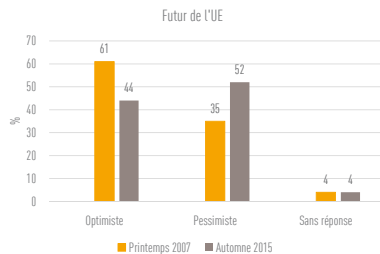
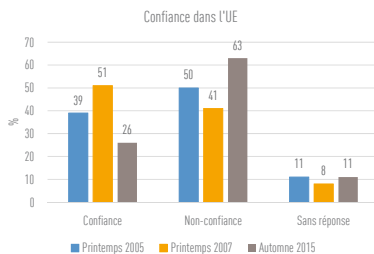
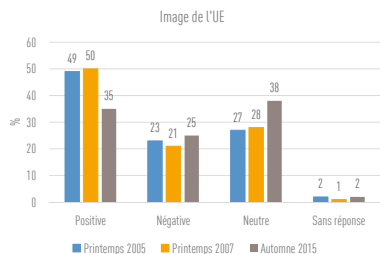
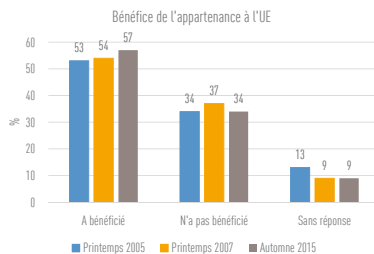
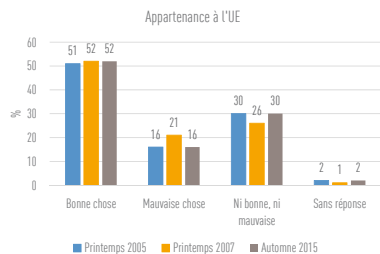
GRAPHIQUE X ➤ L'OPINION PUBLIQUE ESTONNIENNE ET L'UE (2005-2015)



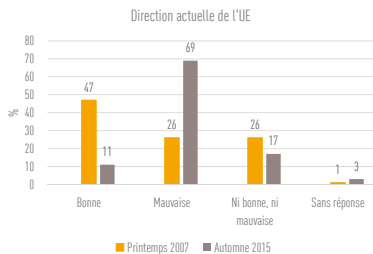
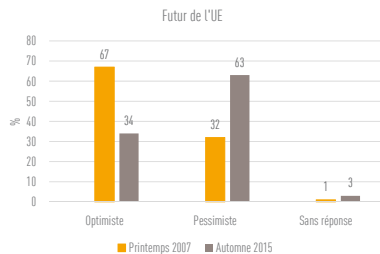
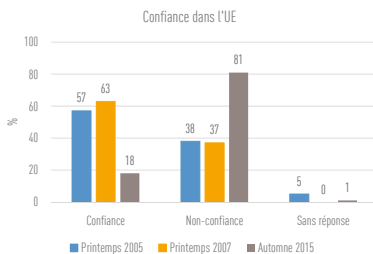
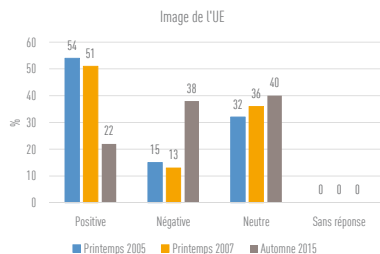
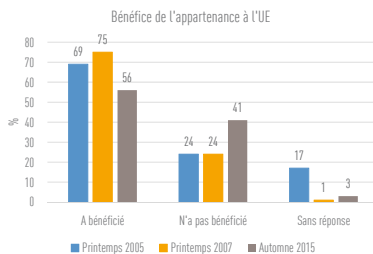
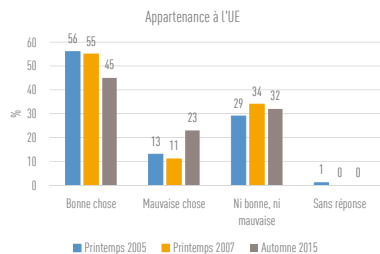
GRAPHIQUE XI ➤ L'OPINION PUBLIQUE FINLANDAISE ET L'UE (2005-2015)



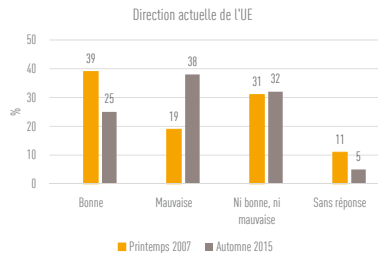
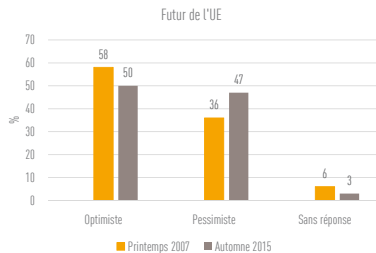
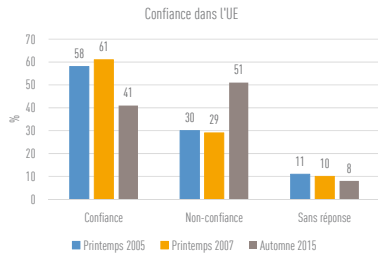
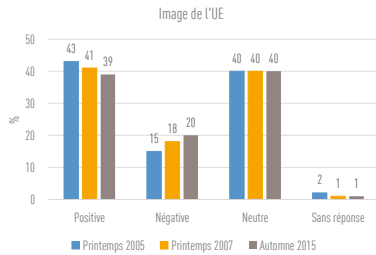
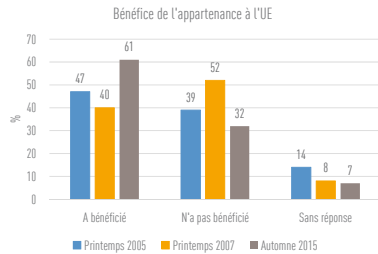
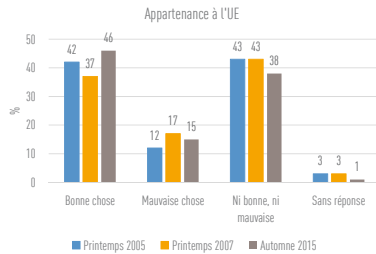
GRAPHIQUE XII ► L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE ET L'UE (2005-2015)



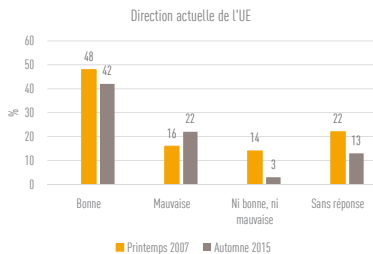
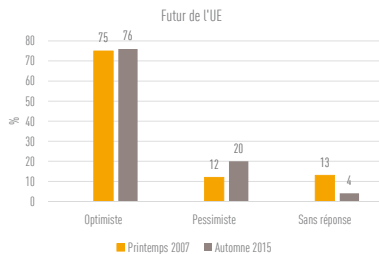
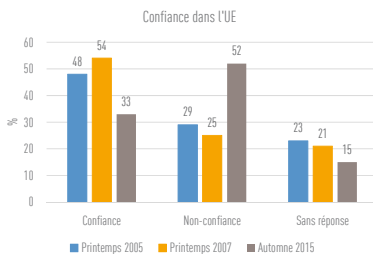
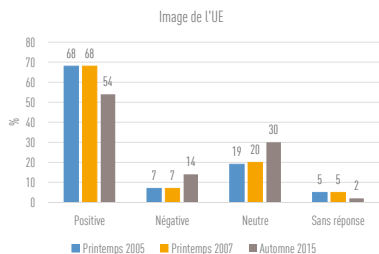
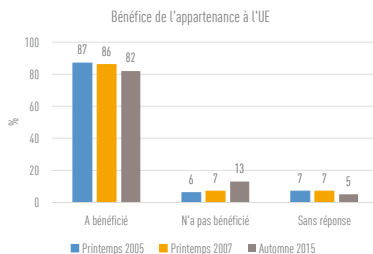
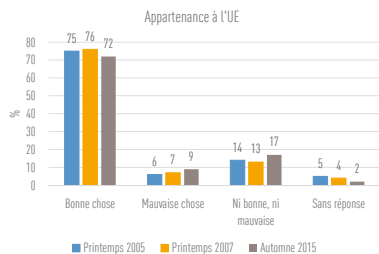
GRAPHIQUE XIII ➤ L'OPINION PUBLIQUE GRECQUE ET L'UE (2005-2015)



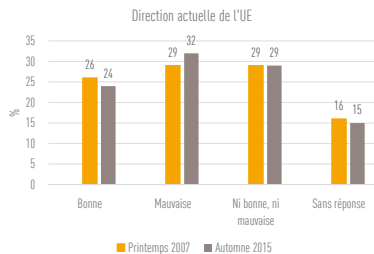
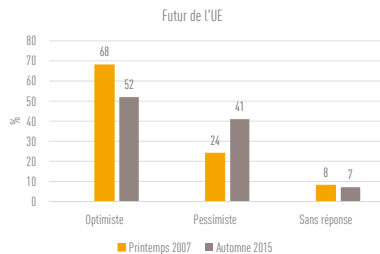
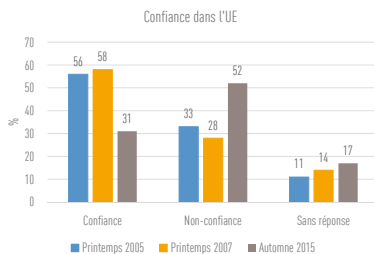
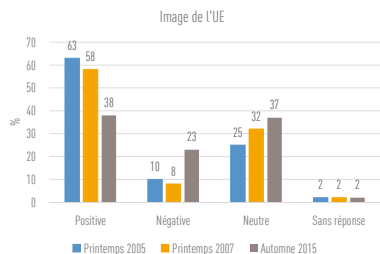
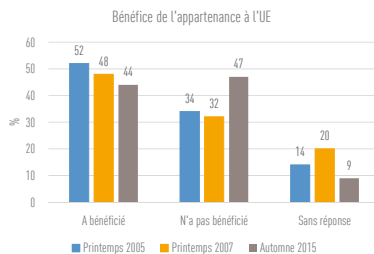
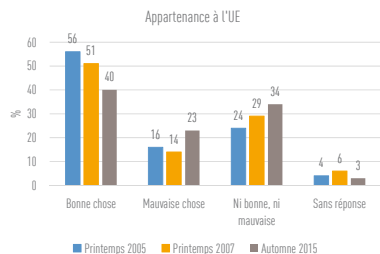
GRAPHIQUE XIV ➤ L'OPINION PUBLIQUE HONGROISE ET L'UE (2005-2015)



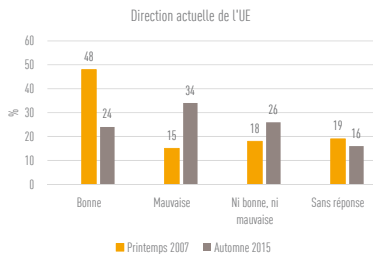
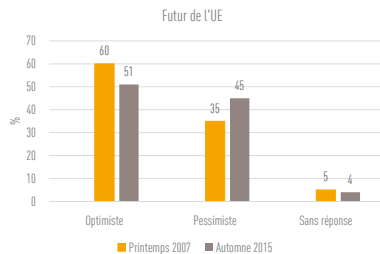
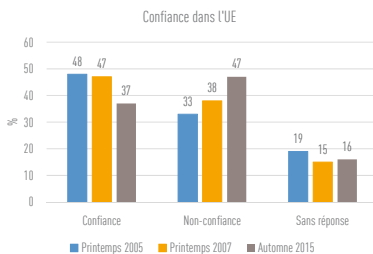
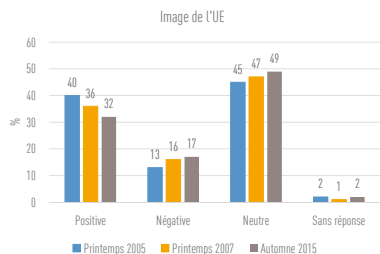
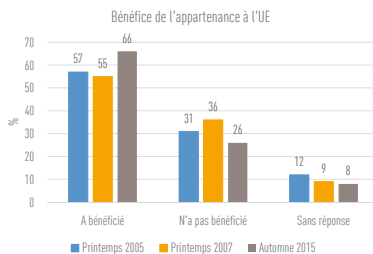
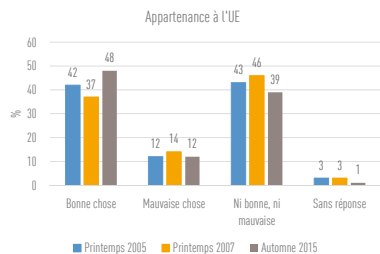
GRAPHIQUE XV ► L'OPINION PUBLIQUE IRLANDAISE ET L'UE (2005-2015)



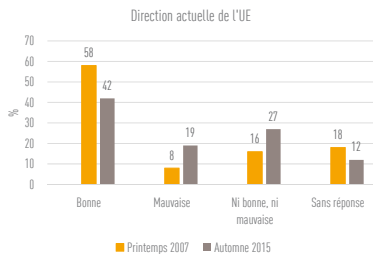
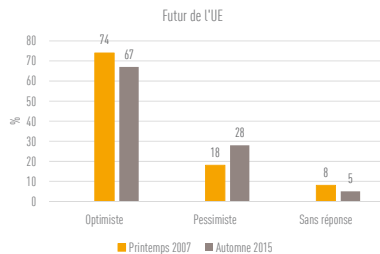
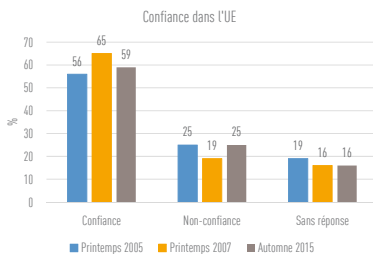
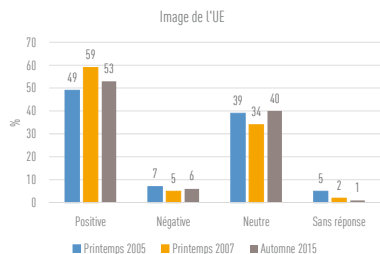
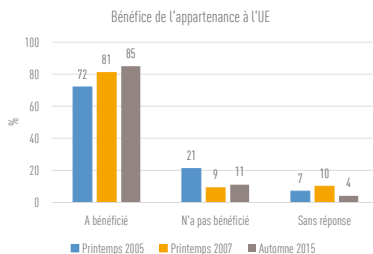
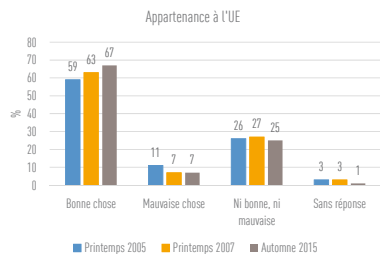
GRAPHIQUE XVI ➤ L'OPINION PUBLIQUE ITALIENNE ET L'UE (2005-2015)



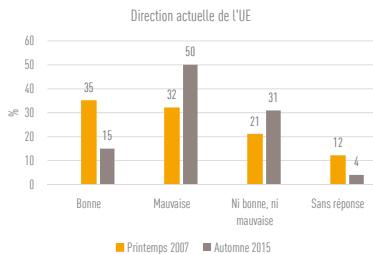
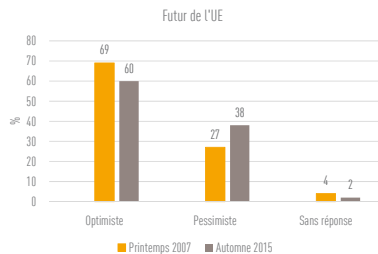
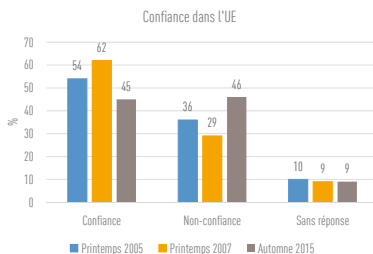
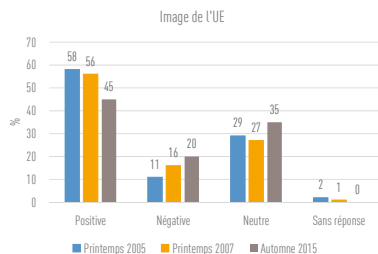
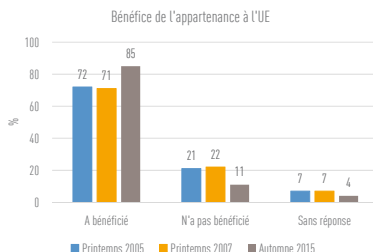
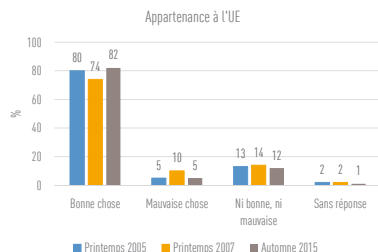
GRAPHIQUE XVII ► L'OPINION PUBLIQUE LETTONE ET L'UE (2005-2015)



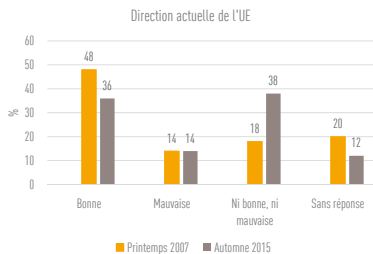
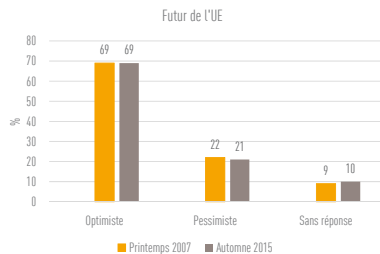
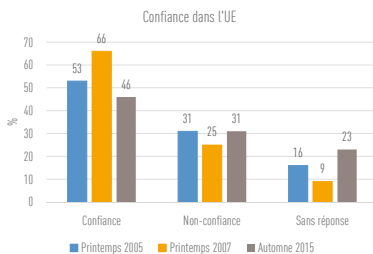
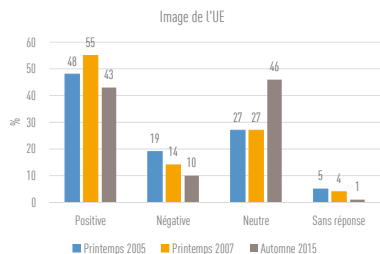
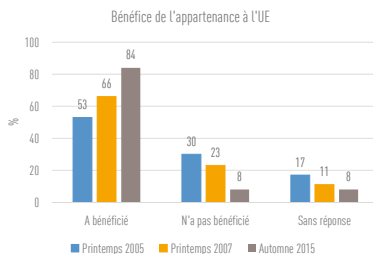
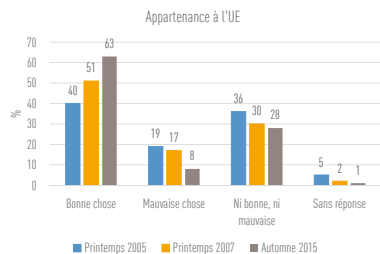
GRAPHIQUE XVIII ► L'OPINION PUBLIQUE LITUANIENNE ET L'UE (2005-2015)



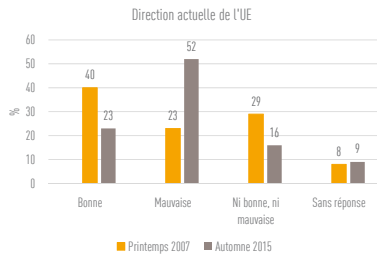
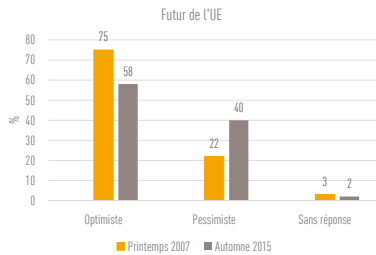
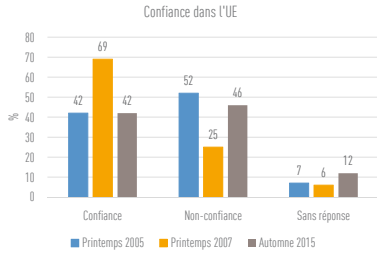
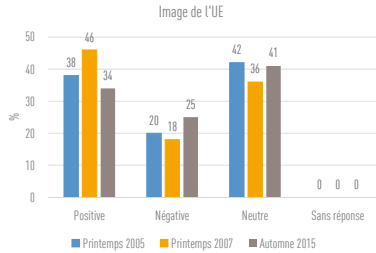
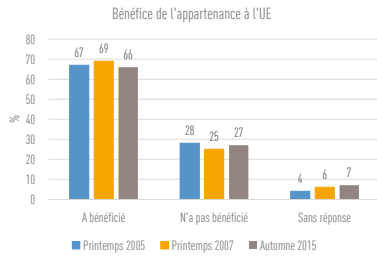
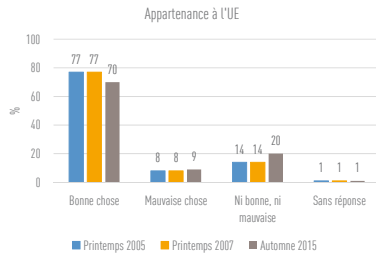
GRAPHIQUE XIX ➤ L'OPINION PUBLIQUE LUXEMBOURGEOISE ET L'UE (2005-2015)



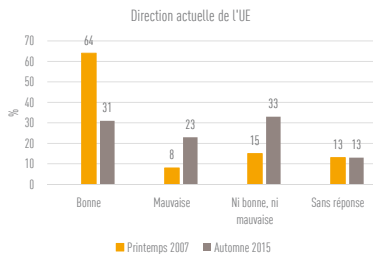
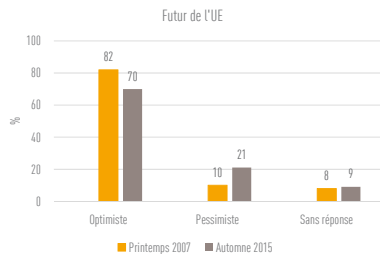
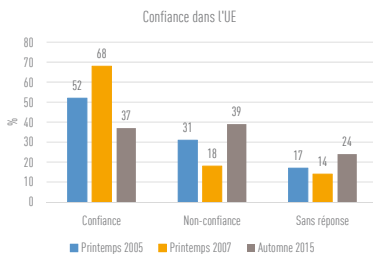
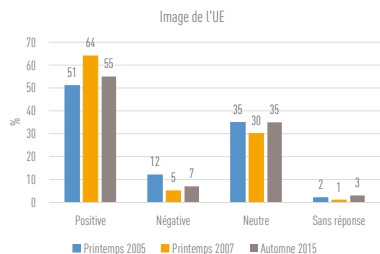
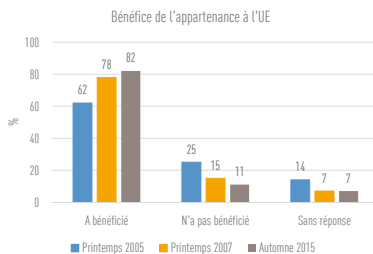
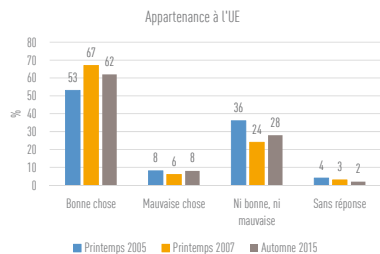
GRAPHIQUE XX ➤ L'OPINION PUBLIQUE MALTAISE ET L'UE (2005-2015)



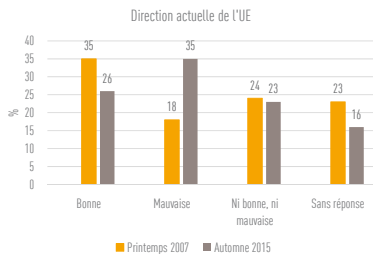
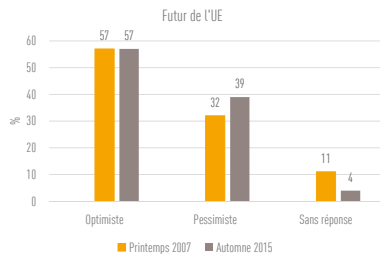
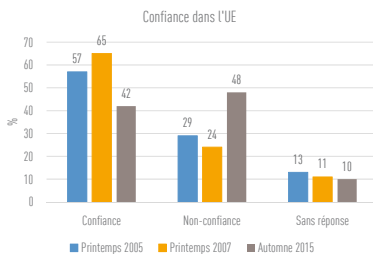
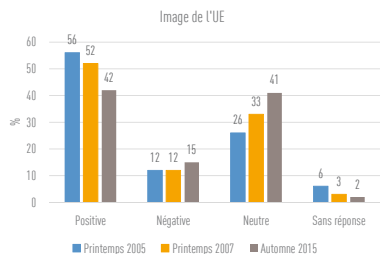
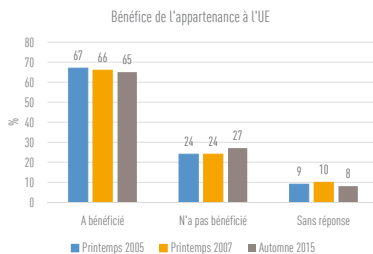
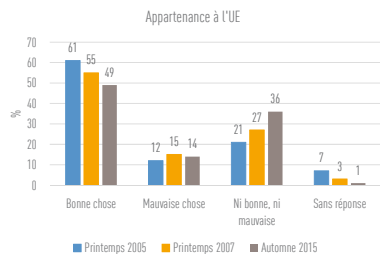
GRAPHIQUE XXI ➤ L'OPINION PUBLIQUE NÉERLANDAISE ET L'UE (2005-2015)



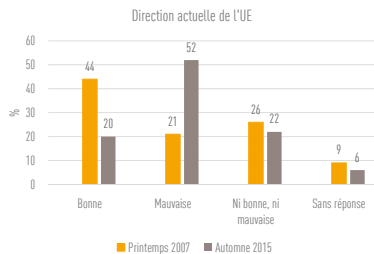
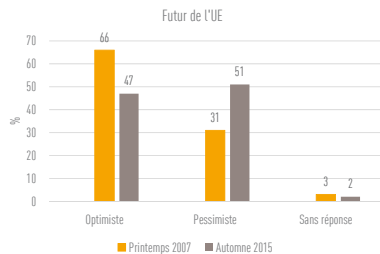
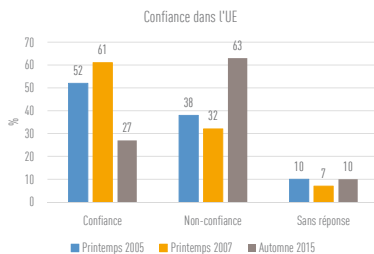
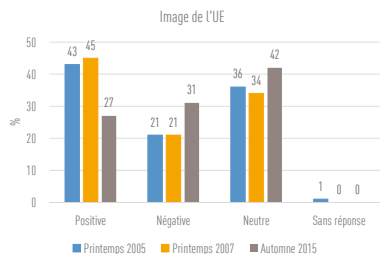
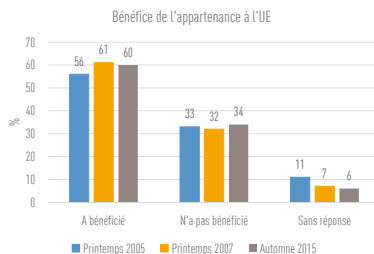
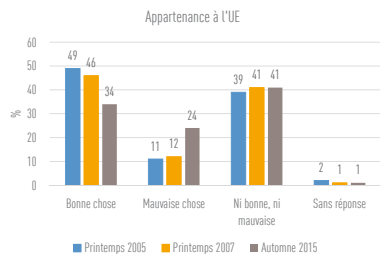
GRAPHIQUE XXII ► L'OPINION PUBLIQUE POLONAISE ET L'UE (2005-2015)



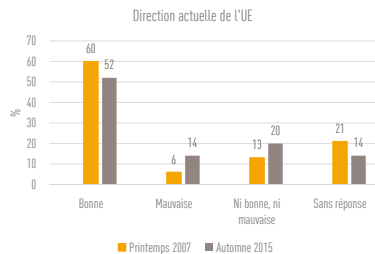
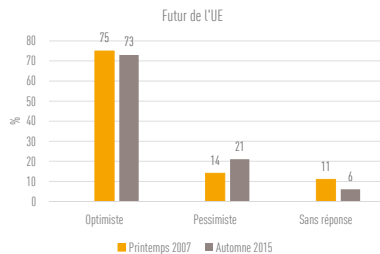
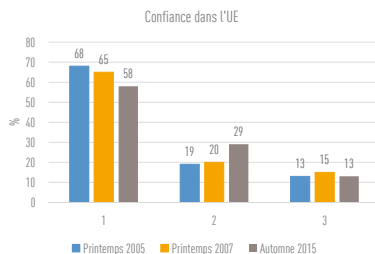
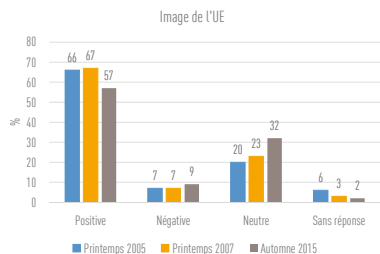
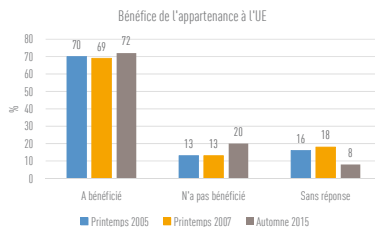
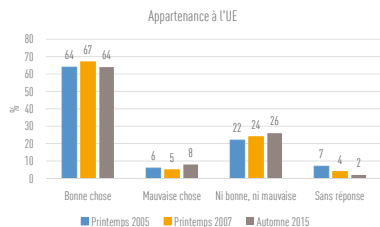
GRAPHIQUE XXIII ► L'OPINION PUBLIQUE PORTUGAISE ET L'UE (2005-2015)



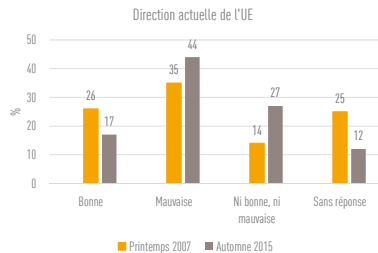
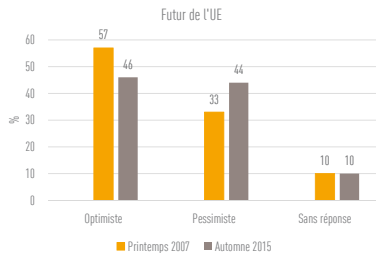
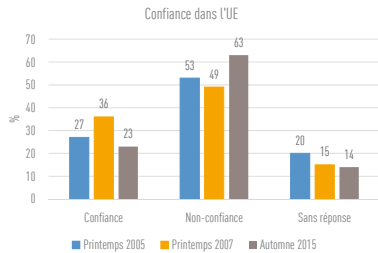
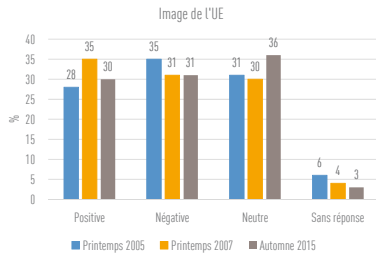
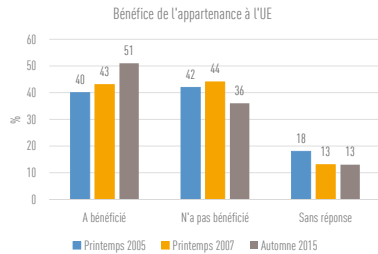
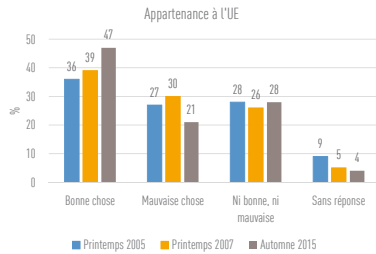
GRAPHIQUE XXIV ➤ L'OPINION PUBLIQUE TCHÈQUE ET L'UE (2005-2015)



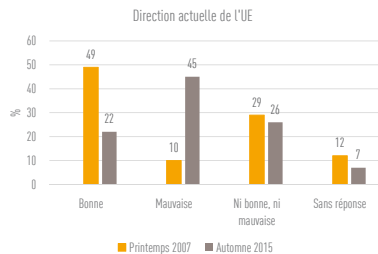
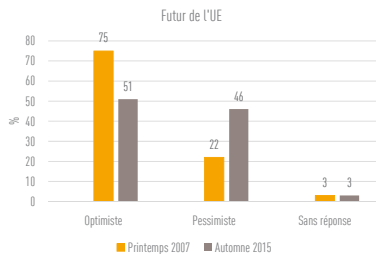
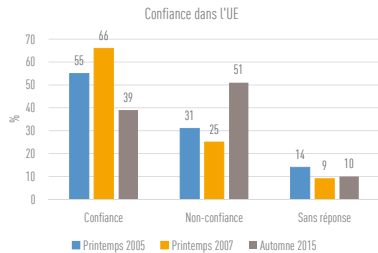
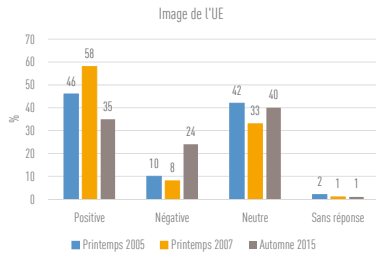
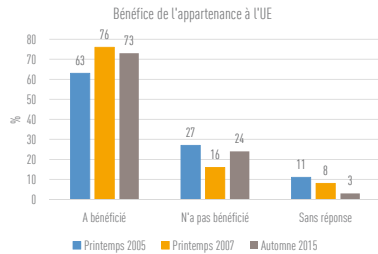
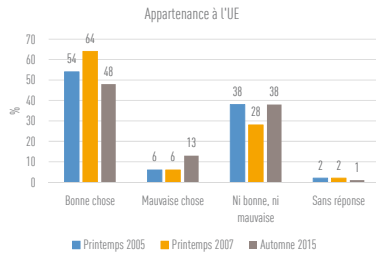
GRAPHIQUE XXV ➤ L'OPINION PUBLIQUE ROUMAINE ET L'UE (2005-2015)



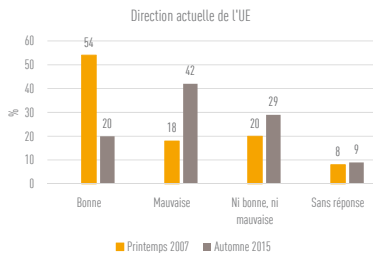
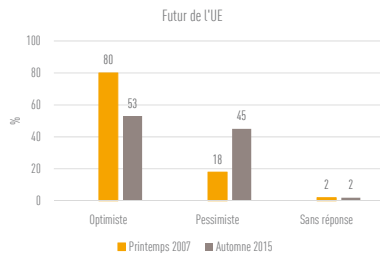
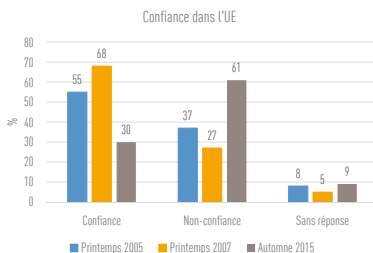
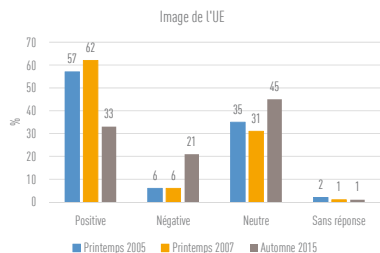
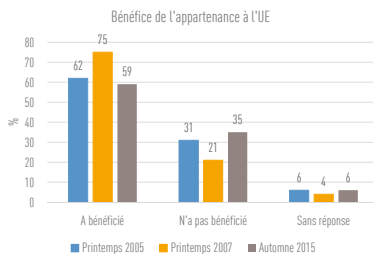
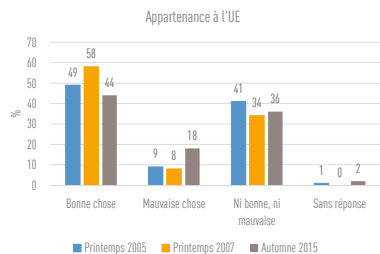
GRAPHIQUE XXVI ➤ L'OPINION PUBLIQUE BRITANNIQUE ET L'UE (2005-2015)



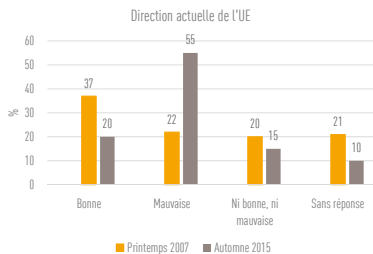
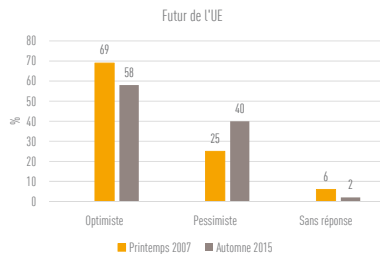
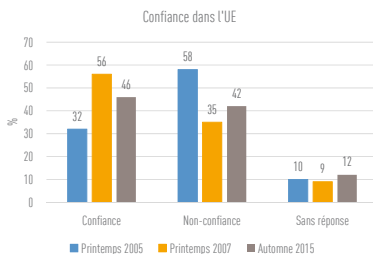
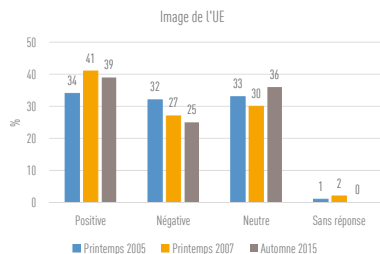
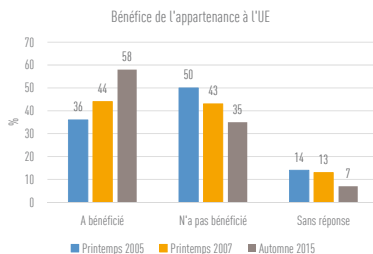
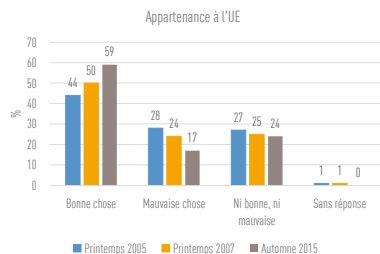
GRAPHIQUE XXVII ► L'OPINION PUBLIQUE SLOVAQUE ET L'UE (2005-2015)



GRAPHIQUE XXVIII ► L'OPINION PUBLIQUE SLOVÈNE ET L'UE (2005-2015)



GRAPHIQUE XXIX ➤ L'OPINION PUBLIQUE SUÉDOISE ET L'UE (2005-2015)



LISTE DES ENCADRÉS, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

Graphique 1	► L'appartenance à l'UE	12
Graphique 2	► Le bénéfice de l'appartenance à l'UE	12
Graphique 3	► L'évolution de l'image de l'UE : un affaïssement sensible	15
Graphique 4	► Le degré de confiance dans l'UE : une chute substantielle	16
Encadré 1	► Faire plus confiance à son gouvernement national ou à l'UE ?	17
Graphique 5	► La perception de la direction dans laquelle va l'UE	18
Graphique 6	► La perception du futur de l'UE	19
Graphique 7	► Les indicateurs en France (2005-2007)	24
Graphique 8	► Les indicateurs aux Pays-Bas (2005-2007)	27
Graphique 9	► Les indicateurs en Espagne (2005-2007)	30
Graphique 10	► Les indicateurs au Luxembourg (2005-2007)	32
Tableau 1	► Attentes pour la situation économique et impact de la crise	36
Tableau 2	► Problèmes cités parmi les deux plus importants auxquels doit actuellement faire face l'UE/le pays (automne 2015, en %)	42
Graphique 11	► Évolution des citations de l'immigration parmi les problèmes auxquels doivent faire face l'UE et les pays	45
Graphique 12	► Citations de l'immigration parmi les problèmes auxquels doivent faire face l'UE et les pays (automne 2015)	47
Graphique 13	► L'appartenance à l'UE et la confiance en l'UE dans les États membres en 2015	50
Graphique 14	► L'appartenance à l'UE et la confiance en l'UE dans les États membres en 2005	50
Graphique 15	► L'appartenance à l'UE et la confiance en l'UE dans les États membres : évolution 2005-2015	51
Tableau I	► L'appartenance à l'UE : perception dans les 28 États membres (2005-2015)	75
Tableau II	► Les bénéfices de l'appartenance à l'UE : perception dans les 28 États membres (2005-2015)	76

Tableau III ▶ L'image de l'UE : perception dans les 28 États membres (2005-2015)	77
Tableau IV ▶ La confiance en l'UE : perception dans les 28 États membres (2005-2015)	78
Tableau V ▶ Le futur de l'UE : perception dans les 28 États membres (2007-2015)	79
Tableau VI ▶ La direction actuelle de l'UE : perception dans les 28 États membres (2007-2015)	80
Graphique I ▶ Les opinions publiques européennes et l'UE (2005-2015)	82
Graphique II ▶ L'opinion publique allemande et l'UE (2005-2015)	83
Graphique III ▶ L'opinion publique autrichienne et l'UE (2005-2015)	84
Graphique IV ▶ L'opinion publique belge et l'UE (2005-2015)	85
Graphique V ▶ L'opinion publique bulgare et l'UE (2005-2015)	86
Graphique VI ▶ L'opinion publique chypriote et l'UE (2005-2015)	87
Graphique VII ▶ L'opinion publique croate et l'UE (2005-2015)	88
Graphique VIII ▶ L'opinion publique danoise et l'UE (2005-2015)	89
Graphique IX ▶ L'opinion publique espagnole et l'UE (2005-2015)	90
Graphique X ▶ L'opinion publique estonienne et l'UE (2005-2015)	91
Graphique XI ▶ L'opinion publique finlandaise et l'UE (2005-2015)	92
Graphique XII ▶ L'opinion publique française et l'UE (2005-2015)	93
Graphique XIII ▶ L'opinion publique grecque et l'UE (2005-2015)	94
Graphique XIV ▶ L'opinion publique hongroise et l'UE (2005-2015)	95
Graphique XV ▶ L'opinion publique irlandaise et l'UE (2005-2015)	96
Graphique XVI ▶ L'opinion publique italienne et l'UE (2005-2015)	97
Graphique XVII ▶ L'opinion publique lettone et l'UE (2005-2015)	98
Graphique XVIII ▶ L'opinion publique lituanienne et l'UE (2005-2015)	99
Graphique XIX ▶ L'opinion publique luxembourgeoise et l'UE (2005-2015)	100
Graphique XX ▶ L'opinion publique maltaise et l'UE (2005-2015)	101

Graphique XXI ➤ L'opinion publique néerlandaise et l'UE (2005-2015)	102
Graphique XXII ➤ L'opinion publique polonaise et l'UE (2005-2015)	103
Graphique XXIII ➤ L'opinion publique portugaise et l'UE (2005-2015)	104
Graphique XXIV ➤ L'opinion publique tchèque et l'UE (2005-2015)	105
Graphique XXV ➤ L'opinion publique roumaine et l'UE (2005-2015)	106
Graphique XXVI ➤ L'opinion publique britannique et l'UE (2005-2015)	107
Graphique XXVII ➤ L'opinion publique slovaque et l'UE (2005-2015)	108
Graphique XXVIII ➤ L'opinion publique slovène et l'UE (2005-2015)	109
Graphique XXIX ➤ L'opinion publique suédoise et l'UE (2005-2015)	110

MIEUX PARTAGER SOLIDARITÉ ET SOUVERAINETÉ : AU-DELÀ DE « L'EUROSCOLIOSE »

Yves Bertoncini, *Tribune*, Institut Jacques Delors, octobre 2015

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE MAI 2014 : POUSSÉE EUROPHOBE OU « BUSINESS AS USUAL » ?

Yves Bertoncini, *Policy paper n° 133*, Institut Jacques Delors, juin 2015

EUROSCEPTICISME OU EUROPHOBIE : PROTESTER OU SORTIR ?

Yves Bertoncini et Nicole Koenig, *Policy paper n° 121*, Institut Jacques Delors, novembre 2014

L'UE NON, L'EURO OUI ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)

Daniel Debomy, *Policy paper n° 90*, Institut Jacques Delors, mars 2013

L'UE ET LES OPINIONS PUBLIQUES : JE T'AIME, MOI NON PLUS ?

Salvatore Signorelli, préface de Julian Priestley,

Études & Rapports n° 93, Institut Jacques Delors, novembre 2012

LES EUROPÉENS CROIENT-ILS ENCORE EN L'UE ?

Daniel Debomy, préface d'António Vitorino,

Études & Rapports n° 91, Institut Jacques Delors, juin 2012

LES CITOYENS EUROPÉENS ET L'UNION EUROPÉENNE DANS LE CONTEXTE ACTUEL DE CRISE

Daniel Debomy, *Policy paper n° 47*, Institut Jacques Delors – Fondation Jean Jaurès, novembre 2011

AUTEUR



Daniel Debomy

Daniel Debomy est le fondateur et le directeur de l'institut de recherches sur les opinions publiques OPTEM. Depuis 25 ans, avec son réseau de partenaires européens, il a réalisé de nombreuses études qualitatives pour la Commission européenne et d'autres organisations, visant à comprendre les perceptions des citoyens des 27 États membres et au-delà, leurs attitudes, leurs attentes et leurs réserves à l'égard de l'Union européenne et des politiques de l'UE. Il donne également des cours sur les questions européennes dans plusieurs écoles et universités.



L'Institut Jacques Delors est le think tank européen fondé par **Jacques Delors** en 1996 (sous le nom de Notre Europe), après la fin de sa présidence de la Commission européenne. Notre objectif est de produire des analyses et des propositions destinées aux décideurs européens et à un public plus large, ainsi que de contribuer aux débats relatifs à l'Union européenne. Nous diffusons de **nombreuses publications** (Tribunes, Policy Papers, Études & Rapports, Synthèses), vidéos et sons, organisons et participons à des **séminaires et conférences** partout en Europe et intervenons régulièrement dans les **médias européens**, par la voix de nos présidents, de notre directeur et de notre équipe.

Nos travaux s'inspirent des actions et des orientations promues par Jacques Delors, et traduisent les grands principes énoncés par notre « **Charte** ». Ils sont mis en œuvre à partir de **trois axes principaux** : « Union européenne et citoyens » couvre les enjeux politiques, institutionnels et civiques ; « Compétition, coopération, solidarité » traite des enjeux économiques, sociaux et territoriaux ; « Actions extérieures européennes » regroupe les travaux à dimension internationale.

L'Institut Jacques Delors est aujourd'hui présidé par **António Vitorino**, ancien commissaire européen et ancien ministre portugais, qui a succédé à **Tommaso Padoa-Schioppa**, à **Pascal Lamy** et à Jacques Delors. Notre directeur, **Yves Bertoncini**, anime une équipe internationale composée d'une quinzaine de membres, qui travaillent en coordination étroite avec les membres de notre bureau de Berlin, le **Jacques Delors Institut - Berlin**, dirigé par **Henrik Enderlein**.

Les instances de l'Institut Jacques Delors sont composées de hautes personnalités européennes. Notre **Conseil des garants** assure la promotion de nos intérêts moraux et financiers. Notre **Conseil d'administration** est responsable de la gestion et de l'impulsion de nos travaux. Notre **Comité européen d'orientation** se réunit afin de débattre des sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE. Toutes nos activités sont accessibles gratuitement, en français et en anglais sur notre **site** et via les **réseaux sociaux**. Nous agissons en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et des intérêts économiques.

Directeur de la publication : Yves Bertoncini

La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source.

Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s).

L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution.

Version originale. Également disponible en anglais.

© Institut Jacques Delors

Daniel Debomy

Fondateur et directeur de
l'institut de recherche sur les
opinions publiques OPTEM.

L'UE MALGRÉ TOUT ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)

Controverses relatives au projet de « Traité constitutionnel européen », conflits liés à la « crise de la zone euro », puis tensions découlant de la crise des réfugiés n'ont pas seulement nourri un intense débat public dans la plupart des pays de l'UE : ils ont aussi suscité nombre de commentaires plus ou moins impressionnistes et alarmistes, qu'il est salutaire de mettre en perspective sur la base de données solides et d'analyses étayées et circonstanciées.

Tel est le grand mérite de l'Étude réalisée par Daniel Debomy, spécialiste reconnu de l'analyse des évolutions des opinions publiques européennes qui, sur la base des précieuses enquêtes « Eurobaromètre », souligne avec minutie autour de quels enjeux et dans quelle mesure les peuples de l'UE ont pu ou non modifier leur jugement sur elle au cours d'une « décennie de crises ».

L'un des premiers enseignements de cette Étude est que la perception citoyenne de l'appartenance de son pays à l'UE est demeurée positive tout au long de la période, et qu'elle s'avère même plus positive en 2015 qu'en 2005 dans une fraction significative des pays membres. Son deuxième enseignement est que l'image de l'UE et le degré de confiance que ses citoyens éprouvent à son égard ont en revanche subi un déclin marqué entre 2005 et 2015. Sa troisième leçon est de souligner que ce qui caractérise le débat public sur l'UE de cette dernière décennie n'est pas tant son « déficit démocratique » ou la classique fracture entre « Bruxelles et les peuples », mais davantage une fracture entre les peuples de l'UE, qui constitue un défi non moins considérable pour les partisans et praticiens de la construction européenne.

Voilà une raison de former le vœu que les autorités européennes et nationales et, au-delà, l'ensemble des citoyens s'impliquant dans le débat public sur l'UE, puissent méditer et mettre en débat cette Étude de Daniel Debomy, afin de formuler des analyses et des initiatives s'appuyant sur de solides fondements politiques et démocratiques

Avec le soutien de :



ISSN 2257-4640

info@delorsinstitute.eu - www.institutdelors.eu
19 rue de Milan, F - 75009 Paris
Pariser Platz 6, D - 10117 Berlin

